



CONSEIL COMMUNAL DU 30 JANVIER 2025  
GEMEENTERAAD VAN 30 JANUARI 2025

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Président/Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,  
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s/Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie  
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,  
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid  
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,  
*Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S./Voorzitter van het O.C.M.W.* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

30.01.2025/A/0001

**Secrétariat**

**Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19.12.2024 - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19.12.2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 19.12.2024 - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 19.12.2024 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

**Communications : Liste des marchés publics - Nouvelle Loi communale, article 234 §3**

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/10.12.2024/B/0020#** - Crèches et écoles communales - Nettoyage des textiles - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Attribution du marché à une entreprise d'économie sociale pour une période de un an reconductible deux fois
- **#002/10.12.2024/B/0063#** - Acquisition de mobilier urbain - Marché de faible montant - Marché à lots - Désignation des adjudicataires
- **#002/10.12.2024/B/0065#** - Remplacement de la serrure de sécurité du box à vélos situé avenue de l'Église Saint Julien - marché de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense et désignation de l'adjudicataire-report du 03/12/2024
- **#002/10.12.2024/B/0066#** - Rénovation du mur d'enceinte en plaque béton et du caniveau situés au fond du cimetière communal - Procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/10.12.2024/B/0067#** - Réparation du véhicule n°21 - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/10.12.2024/B/0068#** - Achat de matériel pour enfants - projet transition écologique ACTE - ONE - Approbation de la dépense - Commande auprès de l'adjudicataire
- **#002/10.12.2024/B/0069#** - Crèche communale "Les Oursons" - Achat d'une taque vitrocéramique - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/10.12.2024/B/0093#** - Traductions du français vers le néerlandais – Marché public par procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/17.12.2024/B/0018#** - Désignation d'un avocat en vue d'assurer la défense de l'administration dans un recours en annulation introduit au Conseil d'Etat contre un permis d'urbanisme, rue de la Vignette 126
- **#002/17.12.2024/B/0019#** - Désignation d'un avocat et introduction d'un recours en annulation au Conseil d'Etat contre l'arrêté royal du 29 novembre 2024 accordant une allocation financière de 8.666.874 € aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires pour l'année 2024 et contre les décisions individuelles d'octroi de subsides en vue de contester la répartition des subsides fédéraux octroyés au service d'exécution des mesures judiciaires alternatives (SEMJA)
- **#002/17.12.2024/B/0040#** - Enterrement des personnes indigentes - Prestations de porteurs au cimetière - Transfert de personnes décédées sur la voie publique ou ailleurs sur le territoire communal et de personnes indigentes - Marché de service de faible montant - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/17.12.2024/B/0061#** - CS Souverain - Isolation du plancher grenier - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/17.12.2024/B/0062#** - CS Souverain - Secrétariat - Contre-cloison isolée - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire
- **#002/17.12.2024/B/0064#** - Maison Communale - Travaux de réparations suite aux infiltrations en façade - Marché de faible montant - Approbation de la

- dépense - Modification Budgétaire - Désignation de l'adjudicataire
- #002/17.12.2024/B/0066# - Marché pour la réalisation d'audits énergétiques pour les bâtiments communaux du site du CS Souverain – Marché par Procédure négociée sans publication préalable – Attribution du marché
  - #002/17.12.2024/B/0070# - Réparation du système d'alarme du bâtiment du Théâtre de la parole à Rouge-Cloître - Marché de travaux de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
  - #002/17.12.2024/B/0071# - Réparation d'une infiltration d'eau à la toiture du bâtiment du Théâtre de la parole à Rouge-Cloître - Marché de travaux de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
  - #002/17.12.2024/B/0087# - Réparation du véhicule n°10 - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
  - #002/17.12.2024/B/0099# - ACTIVITÉS PARASCOLAIRES: Achats de pains pour les centres de plein-air - Attribution du marché pour l'année 2025- désignation du prestataire de service.
  - #002/17.12.2024/B/0101# - Activités Parascolaires: Désignation du prestataire pour assurer l'encadrement d'ateliers ludiques de langue néerlandaise les mercredis après-midi durant les activités socio-culturelles durant l'année 2025.
  - #002/20.12.2024/B/0014# - Voirie - Commande sans fil pour l'aspirateur (atelier menuiserie) - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire.
  - #002/07.01.2025/B/0017# - Chaussée de Wavre 1977 - Rénovation d'une maison unifamiliale - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Attribution du marché
  - #002/07.01.2025/B/0019# - Désignation d'un avocat en vue d'assurer la défense de la commune devant le Collège d'urbanisme suite à la suspension d'un permis d'urbanisme par le fonctionnaire délégué
  - #002/07.01.2025/B/0042# - Placement de deux châssis à la crèche des Oursons - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
  - #002/07.01.2025/B/0050# - Attribution d'un marché par procédure négociée sans publicité - Réception 2025 - Plateaux sandwichs
  - #002/07.01.2025/B/0052# - Nettoyage et désinfection du matériel informatique en 2025 - Marché de faible montant conclu par facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
  - #002/14.01.2025/B/0015# - Désignation d'un avocat en vue d'assister la commune dans la gestion de l'absentéisme de très longue durée ou très fréquent
  - #002/14.01.2025/B/0042# - Travaux pour la réparation de la toiture du Centre sportif Willegems - Marché de travaux de faible montant sur facture acceptée - Désignation de l'adjudicataire - Approbation de la dépense
  - #002/14.01.2025/B/0064# - Les Mômes - Achat d'habillement de marches - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire
  - #002/14.01.2025/B/0065# - Remplacement de dalles amortissantes à la crèche des Poneys - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
  - #002/14.01.2025/B/0070# - Approbation du renouvellement du marché de service avec l'ASBL Animal Search pour une durée de 4 ans (2025-2028)
  - #002/14.01.2025/B/0071# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour deux ateliers sur le thème « Le stress dans tous ses états! Et nous dans tout ça! ».
  - #002/14.01.2025/B/0072# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du

marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Elevator pitch : tout dire en 125 mots 45 secondes ».

- #002/14.01.2025/B/0073# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Approfondir le levier de l'intelligence émotionnelle et augmenter sa capacité à communiquer avec assertivité ».
- #002/14.01.2025/B/0074# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Assertivité ».
- #002/14.01.2025/B/0075# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Le bivouac; Se réinventer par la découverte de ses forces ».
- #002/14.01.2025/B/0076# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Regards nouveaux, regards croisés ».
- #002/14.01.2025/B/0077# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour deux ateliers « Les 100 questions les plus posées lors de l'entretien d'embauche ».
- #002/14.01.2025/B/0078# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Langage corporel et application des techniques pour présentation en direct ou par Teams ».
- #002/14.01.2025/B/0079# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Rédiger une lettre de motivation qui percute ».
- #002/14.01.2025/B/0080# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Cerner votre personnalité pour mieux identifier vos compétences ».
- #002/14.01.2025/B/0081# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Estime de soi ».
- #002/14.01.2025/B/0082# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « MBTI; connaissance de sa personnalité ».
- #002/14.01.2025/B/0083# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Le bilan des compétences ».

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 143.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

**Secretariaat**

**Mededelingen : Lijst van overheidsopdrachten - Nieuwe Gemeentewet, artikel 234 §3**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- #002/10.12.2024/B/0020# - Gemeentelijke kinderdagverblijven en scholen - Textielreiniging - Overheidsopdracht via onderhandelinge procedure zonder voorafgaande bekendmaking - Gunning van opdracht aan een onderneming uit

- de sociale economie voor een periode van één jaar, twee keer hernieuwbaar
- #002/10.12.2024/B/0063# - Aankoop van stadmeubilair - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Opdracht onderverdeeld in percelen - Aanduiding van de aanbesteders
  - #002/10.12.2024/B/0065# - Vervanging van het veiligheidsslot van de velobox gelegen aan de Sint Juliaankerklaan - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
  - #002/10.12.2024/B/0066# - Renovatie van de betonnen grensmuur en goot aan de achterkant van de gemeenschappelijke begraafplaats - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Aanduiding van de aanbesteder
  - #002/10.12.2024/B/0067# - Reparatie van voertuig nr. 21 - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de opdrachtnemer
  - #002/10.12.2024/B/0068# - Aankoop van materiaal voor kinderen - ACTE - ONE ecologisch overgangproject - Goedkeuring van uitgaven - Bestel bij de opdrachtnemer
  - #002/10.12.2024/B/0069# - Gemeentelijke kinderdagverblijf “Les Oursons” - Aankoop van een keramische kookplaat - Overheidsopdracht van beperkte waarde
  - #002/10.12.2024/B/0093# - Vertalingen van het Frans naar het Nederlands - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de opdrachtnemer
  - #002/17.12.2024/B/0018# - Aanstelling van een advocaat om het bestuur te verdedigen in een verzoekschrift tot nietigverklaring dat bij de Raad van State werd ingediend tegen een stedenbouwkundige vergunning, Kleine Wijngaardstraat 126
  - #002/17.12.2024/B/0019# - Aanstelling van een advocaat en indiening van een verzoekschrift tot vernietiging van het Koninklijke besluit van 29 november 2024 tot toekenning van een financiële toelage van 8.3666.874 € aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2024 om de verdeling van de federale toelage bestemd voor de dienst belast met de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen
  - #002/17.12.2024/B/0040# - Begrafenis van behoeftigen - Kruiersdiensten op de begraafplaats - Overbrenging van personen die op de openbare weg of elders op het gemeentelijk grondgebied zijn overleden en van behoeftigen - Opdracht voor diensten van geringe waarde - Aanwijzing van de opdrachtnemer.
  - #002/17.12.2024/B/0061# - SC Souverain - Isolatie van de zoldervloer - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Goedkeuring van de opdrachtnemer - Begrotingswijziging
  - #002/17.12.2024/B/0062# - SC Souverain - Secretariaat - Geïsoleerde voorzetwand - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Goedkeuring van de opdrachtnemer
  - #002/17.12.2024/B/0064# - Gemeentehuis - Herstelwerken naar aanleiding van infiltraties aan de gevel - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Begrotingswijziging - Aanwijzing van de opdrachtnemer
  - #002/17.12.2024/B/0066# - Opdracht voor de uitvoering van energieaudits voor de gemeentelijke gebouwen op de site van SC Souverain - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Gunning van het contract
  - #002/17.12.2024/B/0070# - Herstelling van het alarmsysteem van het gebouw van het “Théâtre de la parole” in het Rood Klooster - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de

- uitgave - Aanduiding van de aanbesteder - Budgetwijziging
- #002/17.12.2024/B/0071# - Herstelling van een waterinfiltratie op het dak van het gebouw van het "Théâtre de la parole" in het Rood Klooster - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder - Budgetwijziging
  - #002/17.12.2024/B/0087# - Reparatie van voertuig nr. 10 - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de opdrachtnemer
  - #002/17.12.2024/B/0099# - BUITENSCHOOLSEACTIVITEITEN: Aankoop van brood voor de openluchtcentra - Gunning van het contract voor de jaren 2022 - 2023 - 2024 - Aanwijzing van de dienstverlener.
  - #002/17.12.2024/B/0101# - Buitenschoolse activiteiten: Aanstelling van een dienstverlener voor het geven van leuke taalworkshops Nederlands op woensdagnamiddag tijdens socio-culturele activiteiten in 2025.
  - #002/20.12.2024/B/0014# - Wegendienst - Draadloze afstandsbediening voor stofzuiger (houtbewerkingswerkplaats) - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Goedkeuring van de gekozen inschrijver.
  - #002/07.01.2025/B/0017# - Waversesteenweg 1977 - Eengezinswoning renoveren - Opdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Gunning van de opdracht
  - #002/07.01.2025/B/0019# - Aanstelling van een advocaat om het bestuur te verdedigen voor het Stedenbouwkundig College ten gevolge van de opschorsing van een stedenbouwkundige vergunning door het gemachtigde ambtenaar
  - #002/07.01.2025/B/0042# - Plaatsing van twee vensters op de kribbe "les Oursons"- Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's
  - #002/07.01.2025/B/0050# - Gunning van een opdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Receptie 2025 - Broodjesbakjes
  - #002/07.01.2025/B/0052# - Reiniging en desinfectie van computerapparatuur in 2025
  - #002/14.01.2025/B/0015# - Aanstelling van een advocaat om de gemeente te ondersteunen bij het beheren van zeer langdurig of zeer frequent ziekteverzuim
  - #002/14.01.2025/B/0042# - Werken voor de herstelling van het dak van het Sportcentrum Willegems - Opdracht voor werken met beperkte waarde op aangenomen factuur - Aanduiding van de opdrachtnemer - Goedkeuring van de uitgave
  - #002/14.01.2025/B/0064# - Les Mômes - Aankoop van trapbekleding - Overeenkomst van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Goedkeuring van de aannemer.
  - #002/14.01.2025/B/0065# - Plaatsing van schokabsorberende tegels op de kribbe "les Poneys" - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's
  - #002/14.01.2025/B/0070# - Goedkeuring van de verlenging van het dienstverleningscontract met ASBL Animal Search voor een periode van 4 jaar (2025-2028)
  - #002/14.01.2025/B/0071# - Joblente 2024 : "Stress in al zijn vormen! En wij in dit alles!".
  - #002/14.01.2025/B/0072# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop : "Elevator pitch : techniek voor snelle communicatie"
  - #002/14.01.2025/B/0073# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Assertiviteit"

- #002/14.01.2025/B/0074# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Assertiviteit"
- #002/14.01.2025/B/0075# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop: " Het bivac; Jezelf opnieuw uitvinden door het ontdekken van je sterke punten"
- #002/14.01.2025/B/0076# - Joblente 2025 : "Nieuwe perspectieven, gekruiste perspectieven"
- #002/14.01.2025/B/0077# - Joblente 2025 - Gunning van de opdracht via onderhandelingsprocedure zonder reclame voor de workshop "De 100 meest gestelde vragen tijdens het sollicitatiegesprek"
- #002/14.01.2025/B/0078# - Joblente 2025 - Gunning van de opdracht via onderhandelingsprocedure zonder reclame voor de workshop "Lichaamstaal en toepassing van technieken voor live presentatie of door Teams".
- #002/14.01.2025/B/0079# - Joblente 2025 "Een sollicitatiebrief schrijven die opvalt"
- #002/14.01.2025/B/0080# - Joblente 2025 - Gunning van de opdracht volgens de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de workshop "Begrijp uw persoonlijkheid om uw vaardigheden beter te identificeren"
- #002/14.01.2025/B/0081# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Zelfvertrouwen"
- #002/14.01.2025/B/0082# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop " MBTI-cursus; kennis van zijn persoonlijkheid "
- #002/14.01.2025/B/0083# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Vaardighedenbeoordeling".

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 143.000€ exclusief btw geraamd wordt;
  - van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;
- Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

30.01.2025/A/0003

**Secrétariat**

**Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC**

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'abattage en urgence d'un arbre dangereux sis promenade de l'Ancien Chemin de Fer, à front de l'avenue des Meuniers, 146
2. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'ouverture tardive du magasin « Simony sprl » situé chaussée de Wavre 1008 à 1160 Auderghem le 31 décembre 2024
3. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant la visite de l'immeuble sis square Vanlindt, 17

4. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
5. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'abattage en urgence d'un arbre dangereux sis clos du Bergoje, 4

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

**Secretariaat**

**Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW**

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de burgemeester tot het met spoed vellen van een gevaarlijke boom op de promenade van de oude spoorlijn, frontaal aan de Mulderslaan, 146
2. Besluit van de burgemeester waarbij de laattijdige opening wordt toegestaan van de winkel "Simony sprl" gelegen aan de Waversesteenweg 1008, 1160 Oudergem, op 31 december 2024
3. Besluit van de burgemeester waarbij een inspectie wordt bevolen van het gebouw gelegen aan het Vanlindtplein 17
4. Besluit van de burgemeester tot het begraven van een behoeftige die om redenen van volksgezondheid op gemeentelijk grondgebied is overleden
5. Besluit van de burgemeester tot het met spoed vellen van een gevaarlijke boom op de Bergage, 4

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

30.01.2025/A/0004

**Secrétariat**

**Déclaration de politique générale - note explicative 2025 - 2027**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 117 et 242bis ;

DECIDE

d'adopter la déclaration de politique générale et la note explicative 2025 - 2027 en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 24 votes positifs, 4 votes négatifs, 2 abstentions.

*Non : François Lebovy, Zora Molenberg Clerbaux, Noémie Dekoninck, Alan Lenglet.*

*Abstentions : Emmanuelle Poznanski, Ahmed Lagha.*

---

**Secretariaat**

**Algemene beleidsverklaring - verklarende nota 2025 - 2027**



De Raad,  
Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikels 117 en 242 bis ;  
BESLIST  
om de bijgevoegde algemene beleidsverklarieng en de verklarende nota 2025 - 2027  
goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 24 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.  
*Nee : François Lebovy, Zora Molenberg Clerbaux, Noémie Dekoninck, Alan Lenglet.*  
*Onthoudingen : Emmanuelle Poznanski, Ahmed Lagha.*

30.01.2025/A/0005

**Secrétariat**

**Conseil communal - composition des commissions**

LE CONSEIL,  
Vu les articles 52 et 53 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;  
Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale ;  
DECIDE :  
d'arrêter comme suit la composition des Commissions du Conseil communal :  
Commission 1  
Finances, Personnel, Sécurité, Participation citoyenne, Prévention, Culture

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Myriam Fobe	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny
Audrey Huet	Martin Willemart
Ahmed Lagha	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier
Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon
Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
<b>Mathieu Poma</b>	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commission 2

État-Civil, Population, Infrastructures communales, Grands Projets, Sports,  
Bibliothèques francophones, Logement, Régie foncière, Animations

Effectif	Suppléant
----------	-----------

Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
<b>Cécile Henrard Litsermeyer</b>	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Audrey Huet
Alan Lenglet	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Myriam Fobe
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin
Emmanuelle Poznanski	Ahmed Lagha
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy
Martin Willemart	Audrey Huet

#### Commission 3

Enseignement, Activités parascolaires, Académie, Action sociale, Parentalité, Jeunesse, Seniors, Petite Enfance, Santé, Bien-être animal

Effectif	Suppléant
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
<b>Alodie De Poorter Capillon</b>	Jean-François Noël
Myriam Fobe	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate
Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
Audrey Huet	Gabriela Banu
Ahmed Lagha	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

#### Commission 4

Urbanisme, Environnement, Espaces Publics, Mobilité

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Laure Henvard

Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie
Noémie Dekoninck	Myriam Fobe
Valérie Glatigny	Audrey Huet
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
<b>Jean-François Noël</b>	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Ahmed Lagha
Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	Audrey Huet

#### Commission 5

Emploi-Formation, Promotion sociale, Économie locale, Affaires néerlandophones, Affaires européennes, Égalité des chances, Développement informatique

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Myriam Fobe	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma
Audrey Huet	Laure Henvard
Ahmed Lagha	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck
Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux
Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
<b>Martin Willemart</b>	Cécile Henrard Litsermeyer

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**Gemeenteraad - samenstelling van de commissies**

DE RAAD,

Gezien de artikelen 52 en 53 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad;

Gezien het artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

volgt de samenstelling van de commissies van de Gemeenteraad te wijzigen :

Commissie 1

Financiën, Personeel, Veiligheid, Burgerparticipatie, Preventie, Huisvesting

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Myriam Fobe	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny
Audrey Huet	Martin Willemart
Ahmed Lagha	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier
Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon
Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
<b>Mathieu Poma</b>	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commissie 2

Burgerlijke Stand, Bevolking, Gemeentelijke infrastructuur, Grote projecten Sports, Franstalige bibliotheken Huisvesting, Regie voor Grondbeleid, Animaties

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
<b>Cécile Henrard Litsermeyer</b>	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Audrey Huet
Alan Lenglet	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Myriam Fobe
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin

Emmanuelle Poznanski	Ahmed Lagha
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy
Martin Willemart	Audrey Huet

#### Commissie 3

Onderwijs, Buitenschoolse activiteit, Academie, Sociale Coördinatie, Ouderschap, Jeugd; Seniors, Peuterzorg, Volkgezondheid, Dierenwelzijn

Effectief	Plaatsvervanger
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
<b>Alodie De Poorter Capillon</b>	Jean-François Noël
Myriam Fobe	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate
Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
Audrey Huet	Gabriela Banu
Ahmed Lagha	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

#### Commissie 4

Stedenbouw, Leefmilieu, Publieke ruimte, Mobiliteit

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Laure Henvard
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie
Noémie Dekoninck	Myriam Fobe
Valérie Glatigny	Audrey Huet
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
<b>Jean-François Noël</b>	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Ahmed Lagha

Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	Audrey Huet

Commissie 5

Werkgelegenheid-Vorming, Sociale Pomotie, lokale economie, Nederlandstalige zaken, Europese zaken, , Gelijke kansen beleid, IT-ontwikkeling

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Myriam Fobe	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma
Audrey Huet	Laure Henvard
Ahmed Lagha	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck
Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux
Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
<b>Martin Willemart</b>	Cécile Henrard Litsermeyer

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

30.01.2025/A/0006

**Secrétariat**

**En Bord de Soignes srl - Logements sociaux – désignation des représentants de la commune**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu le Code bruxellois du Logement, l'article 56 ;

Vu les statuts de la société ;

Attendu que le Conseil communal est appelé à désigner les représentants de la commune au Conseil d'administration de la société ;

Considérant ce qui suit :

Six représentants de la commune d'Auderghem siègent avec voix délibérative au conseil d'administration de la société. Ces représentants sont élus par le Conseil communal.

Sont candidats au poste de représentant :

Liste 1

- Monsieur Mathieu Poma, domicilié Chaussée de Wavre, 1517/C, né le 30.10.1983
- Madame Véronique Tack, domiciliée Avenue Henri de Brouckère, 61, née le 19.07.1958
- Madame Joëlle Nuttin, domiciliée Avenue Hugo Van der Goes, 115 , née le 14.10.1975
- Monsieur Akande Osseni Akibou, domicilié Rue des Paysagistes, 60/b2, né le 05.11.1974
- Monsieur Martin Willemart, domicilié Rue Charles Lemaire, 38, né le 13.11.1994
- Madame Aran Bahrami Kamangar, domiciliée Avenue Léopold Florent Lambin, 2/b4, née le 27.06.1980

Les candidats aux postes d'administrateur émanent tous des partis politiques représentés au Collège des Bourgmestre et Échevins. Les partis politiques non représentés au sein du Collège peuvent donc déposer une liste de deux candidats pour représenter la commune d'Auderghem au sein du Conseil d'administration. A la différence des six précédents représentants, ceux-ci ne disposeront pas d'une voix délibérative mais d'une voix consultative.

Les représentants avec voix consultative seront élus par l'Assemblée Générale d'En Bord de Soignes sprl conformément aux dispositions de l'article 56 du Code bruxellois du Logement.

Sont candidats :

Liste 1

- Monsieur Victor Kanyanzira, domicilié Avenue Gabriel Emile Lebon, 84 bt 10, né le 31.12.1997
- Monsieur André Decourrière, domicilié rue des Néfliers 41, né le 02.03.1954

DECIDE

- de désigner les six (6) représentants de la commune d'Auderghem pour siéger avec voix délibérative au conseil d'administration de la société :
  - Monsieur Mathieu Poma
  - Madame Véronique Tack
  - Madame Joëlle Nuttin
  - Monsieur Akande Osseni Akibou
  - Monsieur Martin Willemart
  - Madame Aran Bahrami Kamangar
- de présenter deux (2) candidats de l'opposition communale pour siéger à titre consultatif au conseil d'administration de la société :
  - Monsieur Victor Kanyanzira
  - Monsieur André Decourrière

La délibération sera transmise à la société En Bord de Soignes srl et aux intéressés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**En Bord de Soignes cvba - Sociale woningen - benoeming van vertegenwoordigers van de gemeente**

De Raad,  
Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de Brusselse Huisvestingscode, artikel 56;

Gezien de statuten van de vennootschap;

Overwegende dat de gemeenteraad de vertegenwoordigers van de gemeente in de raad van bestuur van de onderneming moet benoemen;

Rekening houdend met het volgende:

Zes vertegenwoordigers van de gemeente Oudergem maken deel uit van de raad van bestuur van de onderneming met stemrecht. Deze vertegenwoordigers worden gekozen door de Gemeenteraad.

De volgende personen zijn kandidaten voor de functie van vertegenwoordiger:

Lijst 1

- De heer Mathieu Poma, wonende Waversesteenweg, 1517/C geboren op 30.10.1983
- Mevrouw Véronique Tack, wonende Henri de Brouckèrelaan, 61 geboren op 19.07.1958
- Mevrouw Joëlle Nuttin, wonende Hugo Van der Goeslaan 115 geboren op 14.10.1975
- De heer Akande Osseni Akibou, wonende Landschapschildersstraat, 60/b2 geboren op 05.11.1974
- De heer Martin Willemart, wonende Charles Lemairestraat, 38 geboren op 13.11.1994
- Mevrouw Aran Bahrami Kamangar, wonende Léopold Florent Lambinlaan, 2/b4 geboren op 27.06.1980

De kandidaten voor de functies van bestuurder zijn allen afkomstig van de politieke partijen vertegenwoordigd op het Schepencollege. Politieke partijen die niet vertegenwoordigd zijn in het college kunnen dus een lijst van twee kandidaten indienen om de gemeente Oudergem in de raad van bestuur te vertegenwoordigen. In tegenstelling tot de zes vorige vertegenwoordigers hebben zij geen beraadslagende stem, maar een adviserende stem.

De vertegenwoordigers met een adviserende stem worden gekozen door de Algemene Vergadering van En Bord de Soignes bvba overeenkomstig de bepalingen van artikel 56 van de Brusselse Huisvestingscode.

De volgende personen zijn kandidaten:

Lijst 1

- De heer Victor Kanyanzira wonende Gabriel Emile Lebonlaan 84/10 geboren op 31.12.1997
- De heer André Decourrière wonende Mispelaarsstraat 41 geboren op 02.03.1954

BESLUIT

- de zes (6) vertegenwoordigers van de gemeente Oudergem aan te stellen om zitting te nemen in de raad van bestuur van de vennootschap met stemrecht:
  - De heer Mathieu Poma
  - Mevrouw Véronique Tack
  - Mevrouw Joëlle Nuttin
  - De heer Akande Osseni Akibou
  - De heer Martin Willemart
  - Mevrouw Aran Bahrami Kamangar
- twee (2) kandidaten van de gemeentelijke oppositie voor te dragen als adviseur in de raad van bestuur van het bedrijf:
  - De heer Victor Kanyanzira
  - De heer André Decourrière



Deze beraadslaging zal aan En Bord de Soignes scrl en de belanghebbenden worden toegezonden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0007

## **Secrétariat**

### **Remplacement d'un membre du Conseil de l'Action sociale**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale, notamment l'article 17;

Revu sa délibération du 16.12.2024 portant "Élection des membres du Conseil de l'Action Sociale." (réf. 002/16.12.2024/A/0003)

Vu les désistements de Monsieur Victor Kanyanzira et de Madame Françoise Leroy (lettre du 20.12.2024)

Considérant ce qui suit

L'acte de présentation du conseiller de l'action sociale à remplacer était signé par un membre du conseil communal, Madame Emmanuelle Poznanski.

Madame Emmanuelle Poznanski est toujours membre du Conseil communal

Madame Emmanuelle Poznanski a signé un nouvel acte de présentation, conformément aux articles 2, 4 et 5 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des Conseils des Centres Publics d'Action Sociale;

Cet acte se présente comme ceci :

#### CONSEILLERS COMMUNAUX QUI FONT LA PRESENTATION.

Madame Emmanuelle Poznanski

#### CANDIDAT MEMBRE EFFECTIF

1. Monsieur Sidney Decock, né le 18.12.1956, domicilié chaussée de Wavre 1823 à 1160 Auderghem

#### CANDIDATS MEMBRES SUPPLEANTS

1. Monsieur Vincent Monnard, né le 27.05.1983, domicilié rue du Docteur 42 à 1160 Auderghem
2. Madame Anne Guillot, née le 03.10.1958, domiciliée rue du Villageois 55 à 1160 Auderghem

Proclame élu Conseiller de l'Action Sociale Monsieur Sidney Decock

Proclame élu suppléants de Monsieur Sidney Decock, Vincent Monnard (premier suppléant) et Madame Anne Guillot (seconde suppléante).

La présente délibération sera adressée en deux expéditions au Collège Juridictionnel de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **Secretariaat**

### **Vervanging van één lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn**

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ;

Gelet op zijn beraadslaging van 16.12.2024 houdende “Verkiezing van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn (ref. 002/16.12.2024/A/0003) ;

Gelet op de intrekkingen van de heer victor Kanyanzira en van mevrouw Françoise Leroy (brief van 20.12.2024)

Gezien het volgende

De voordrachtakt van de te vervangen lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn is ondertekend door één gemeenteraadslid, Mevrouw Emmanuelle Poznanski.

Mevrouw Emmanuelle Poznanski is nog steeds lid van de gemeenteraad.

Mevrouw Emmanuelle Poznanski heeft een nieuwe voordrachtakt ondertekend, overeenkomstig de artikelen 2, 4 en 5 van het Koninklijk Besluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezing van de leden van de Raden van Openbare Centra voor Maatschappelijk Optreden;

Deze daad ziet er zo uit:

GEMEENTERAADSLEDEN DIE DE VOORDRACHT DOEN.

Mevrouw Emmanuelle Poznanski

KANDIDAAT WERKENDE LID

1. De Heer Sidney Decock, geboren op 18.12.1956 en wonende Waversesteeweg 1823, 1160 Oudergem

KANDIDATEN OPVOLGERS

1. De Heer Vincent Monnard, geboren op le 27.05.1983, wonende Dokterstraat 42, 1160 Oudergem
2. Mevrouw Anne Guillot, geboren op 03.10.1958, wonende Dorpelingstraat 65, 1160 Oudergem

Verkozen is tot werkend lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn :

De Heer Sidney Decock

Verkozen is tot opvolgers van de heer Sidney Decock, de Heer Vincent Monnard (eerste opvolger) en Mevrouw Anne Guillot (tweede opvolger)

Dit proces-verbaal zal in dubbel exemplaar overgemaakt worden aan het Rechtscollege van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad alsook aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0008

**Secrétariat**

**Données à caractère personnel : Protocole encadrant le partage des données dans le cadre de la mise à disposition d'un système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants par la Commission communautaire commune**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale article 234,

Vu le règlement européen sur la protection des données;

Vu l'ordonnance du 11 mai 2017 de la Commission communautaire commune concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants (ci-après « l'Ordonnance du 11 mai 2017 ») ;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 19 juillet 2018 portant exécution de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants ;

Vu l'accord de coopération du 20 décembre 2018 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale.

Considérant ce qui suit :

La réglementation impose aux primo-arrivants en région bilingue de Bruxelles-Capitale l'obligation de suivre un parcours d'accueil. Le primo-arrivant peut satisfaire à cette obligation en suivant un parcours d'accueil organisé soit par la Communauté flamande (auprès de l'un des organismes BON (Brussels Onthaalbureau voor inburgering), faisant partie de l'AgII (Agentschap integratie en inburgering), soit par la Commission communautaire française (auprès de l'un des Bapas (bureaux d'accueils agréés et subventionnés par la COCOF)). Les communes détectent quels primo-arrivants sont concernés par cette obligation et contrôlent s'ils satisfont à celle-ci. Quant à la COCOM, elle contrôle l'application de la réglementation relative au parcours d'accueil obligatoire et elle peut imposer des sanctions administratives aux primo-arrivants qui ne satisfont pas à l'obligation.

Dans ce contexte, la COCOM met un système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants à la disposition des communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, des organisateurs agréés du parcours d'accueil et des primo-arrivants.

Un protocole d'échange de données concernant le parcours des primo-arrivants est proposé. Il permet de fixer les responsabilités et obligations de la COCOM et de la commune d'Auderghem concernant le traitement des données à caractère personnel traitées par l'intermédiaire du système informatique (cf. annexes 1 et 2).

La DPO a rendu un avis positif par rapport au protocole d'échange (cf. annexe 3).

Un document d'information aux personnes a été rédigé et sera publié sur le site internet à la page consacré au parcours d'accueil pour les primo-arrivants (cf. annexe 4).

DECIDE

- D'approuver le protocole d'accord d'échange des données concernant le parcours des primo-arrivants,
- De publier le document d'informations aux personnes « parcours d'accueil primo-arrivants » sur le site internet de la commune,
- De charger la bourgmestre et le secrétaire communal de l'exécution.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**Persoonsgegevens: Protocol over het delen van gegevens in het kader van het ter beschikking stellen van een uniform computergestuurd systeem voor de opvolging van dossiers van nieuwkomers door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234,

Gelet op de Europese Verordening Gegevensbescherming,

Gelet op het besluit van 11 mei 2017 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het opvangtraject voor nieuwkomers (hierna "het besluit van 11 mei 2017") ;

Gelet op het besluit van de vergadering van het College van 19 juli 2018 tot uitvoering van het besluit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 betreffende het opvangtraject voor nieuwkomers ;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 december 2018 gesloten tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het verplichte opvangtraject voor nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad.

Gezien het volgende:

De regelgeving verplicht nieuwkomers in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest om een onthaalprogramma te volgen. Nieuwkomers kunnen aan deze verplichting voldoen door een opvangprogramma te volgen dat ofwel wordt georganiseerd door de Vlaamse Gemeenschap (bij een van de organisaties Brussels Onthaalbureau voor inburgering), onderdeel van het AgII (Agentschap integratie en inburgering), ofwel door de Franse Gemeenschapscommissie (bij een van de Bapas (door de COCOF erkende en gesubsidieerde opvangkantoren)). De gemeenten identificeren welke nieuwkomers onder deze verplichting vallen en controleren of ze eraan voldoen. De COCOM controleert de toepassing van de regelgeving met betrekking tot het verplichte opvangprogramma en kan administratieve sancties opleggen aan nieuwkomers die niet aan de verplichting voldoen.

In deze context stelt de COCOM een uniform informaticasysteem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers ter beschikking van de gemeenten van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, de erkende organisatoren van het opvangproces en de nieuwkomers.

Er wordt een protocol voor de uitwisseling van gegevens over nieuwkomers voorgesteld. Daarin worden de verantwoordelijkheden en verplichtingen van de COCOM en de gemeente Oudergem vastgelegd met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die via het informaticasysteem worden verwerkt (zie bijlagen 1 en 2).

De DPO heeft een positief advies uitgebracht over het uitwisselingsprotocol (zie bijlage 3).

Er is een informatiedocument voor individuen opgesteld dat op de website zal worden gepubliceerd op de pagina die is gewijd aan het opvangproces voor nieuwkomers (zie bijlage 5).

**BESLUIT**

- Het memorandum van overeenstemming voor de uitwisseling van gegevens over het traject voor nieuwkomers goed te keuren,
- Het informatiedocument voor nieuwkomers op de gemeentelijke website te publiceren,
- De burgemeester en de gemeentesecretaris op te dragen de overeenkomst uit te voeren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0009

**Service Juridique**

**Adhésion à l'Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117;

Vu l'accord de coopération du 13 février 2014 entre la Région flamande, la Région

wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales, l'article 2;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, le Livre V ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, l'article 30 ;

Considérant l'éventail large des missions techniques que les communes doivent assurer, l'évolution constante de la législation et le fait que les communes de petite taille n'ont pas le personnel en capacité de gérer tous ces aspects à tout moment;

Considérant la complexité et les délais de passation des marchés d'études préalable à tout marchés de travaux importants (architecte, ingénieurs stabilité et techniques spéciales, coordinateur sécurité santé, assistant à la maîtrise d'ouvrage, certificateur PEB);

Considérant les compétences de l'Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC sprl), Bd Mayence 1 à Charleroi (numéro d'entreprise 0201 741 786) qui a pour objet d'aider les communes à résoudre les problèmes à caractère technique auxquels ils sont confrontés, notamment par des missions de bureau d'études spécialisé en conception, réalisation et mise en œuvre de projets au service de partenaires publics et le soutien par des services support mettant en œuvre des techniques de gestion financière, économique, administrative et juridique;

Considérant que IGRETEC pourrait accompagner les services communaux dans leurs missions ;Considérant qu'il ressort à suffisance que l'autonomie des partenaires participants est pleinement respectée;

Attendu les statuts de IGRETEC joints en annexe;

Considérant que la part à souscrire et libérer par la commune d'Auderghem pour son adhésion se chiffre à 6,20€;

DECIDE :

L'adhésion de la commune de la commune d'Auderghem à l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC sprl), Bd Mayence 1 à Charleroi (numéro d'entreprise 0201 741 786), est approuvée.

La souscription et la libération immédiate d'1 part sociale A1 "communes" dans le capital d'IGRETEC au prix de 6,20€ imputé à l'article 000/12148 du budget ordinaire 2025 sont approuvées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Toetreding tot de "Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques"**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de samenwerkingsakkoord van 13 februrari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest et het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales, artikel 2 2;

Gelet op de Waalse wetboek voor plaatselijke democratie en decentralisatie, Boek V;

Gelet op de overheidsopdrachtenwet, artikel 30 ;

Gezien het brede scala aan technische taken die gemeenten moeten uitvoeren, de voortdurende evolutie van de wetgeving en het feit dat kleinere gemeenten niet over het personeel beschikken om al deze aspecten te allen tijde te beheren;

Overwegende de complexiteit en de tijd die nodig is om overheidsopdrachten te gunnen voor de studies noodzakelijke voorbereiding en het controle van belangrijke overheidsopdrachten van werken (architect, ingenieurs voor stabiliteit en speciale technieken, coördinator gezondheid en veiligheid, assistent projectbeheer, PEB-

certificateurs)

Gezien het aanbod van intercommunale vennootschap voor het beheeren de uitvoering van technische en economische studies (IGRETEC bvba), Bd Mayence 1, Charleroi (ondernemingsnummer 0201 741 786), die tot doel heeft de plaatselijke overheden te helpen bij het oplossen van de technische problemen waarmee zij worden geconfronteerd, met name door het verstrekken van adviesdiensten die gespecialiseerd zijn in het ontwerpen, uitvoeren en implementeren van projecten voor publieke partners en van ondersteunende diensten waarbij gebruik wordt gemaakt van technieken op het gebied van financieel, economisch, administratief en juridisch beheer;

Overwegende dat IGRETEC de gemeentelijke diensten in hun taken zou kunnen ondersteunen;

Overwegende dat het voldoende duidelijk is dat de autonomie van de deelnemende partners volledig wordt gerespecteerd;

Overwegende dat de statuten van IGRETEC in bijlage zijn opgenomen;

Overwegende dat het aandeel dat door de gemeente Oudergem moet worden onderschreven en gestort voor haar lidmaatschap 6,20€ bedraagt;

**BESLIST**

De toetreding van de gemeente Oudergem tot de intercommunale vennootschap voor het beheeren de uitvoering van technische en economische studies (IGRETEC bvba), Bd Mayence 1 te Charleroi (ondernemingsnummer 0201 741 786), wordt goedgekeurd.

De inschrijving op en de onmiddellijke vrijgave van 1 "gewoon" aandeel A1 in het kapitaal van IGRETEC tegen een prijs van € 6,20 (ten laste van artikel 000/12148 van de gewone begroting 2025) wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0010

### **Service Juridique**

**Autorisation d'introduction d'un recours en annulation au Conseil d'Etat contre l'arrêté royal du 29 novembre 2024 accordant une allocation financière de 8.666.874 € aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires pour l'année 2024 et contre les décisions individuelles d'octroi de subsides en vue de contester la répartition des subsides fédéraux octroyés au service d'exécution des mesures judiciaires alternatives (SEMJA)**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 270;

Vu la délibération du Collège du 17 décembre 2024 (#002/17.12.2024/B/0019#, BOS 68068) et ses motifs auxquels le Conseil adhère;

**DÉCIDE**

- d'autoriser le Collège à introduire un recours en annulation au Conseil d'Etat contre l'arrêté royal du 29 novembre 2024 accordant une allocation financière de 8.666.874 € aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires pour l'année 2024 et contre les décisions individuelles d'octroi de subsides en vue de contester la répartition des subsides fédéraux octroyés au service d'exécution des mesures judiciaires alternatives (SEMJA)
- de charger la Bourgmestre et le Secrétaire communal de l'exécution de cette

décision. communal de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Juridische dienst**

**Goedkuring van het indienen van een verzoekschrift tot vernietiging van het Koninklike besluit van 29 november 2024 tot toekenning van een financiële toelage van 8.3666.874 € aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2024 om de verdeling van de federale toelage bestemd voor de dienst belast met de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 270;

Overwegende de beraadslaging van het College dd 17 december 2020 (#002/17.12.2024/B/0019#, BOS 68068) en de bijbehorende motivatie die door de Raad wordt overgenomen;

BESLIST

- om het College te machtigen om een verzoekschrift tot vernietiging in te dienen tegen het Koninklike besluit van 29 november 2024 tot toekenning van een financiële toelage van 8.3666.874 € aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2024 om de verdeling van de federale toelage bestemd voor de dienst belast met de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen
- de Burgemeester en de Secretaris met de uitvoering van deze beslissing te belasten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0011 **Service Juridique**

**Autorisation d'introduction d'un recours en annulation devant la Cour constitutionnelle à l'encontre de l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 270;

Vu la délibération du Collège du 7 janvier 2025 (#002/07.01.2025/B/0015#, BOS 67988) et ses motifs auxquels le Conseil adhère;

DECIDE

- d'autoriser le Collège à introduire un recours en annulation devant la Cour constitutionnelle à l'encontre de l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3
- de charger la Bourgmestre et le Secrétaire communal de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Goedkeuring van het indienen van een verzoekschrift tot vernietiging bij het Grondwettelijk Hof tegenover de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in 't bijzonder, artikel 175 § 3**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 270;

Overwegende de beraadslaging van het College dd 07 januari 2025 (#002/07.01.2025/B/0015#, BOS 67988) en de bijbehorende motivatie die door de Raad wordt overgenomen;

**BESLIST**

- om het College te machtigen om een verzoekschrift tot vernietiging bij het Grondwettelijk Hof in te dienen tegenover de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in t bijzonder, artikel 175 § 3
- de Burgemeester en de Secretaris met de uitvoering van deze beslissing te belasten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0012

### **Service Juridique**

#### **Règlement-taxe sur les pompes distributrices de carburant - Prolongation et modification**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, particulièrement les articles 117 et 119 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le rapport au Conseil communal ;

Vu le Règlement-taxe sur les pompes distributrices de carburant adopté par le Conseil communal en sa séance du 4 mai 2018 ;

**DÉCIDE**

- de modifier et prolonger le règlement-taxe sur les pompes distributrices de carburant comme suit :
  1. L'article 1er du règlement-taxe est abrogé et modifié comme suit : « Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, à partir du 1er janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2030 une taxe sur les pompes distributrices de carburants de type Essence RON 95 et 98 (E5 et E10) et Gasoil Diesel routier (B7), fixes ou mobiles, accessibles au public et installées sur la voie publique ou sur un terrain privé le long de la voie publique.
  2. L'article 2 est abrogé et modifié comme suit : « La taxe est établie comme suit : 770 € par pistolet distributeur/an



3. L'article 3 qui traite des exonérations est abrogé.
  4. L'article 4 devient l'article 3 et n'est pas modifié
  5. L'article 5 devient l'article 4 et est abrogé et modifié comme suit : "« La taxe est due par voie de rôle. Le Collège des Bourgmestre et Échevins fait procéder chaque année à un recensement des éléments taxables."
  6. Les articles 6 et 7 deviennent respectivement les articles 5 et 6 sans autre modification.;
- d'approuver la version coordonnée au règlement-taxe reprise en annexe ;
  - de transmettre la présente délibération au Ministre régional en charge des pouvoirs locaux ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **Juridische dienst**

### **Belasting reglement op de brandstofpompen - Verlenging en wijziging**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 119

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gezien het verslag aan de gemeenteraad ;

Gelet op het belastingreglement op de brandstofpompen goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 4 mei 2018 ;

BESLIST :

- Het belastingreglement op de brandstofpompen te wijzigen en te verlengen als volgt :
  1. Het artikel 1 van het belastingreglement wordt geschrapt en vervangen door : “Er wordt ten voordele van de gemeente Oudergem, vanaf 1 januari 2025 en tot 31 december 2030, een belasting ingesteld op de pompen van brandstof type Benzine Ron 95 en 98 (E5 en E10) en Gasolie Diesel wegvervoer (B7), vast of verplaatsbaar, toegankelijk voor het publiek en geplaatst op de openbare weg of op een privé terrein langs de openbare weg. “
  2. Het artikel 2 van het belastingreglement wordt geschrapt en vervangen door : “De belasting is als volgt vastgesteld: 770 € per distributiepistool per jaar”
  3. Artikel 3, dat handelt over de vrijstellingen, wordt geschrapt.
  4. Artikel 4 wordt artikel 3 en wordt niet gewijzigd.
  5. Het artikel 5 van het belastingreglement wordt artikel 4 en wordt geschrapt en vervangen door : “De belasting is verschuldigd door inkohiering. Het College van Burgemeester en Schepenen zal ieder jaar doen overgaan tot een telling van de belastbare elementen”
  6. De artikelen 6 en 7 worden zonder verdere wijziging respectievelijk de artikelen 5 en 6;
- de in de bijlage opgenomen gecoördineerde versie van het belastingreglement goed te keuren;
- deze beraadslaging te bezorgen aan de gewestelijke minister voor Plaatselijke Besturen

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

**Règlement-taxe sur les emplacements de parcage - prolongation et modification**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, particulièrement les articles 117 et 119 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'objectif principalement financier consistant à générer des recettes fiscales et les objectifs accessoires poursuivis (voir détails dans le rapport au Conseil communal) ;

Vu le Règlement-taxe sur les emplacements de parcage adopté par le Conseil communal en sa séance du 29 juin 2018 ;

DÉCIDE

- de modifier et prolonger le règlement-taxe sur les emplacements de parcage comme suit :
  1. Le paragraphe 1 du règlement-taxe du 29 juin 2018 sur les emplacements de parcage est abrogé et remplacé par le premier paragraphe suivant :  
"§1er Il est établi, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2030, une taxe communale sur les emplacements de parcage destinés au stationnement d'un véhicule motorisé mis à disposition à titre gratuit ou onéreux par toute personne physique ou morale et affectés à l'accueil soit de personnes qui y travaillent quel que soit leur statut, soit de clients, soit de fournisseurs, soit de visiteurs. "
  2. L'article 3 du règlement-taxe du 29 juin 2018 sur les emplacements de parcage est abrogé et remplacé par l'article 3 suivant : "La taxe est fixée à trente-cinq Euros (35 €) par place de parcage. La taxe est due pour l'année entière. Toutefois, si la mise à disposition des emplacements de parcage commence ou se termine en cours d'année, la taxe est due pour la période couverte par cette mise à disposition. Tout trimestre entamé est considéré comme un trimestre entier."
  3. Un nouvel article 4 spécifique aux exonérations est créé et deux nouvelles causes d'exonération sont ajoutées. Le nouvel article 4 est rédigé comme suit : "La taxe n'est pas due pour :
    1. L'emplacement de parcage réservé gratuitement à des voitures partagées;
    2. l'emplacement de parcage réservé gratuitement aux utilisateurs d'un dispositif de recharge électrique universel rapide qui y est installé ;
    3. L'emplacement de parcage réservé gratuitement aux personnes titulaires d'une carte de dérogation pour personnes handicapées
    4. L'emplacement de parcage réservé gratuitement aux véhicules de secours (pompiers, ambulances, urgences, etc.)"
  4. Les articles 4 et 5 du règlement-taxe du 29 juin 2018 sur les emplacements de parcage sont abrogés et remplacés par les articles 5 et 6 rédigés comme suit : "Article 5. L'administration communale envoie au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'Administration Communale, au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné. La déclaration vaut jusqu'à révocation. En cas de modification de la situation imposable, une nouvelle déclaration devra être établie spontanément par le contribuable dans un délai d'un mois prenant cours

le jour de la modification." "Article 6. §1er L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure. §2 Les cotisations enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
  - deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
  - à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office " ;
- d'approuver la version coordonnée au règlement-taxi reprise en annexe ;
  - de transmettre la présente délibération au Ministre régional en charge des pouvoirs locaux ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

### **Belasting reglement op parkeerplaatsen - verlenging en wijziging**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 119

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gezien de hoofdzakelijk financiële doelstelling om belastinginkomsten te realiseren en de bijkomende doelstellingen die worden nagestreefd (zie details in het verslag aan de gemeenteraad) ; Gelet op het belastingreglement op parkeerplaatsen goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 29 juni 2018 ;

BESLIST :

- Het belasting reglement op parkeerplaatsen te wijzigen en verlengen als volgt :
  1. Het eerste lid van het belasting reglement op parkeerplaatsen van 29 juni 2018 wordt geschrapt en vervangen door het volgende eerste lid: “§1 Er wordt vanaf 1 januari 2025 tot en met 31 december 2030 een gemeentebelasting gevestigd op de parkeerruimten die bestemd zijn voor het plaatsen van een gemotoriseerd voertuig, gratis of betalend ter beschikking gesteld door iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon en bestemd voor het onthaal van hetzij personen die er werken ongeacht hun statuut, hetzij klanten, hetzij leveranciers, hetzij bezoekers.”

2. Het artikel 3 van het belasting reglement op parkeerplaatsen van 29 juni 2018 wordt geschrapt en vervangen door het volgende artikel 3 : “§1 De belasting wordt bepaald op vijfendertig euro (35€) per parkeerplaats.§2 De belasting is verschuldigd voor het hele jaar.Wanneer het ter beschikking stellen van parkeerplaatsen echter in de loop van het jaar begint of eindigt, zal de belasting verschuldigd zijn voor de periode die gedekt wordt door deze terbeschikkingstelling. Ieder begonnen trimester wordt beschouwd als een volledig trimester.”
3. Er is een nieuw artikel 4 over vrijstellingen ingevoerd en er zijn twee nieuwe vrijstellingsgronden toegevoegd. Het nieuwe artikel 4 luidt als volgt: “De belasting wordt niet verschuldigd :
  1. voor parkeerplaats gratis ter beschikking gestelde voor autodelen ;
  2. voor de parkeerplaats die gratis is voorbehouden voor gebruikers van een universele snelle elektrische oplaadrichting die op die ruimte is geïnstalleerd
  3. De parkeerplaats gratis voorbehouden voor houders van een vrijstellingskaart voor gehandicapten
  4. De parkeerplaats gratis voorbehouden voor voertuigen van hulpdiensten (brandweer, ziekenwagen, enz.)”
4. De artikels 4 en 5 van het belasting reglement op parkeerplaatsen van 29 juni 2018 worden geschrapt en vervangen door de volgende artikels 5 en 6 als volgt :“ARTIKEL 5Het gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat degelijk ingevuld en ondertekend moet teruggezonden worden, binnen de termijn van een maand ingaande op de datum van verzending.De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontving wordt verondersteld dit formulier bij het gemeentebestuur aan te vragen, ten laatste op de 15de januari die volgt op het betreffende dienstjaar.De verklaring geldt tot herroeping. In geval van wijziging van de belastbare situatie dient spontaan een nieuwe aangifte te gebeuren door de belastingplichtige binnen een termijn van tien dagen in voege tredend op de dag van de wijziging.”“ARTIKEL 6§ 1 Indien geen aangifte gedaan wordt binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt.Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve aanslag, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij ter post aangetekend schrijven in kennis van de redenen waarom het zijn toevlucht neemt tot deze procedure, de elementen waarop de belastingheffing is gebaseerd, de wijze waarop deze elementen bepaald werden en het bedrag van de belasting.De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen die begint te lopen op de derde werkdag na de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken. De belastingplichtige dient het bewijs te leveren dat de elementen die hij inroept correct zijn.Het gemeentebestuur gaat over tot de ambtshalve inkohiering van de belasting als de belastingplichtige bij het verstrijken van deze termijn geen opmerkingen heeft overgemaakt die de annulering van deze procedure zouden rechtvaardigen.§ 2 De ambtshalve ingekohierde bijdragen worden als volgt verhoogd:
  - eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;
  - tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;

- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie boekjaren volgend op het boekjaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.”

- de in de bijlage opgenomen gecoördineerde versie van het belastingreglement goed te keuren;
- deze beraadslaging te bezorgen aan de gewestelijke minister voor Plaatselijke Besturen;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

30.01.2025/A/0014 **Service Juridique**

**Marché public de services de nettoyage des bâtiments communaux réservé à l'économie sociale d'insertion - Procédure ouverte avec publication européenne - Approbation du cahier des charges et des autres documents du marché**

Le CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant que la Commune d'Auderghem souhaite conclure un marché de service de nettoyage des bâtiments communaux avec un objectif de durabilité social et environnemental. Considérant que le marché actuel arrive à son terme en 2025 et qu'il est nécessaire de relancer la concurrence. Le marché a une durée de un an et sera évalué annuellement et potentiellement reconduit à maximum deux reprises. Vu que la valeur estimée du marché se calcule toute(s) reconduction(s) comprise(s) en application de l'article 7 §1 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 visé ci-dessus et que dès lors l'estimation de la dépense se fait sur la durée maximale du marché égale trois ans.

Considérant que la valeur estimée du marché tous les lots compris est de 116.800,00 € TVAC par an soit 350.400,00 € TVAC sur la durée potentielle totale du marché. Cette estimation est répartie comme suit : 111.800,00 € TVAC / an (maison communale, parking bibliothèques et ludothèques) + 5.000,00 € TVAC / an (bâtiment service prévention).

Considérant qu'un budget suffisant a été prévu aux articles 104/12406 et 300/12502 du budget ordinaire 2025.

DÉCIDE :

- de valider le Cahier des charges n° JUR/1-2025 ayant pour objet "Nettoyage des bâtiments communaux" (marché réservé à une entreprise d'économie sociale) selon la procédure ouverte avec publication européenne (marché de un an reconductible deux fois) ainsi que les autres documents du marché ;
- de valider l'avis de publication repris en annexe ;
- d'approuver la dépense estimée de 350.400,00 € TVAC
- de prévoir des crédits budgétaires équivalents à ce montant aux budgets 2026 et 2027 sous réserve des reconductions potentielles du marché public ;
- de transmettre la présente délibération au Ministre en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Overheidsopdracht voorbehouden aan de sociale ondernemingen betreffende de reiniging diensten van de gemeentelijke gebouwen - Openbare procedure met Europese bekendmaking - Goedkeuring van het bestek en van de andere documenten van de opdracht**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§1 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat de gemeente Oudergem een opdracht van diensten wenst toe te wijzen voor de schoonmaak van de gemeentelijke gebouwen met het oog op sociale en ecologische duurzaamheid.

Overwegende dat de huidige opdracht in 2025 afloopt en dat het noodzakelijk is om de mededinging opnieuw te laten starten. De opdracht heeft een looptijd van één jaar en zal jaarlijks worden geëvalueerd en eventueel tweemaal worden verlengd. Gezien dat de geraamde waarde van de opdracht is berekend alle verlengingen inbegrepen in toepassing van artikel 7 §1 van het voornoemde koninklijk besluit van 18 april 2017 en dat derhalve de geraamde waarde van de opdracht bepaald is over de maximale duur van de opdracht gelijk aan drie jaar.

Aangezien de geraamde waarde van de opdracht, inclusief alle percelen, 116.800,00 euro inclusief btw per jaar bedraagt, dus 350.400,00 euro inclusief btw over de potentiële totale looptijd van de opdracht. Deze schatting kan als volgt worden uitgesplitst 111.800,00 incl. BTW per jaar (gemeentehuis, bibliotheek en ludothek) + 5.000,00 incl. BTW/jaar (gebouw preventiedienst). Overwegende dat er voldoende budget is voorzien in de artikelen 104/12406 en 300/12502 van de gewone begroting 2025.

**BESLIST :**

-Om het lastenboek n° JUR/1-2025 met als voorwerp “Reiniging van de gemeentelijke gebouwen”(opdracht voorbehouden aan een sociale onderneming) en de andere opdracht documenten goed te keuren volgens de openbare procedure met Europese bekendmaking (opdracht van één jaar met twee verlengingen) ;

- om de in bijlage aankondiging goed te keuren ;

- de geraamde uitgaven van 350 400,00 euro, inclusief btw, goed te keuren ;

- in de begrotingen voor 2026 en 2027 kredieten ter hoogte van dit bedrag te voorzien, onder voorbehoud van mogelijke verlengingen van het overheidscontract;

- Om deze beraadslaging aan de Minister belast met de plaatselijke besturen te verzenden

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0015

**Service Juridique**

**Triomphe 160 - Travaux de parachèvement - Aménagements intérieurs - Marché de travaux par procédure ouverte - Approbation du Cahier des charges et de la dépense**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du 30 mars 2021 du Collège des bourgmestre et échevins ayant pour objet "construction d'un bâtiment public - Approbation de l'avant-projet" (002/22.12.2022/A/0016) ;

Vu la délibération du 26 septembre 2023 du Collège attribuant le marché de conception des aménagements intérieurs au bureau d'architecture Arcanne (002/26.09.2023/B/0013) ;

Vu la délibération du 14 mai 2024 approuvant l'avant-projet détaillé (002/14.05.2024/B/0018) ;

Considérant ce qui suit :

En date du 2 février 2022, le fonctionnaire délégué a délivré à la Commune d'Auderghem le permis d'urbanisme ayant pour objet : "*la construction d'un bâtiment public regroupant des équipements d'intérêt collectif sur le terrain Boulevard du Triomphe 150-160*" (référence 02/PFD/1786244) ;

Le marché de travaux partiellement casco a été attribué en décembre 2022 à l'entreprise Jacques Delens (002/13.12.2022/B/0017) ;

En date du 24 octobre 2023, le fonctionnaire délégué a délivré à la Commune d'Auderghem le permis d'urbanisme modifiant la répartition des différentes destinations, le noyau de circulation et les façades d'un immeuble d'équipements d'intérêt collectif (référence 02/PFD/1895334) ;

En date du 26 septembre 2023, le marché de conception des aménagements intérieurs a été attribué au bureau d'architecture Arcanne ;

En date du 14 mai 2024, l'avant-projet détaillé de l'aménagement intérieur du bâtiment a été approuvé.

Afin de faire connaître nos intentions de lancer prochainement un marché de travaux de parachèvements pour les aménagements intérieurs du bâtiment, un avis de pré information a été publié.

L'estimation des travaux (options comprises) a été actualisée et s'élève à 1.428.845,73€ HTVA soit 1.728.903,33€ TVAC ;

Il est nécessaire de prévoir une marge d'imprévision de 15 % à savoir 259.335,50 euros. Dès lors l'estimation TVA, options et pourcentage d'imprévision compris s'élève à 1.988.238,83€ TVAC ;

Considérant qu'un budget de 2.335.000€ est prévu à l'article 100/72460 du budget extraordinaire 2025 ;

Vu le cahier spécial des charges du marché public de travaux n°CSC01/CA2025 ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de travaux passé par procédure ouverte ;

Vu l'avis de marché repris en annexe ;

DÉCIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° CSC01/CA2025 ayant pour objet : « Travaux de parachèvements (aménagements intérieurs) - Triomphe 150-160 » et les documents de marché ci-annexés ;
- d'approuver la procédure ouverte comme mode de passation de ce marché ;
- d'approuver l'avis de publication de marché en annexe ;
- de prévoir 15% de supplément pour les imprévus.
- d'approuver la dépense, estimée à 1.428.845,73€ HTVA soit 1.728.903,33€ TVAC et marge d'imprévision de 15 % pour un total de 1.988.238,83€ TVAC ;
- d'imputer cette dépense sur l'article 100/72460 du budget extraordinaire 2025 ;

- de désigner monsieur Olivier Van Roye comme fonctionnaire dirigeant ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

#### **Juridische dienst**

#### **Triompf 160 - Afwerkingswerkzaamheden - Binneninrichting- Opdracht voor werken via openbare procedure - Goedkeuring van de aanbestedingsdocumenten & goedkeuring van de uitgaven**

De RAAD,

Gelet op de gemeentewet, artikel 234 §1<sup>st</sup> ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de beraadslaging van 30 maart 2021 van het College van burgemeester en schepenen met als voorwerp: “de bouw van een openbaar gebouw Goedkeuring van het voorontwerp” (referentie 002/30.03.2021/B/0046);

Gelet op de beraadslaging van 26 september 2023 van het College van burgemeester en schepenen met als voorwerp: "Gunning van de opdracht voor het inrichtingontwerp aan het architectenbureau Arcanne"; (referentie 002/26.09.20213/B/0013)

Gelet op de beraadslaging van 14 mei 2024 tot goedkeuring van het gedetailleerde voorontwerp (002/14.05.2024/B/0018) ;

Overwegende dat:

Op 2 januari 2022 heeft de gemachtigde ambtenaar aan de gemeente Oudergem een stedenbouwkundige vergunning afgeleverd voor: "Bouw van een openbaar gebouw met hergroepering van uitrustingen van collectief belang op het perceel Boulevard du Triomphe 150-160 (referentie 02/PFD/1786244) ;

De opdracht voor de werken aan het volledige casco werd in december 2022 toegekend aan Jacques Delens (002/13.12.2022/B/0017) ;

Op 24 oktober 2023 heeft de gemachtigde ambtenaar aan de gemeente Oudergem een stedenbouwkundige vergunning afgeleverd voor "wijzigen van de verdeling van de verschillende bestemmingen, van de circulatiekern en gevels van een gebouw voor voorzieningen van collectief belang (wijziging van de vergunning 02/PFD/17866244) (referentie 02/PFD/1895334) ;

Op 26 september 2023 werd de opdracht voor het ontwerp van de binneninrichting gegend aan het architectenbureau Arcanne.

Op 14 mei 2024 werd het gedetailleerde voorontwerp voor de inrichting van het gebouw goedgekeurd.

Om bekendheid te geven aan ons voornemen om binnenkort een opdracht te lanceren voor de voltooiing van de binneninrichting van het gebouw, is een vooraankondiging gepubliceerd.

De raming van de werkzaamheden (opties inbegrepen) is geactualiseerd tot € 1.428.845,73 exclusief BTW – € 1.728.903,33 inclusief BTW ;

Overwegende dat moet worden voorzien in een marge van 15% voor onvoorziene werken (259.335,50€), zodat de raming inclusief BTW en percentage voor onvoorziene werken € 1.988.238,83 bedraagt;

Overwegende dat in artikel 100/72460 van de buitengewone begroting 2025 een budget van € 2.335.000 is opgenomen;



Gelet op het bestek voor werken n°CSC01/CA2025;  
Overwegende dat de overheidsopdracht van werken geplaatst is door de openbare procedure;  
Gezien de aankondiging van de opdracht in bijlage;  
BESLIST :

- het bestek n°CSC01/CA2025 betreffende “Afwerkingswerkzaamheden - Binnenrichting - Triomflaan 150 - 160”, goed te keuren;
- de openbare procedure als plaatsingsprocedure goed te keuren;
- de in bijlage aankondiging van de opdracht goed te keuren;
- 15 % van het bedrag te voorzien voor onvoorziene werken.
- de uitgaven goed te keuren, die geraamd op 1.428.845,73€ exclusief BTW - 1.728.903,33€ inclusief BTW en marge van onvoorzienbaarheid van 15% voor een totaal van 1.988.238,83€ inclusief BTW ;
- deze uitgaven op artikel 100/72460 van de begroting 2025 te imputeren;
- de Heer Olivier Van Roye aan te stellen als leidend ambtenaar ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0016

**Recette**  
**Seniors Auderghem asbl - Exercice 2023 - Compte**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l’octroi et de l’emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l’article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l’article 117,

Décide

d’approuver le compte de l’a.s.b.l. Seniors Auderghem - exercice 2023.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Ontvangerij**  
**Senioren Oudergem vzw - Dienstjaar 2023 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

de rekening van de v.z.w. Senioren Oudergem dienstjaar 2023 goed te keuren;

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

---

30.01.2025/A/0017 **Environnement**  
**Convention de partenariat avec CF2M/CF2D : mise en place de points de collectes pour la valorisation des déchets électriques et électroniques - Approbation**

LE CONSEIL,

- Vu les articles 117 et suivants de la nouvelle loi communale ;
- Vu le succès des éditions précédentes de l'action annuelle de collecte de matériel informatique et électronique visant à encourager le recyclage, organisées par la commune d'Auderghem en collaboration avec le prestataire CF2M/CF2D ;
- Vu le souhait du service Environnement de pérenniser cette action et d'en faciliter son organisation, en proposant une convention de partenariat avec CF2M/CF2D reconductible sur plusieurs années, tout en permettant une flexibilité dans la définition des dates de l'action chaque année ;
- Vu **la convention en annexe** ;
- Vu que la convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature. Qu'elle est **reconductible tacitement chaque année**, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de 3 mois avant l'échéance annuelle (fixée au 31 décembre) ;
- Vu que les dates exactes de l'action de collecte pour chaque année seront définies d'un commun accord entre les deux parties, avec l'approbation de la Bourgmestre pour la Commune ;
- Vu qu'en cas de non-accord sur les dates ou en cas de dénonciation de la convention, celle-ci prendra fin à l'échéance annuelle sans préjudice pour les parties ;
- Vu que, pour son édition 2025, les dates de l'action ont été fixées du 20 au 31 janvier d'un commun accord entre les deux parties ;
- Vu que, conformément aux modalités des éditions précédentes, le partenaire CF2M/CF2D :
  - mettra à disposition des containers adaptés aux locaux mis à disposition par la commune, les deux points de collectes prévus étant situés :
    - au sein du Centre Scolaire du Souverain ;
    - au rez-de-chaussée de la maison communale (niveau 0 – service Population) ;
  - s'engage à effectuer l'enlèvement du contenu des containers à la fin de la période définie ou sur demande expresse de la commune. La collecte sera réalisée à titre gratuit ;
  - fournira un relevé global des déchets collectés.
- Vu que CF2M/CF2D et le service juridique ont validé le projet de convention.

DÉCIDE :

- d'approuver la convention de partenariat entre la commune d'Auderghem et CF2M/CF2D pour la mise en place de points de collecte pour la valorisation de déchets électriques et électroniques (**en annexe**).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## Leefmilieu

### Partnerschapsovereenkomst met CF2M/CF2D : oprichting van inzamelpunten voor de nuttige toepassing van elektrisch en elektronisch afval – Goedkeuring

DE RAAD,

- Gelet op de artikelen 117 en volgende van de nieuwe gemeentewet;
- Gelet op het succes van de vorige edities van de jaarlijkse inzamelactie van IT- en elektronisch materiaal, georganiseerd door de gemeente Oudergem in samenwerking met de dienstverlener CF2M/CF2D, die gericht is op het bevorderen van recyclage;
- Gelet op de wens van de dienst Milieu om deze actie voort te zetten en de organisatie ervan te vergemakkelijken door een meerjarige samenwerkingsconventie met CF2M/CF2D voor te stellen, waarbij flexibiliteit wordt geboden voor de jaarlijkse vaststelling van de actiedata;
- Gelet op **de overeenkomst in bijlage**;
- Gelet op dat de conventie wordt afgesloten voor een periode van één jaar vanaf de ondertekening **ervan en stilzwijgend jaarlijks wordt verlengd**, tenzij een van de partijen deze opzegt met een opzegtermijn van drie maanden vóór de jaarlijkse vervaldatum (vastgesteld op 31 december);
- Gelet op het feit dat de exacte data van de inzamelactie jaarlijks in onderling overleg tussen beide partijen worden vastgesteld, met goedkeuring van de Burgemeester voor de gemeente;
- Gelet op het feit dat, bij gebrek aan overeenstemming over de data of bij opzegging van de conventie, deze eindigt op de jaarlijkse vervaldatum zonder nadeel voor de partijen;
- Gelet op het feit dat de data voor de editie van 2025 van de actie in onderling overleg tussen beide partijen zijn vastgesteld op 20 tot en met 31 januari;
- Gelet op het feit dat, in overeenstemming met de modaliteiten van de vorige edities, de partner CF2M/CF2D:
  - geschikte containers zal ter beschikking stellen voor de door de gemeente beschikbaar gestelde ruimtes, waarbij de twee inzamelpunten zich bevinden:
    - in het Centre Scolaire du Souverain;
    - op de benedenverdieping van het gemeentehuis (niveau 0 - dienst Bevolking);
  - zich ertoe verbindt de inhoud van de containers op het einde van de vastgelegde periode of op uitdrukkelijk verzoek van de gemeente op te halen. De inzameling zal kosteloos worden uitgevoerd;
  - een globaal overzicht van het ingezamelde afval zal verstrekken.
- Gelet op dat CF2M/CF2D en de juridische dienst het overeenkomstvoorstel hebben goedgekeurd.

BESLUIT:

- om de partnerschapsovereenkomst met CF2M/CF2D voor de oprichting van inzamelpunten voor de nuttige toepassing van elektrisch en elektronisch afval goed te keuren (in bijlage).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

**Règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Stade communal - Modification**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Stade communal en vigueur;

Conformément à la modification législative du 5 avril 2024 étendant le champ d'application de la loi du 22 décembre 2009, sur l'interdiction de fumer sur les terrains de sport ainsi que dans toutes zones de supporters environnantes.

DECIDE

d'adopter le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Stade communal suivant:

**Art 1.**

Le présent règlement est d'application dans les locaux et annexes du Stade Communal d'Auderghem sise chaussée de Wavre 1854 à 1160 Bruxelles.

Il s'applique à toutes les personnes qui fréquentent le Stade.

Ce règlement sera affiché à l'entrée du Stade et chacun est censé en avoir pris connaissance.

**Art 2.**

L'occupation du Stade est subordonnée à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune et sont révocables.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou au règlement général de police, conformément à la procédure prévue à l'article 119bis de la Nouvelle loi communale sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité.

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'utilisation de celle-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

L'acte d'autorisation doit être disponible sur les lieux mis à disposition et être exhibée à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée.

**Art 3.**

L'autorisation d'occupation est subordonnée au paiement d'une taxe fixée par le règlement fixant les taxes pour l'occupation des biens communaux.

**Art 4.**

Les demandes d'occupation permanentes qui concernent les occupations hebdomadaires régulières ou la participation à un championnat officiel de la saison suivante doivent toujours être introduites le plus tôt possible et, en tout cas, avant le 30 juin de la saison précédente.

Après cette échéance et en cours de saison, les réservations se feront en tenant compte des heures laissées libres par les championnats et les occupations hebdomadaires programmées.

Le planning est affiché à l'avance au local de réception des terrains et des réservations pour les heures encore disponibles peuvent se faire après contact avec le service des Sports de l'Administration communale ou **via l'application BigCaptain.**

**Art 5.**

Les terrains sont accessibles conformément aux conventions de mise à disposition de terrains conclue avec la « Royale Union de Football Association d'Auderghem » **et avec le « Brussels Citizens Rugby »** ainsi qu'aux autorisations dûment accordées et au

tableau horaire d'occupation arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Toute modification de cet horaire est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

**Art 6.**

Le titulaire de l'autorisation ne peut donner aux terrains aucune autre destination que celle pour laquelle l'autorisation lui a été accordée. Il est tenu d'occuper, à l'exclusion de toute autre, l'aire sportive qui lui a été attribuée.

Il ne peut non plus, de sa propre initiative, modifier la durée de l'occupation qui lui a été octroyée.

**Art 7.**

Le titulaire d'une autorisation d'occuper un terrain ne peut céder sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

**Art 8.**

Toute modification d'horaire des activités, qu'elle soit permanente ou occasionnelle (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure) devra être sollicitée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins au moins quinze jours à l'avance.

Dans la mesure du possible, les modifications seront intercalées dans l'horaire établi en tenant compte du calendrier et des conventions de mise à disposition de terrains conclue avec la « Royale Union de Football Association d'Auderghem » et le « Brussels Citizens Rugby ».

Les groupements intéressés par ces changements devront s'efforcer d'organiser leurs activités en fonction de ces modifications indépendantes de la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins et dont celui-ci ne pourra être rendu responsable.

**Art 9.**

Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition par une police d'assurance.

**Art10.**

Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration.

Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

**Art11.**

Les titulaires d'autorisations d'occupation sont, pendant la durée de l'occupation, responsables de tout dommage causé, tant aux locaux eux-mêmes qu'à leurs dépendances et à l'équipement, aussi bien par les affiliés que par toute autre personne des clubs adverses.

Tout dommage causé entraînera l'indemnisation intégrale par le titulaire de l'autorisation, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises.

**Art12.**

Les groupements sans personnalité juridique utilisant les terrains devront désigner une personne qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

**Art13.**

On ne peut utiliser les aires de jeux qu'en portant des chaussures de sport adéquates selon les terrains : les semelles avec cales, studs et spikes sont autorisées sur les terrains en herbe mais interdites sur les terrains synthétiques.

Il est interdit de nettoyer ses chaussures dans les douches, les vestiaires et les couloirs d'accès.

**Art14.**

L'accès aux terrains n'est permis qu'aux personnes dont la présence est indispensable au bon déroulement des entraînements et des compétitions.

Les accompagnants, qu'ils soient membres de clubs sportifs ou simple spectateur, doivent se tenir, soit dans les tribunes, soit dans la Cafétéria, soit dans une zone qui leur est ponctuellement réservée et qui doit être déterminée de commun accord avec le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Si des accompagnants sont ainsi exceptionnellement acceptés sur les terrains, ils le sont sous l'entière responsabilité du titulaire de l'autorisation d'occupation et doivent être encadrés par celui-ci.

**Art15.**

Les utilisateurs des terrains ne peuvent se déshabiller ou se vêtir que dans les locaux destinés à cet effet. Une liste des vestiaires à occuper est affichée, les utilisateurs sont tenus de la respecter scrupuleusement.

En cas d'occupation simultanée d'un même vestiaire par plusieurs titulaires d'autorisations d'occupation, ils doivent faire grouper les vêtements de leurs adhérents afin de faciliter l'installation des autres sportifs.

**Art16.**

Chaque titulaire de l'autorisation d'occupation est aussi responsable de la bonne utilisation des vestiaires, des douches et du respect du présent règlement par les clubs «visiteurs».

**Art17.**

L'autorisation d'occuper les locaux sportifs implique l'autorisation d'utiliser, suivant le tableau d'occupation, les parties des vestiaires et des douches nécessaires, et ce, pendant le temps strictement indispensable, à savoir, au maximum une demi-heure avant et une demi-heure après la durée de l'activité.

**Art18.**

Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes autorisées à occuper les locaux. A cet effet, ils veilleront à n'utiliser que le terrain qui leur a été attribuée ; ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel.

Ils s'organiseront aussi pour libérer les vestiaires et les douches dans les délais prescrits à l'article 17.

**Art19.**

Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

**Art20.**

Les titulaires d'autorisations d'occupation doivent procéder, suivant les directives données, à la mise en place ainsi qu'au démontage et au rangement, aux endroits prévus, du matériel qui leur est nécessaire. Ces opérations doivent se faire à l'intérieur de la plage horaire qui a été attribuée au club et sans dépasser leur heure de fin d'activité.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation est tenu de surveiller le bon déroulement de ces opérations. Il veillera aussi à ce que le matériel ne soit ni poussé, ni traîné par terre afin d'éviter toute détérioration des terrains.

**Art21.**

Afin d'éviter des accidents et une détérioration rapide du matériel, tout titulaire d'autorisation d'occupation est prié d'informer, le plus tôt possible, le Collège des Bourgmestre et Echevins de toute défectuosité constatée au niveau des équipements.

**Art22.**

Le matériel éventuellement apporté sur les terrains l'est au propre risque des titulaires d'autorisations d'occupation et moyennant autorisation préalable. Si ce matériel reste en permanence dans les locaux et est normalement accessible, il est à la disposition de toute personne autorisée à occuper les locaux.

**Art23.**

En cas d'accord par le Collège des Bourgmestre et Echevins, le titulaire d'autorisation d'occupation et toute personne dont il répond qui quitte le Stade alors qu'il n'y a pas d'occupation immédiatement après lui doit éteindre l'éclairage, fermer les robinets et douches, mettre les radiateurs hors gel et impérativement fermer l'accès au Stade avec les moyens mis à sa disposition.

Sa responsabilité est engagée en cas d'occupation illicite ou d'accident qui surviendrait suite à un défaut de fermeture de ces locaux.

**Art24.**

Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Pour ces manifestations, un règlement séparé définira les conditions dans lesquelles elles doivent se dérouler.

**Art25.**

L'utilisation des terrains et locaux par des sportifs individuels non organisés pourra être autorisée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

**Art26.**

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

**Art27.**

Sauf autorisation expresse, l'affichage est interdit sur les murs, portes et vitres. Par contre, divers panneaux d'affichage sont mis à la disposition des clubs et des utilisateurs.

Il n'y a pas d'autorisation d'affichage préalable sur ces panneaux mais le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve cependant le droit de retirer des annonces qu'il jugerait inadéquates.

**Art28.**

Les activités sportives en plein air au sein d'établissements sportifs ouverts au public même si leur accès est limité à certaines catégories de personnes, y compris en présence de spectateurs, ne peuvent dépasser le niveau de bruit spécifique de 30dB(A) pendant une tranche horaire d'au moins 12 heures consécutives pour les nuits du samedi au vendredi et d'au moins 8 heures consécutives pour les nuits du vendredi au samedi, les nuits précédant les jours fériés légaux et, à titre exceptionnel et moyennant annonce au moins 8 jours à l'avance des horaires programmés, avec possibilité de consultation de cette programmation à un endroit visible et accessible au public, y compris les riverains, pour les périodes de congés scolaires.

**Art 29.**

Conformément à la modification législative du 5 avril 2024 étendant le champ d'application de la loi du 22 décembre 2009, il est interdit de fumer sur les terrains de sport ainsi que dans toutes zones de supporters environnantes. Toute personne présente dans le stade devra se conformer aux marquages au sol prévus spécifiquement à cet effet ainsi qu'à la signalétique y afférente. Cette disposition entre en vigueur le 31 décembre 2024.

**Art30.**

Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem.

**Art31.**

Sera puni d'une amende administrative de maximum 250 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **Sport**

### **Bezettingsreglement en reglement van interne orde van het gemeentelijk stadion - Wijziging**

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, artikel;

Gezien de huidige bezettingsreglement en reglement van interne orde van het gemeentelijk stadion;

In overeenstemming met de wetswijziging van 5 april 2024, die het toepassingsgebied van de wet van 22 december 2009 uitbreidt, om roken te verbieden op de sportterreinen en in alle omliggende supporterszones.

**BESLIST**

- de hieronder bezettingsreglement en reglement van interne orde van het gemeentelijk stadion goed te keuren :

**Artikel 1.** Dit reglement is van toepassing in de lokalen en aanhorigheden van het Gemeentelijk Stadion van Oudergem, gelegen aan de Waversesteenweg 1854, 1160 Brussel.

Dit geldt voor alle personen die het stadion betreden.

Dit reglement wordt bij de ingang van het stadion opgehangen en iedereen wordt geacht er kennis van te hebben genomen.

**Artikel 2.**

Het gebruik van het stadion is onderworpen aan de toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem en aan de strikte naleving van het door hen vastgestelde gebruiksschema.

De in dit reglement bedoelde vergunningen worden voorlopig en op persoonlijke, niet-overdraagbare basis verleend. Ze binden de gemeente niet en kunnen te allen tijde worden ingetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist.

Ze kunnen ook worden geschorst of ingetrokken door het College van Burgemeester en Schepenen bij inbreuk op dit reglement of op het algemeen politiereglement, volgens de procedure voorzien in artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, zonder dat de begunstigde aanspraak kan maken op enige vergoeding.

De vergunninghouders moeten strikt voldoen aan de voorschriften van de vergunning en ervoor zorgen dat het gebruik ervan geen hinder veroorzaakt voor anderen, noch de veiligheid, rust, volksgezondheid of netheid in gevaar brengt.

De gemeente is niet aansprakelijk voor schade die kan voortvloeien uit de al dan niet foutieve uitoefening van de activiteit waarop de vergunning betrekking heeft.

De vergunning moet ter plaatse beschikbaar zijn en op verzoek van de politie of een andere bevoegde persoon worden getoond.

**Artikel 3.**

De vergunning voor het gebruik van het stadion is onderworpen aan de betaling van een belasting, zoals vastgesteld in het belastingreglement voor het gebruik van gemeentelijke eigendommen.

**Artikel 4.**

Aanvragen voor permanent gebruik, zoals wekelijkse bezettingen of deelname aan een officieel kampioenschap van het volgende seizoen, moeten zo vroeg mogelijk en in ieder geval vóór 30 juni van het voorgaande seizoen worden ingediend.

Na deze datum en tijdens het seizoen zullen reserveringen worden gemaakt op basis van de nog beschikbare uren na de geplande kampioenschappen en wekelijkse bezettingen.



Het planningsschema wordt vooraf uitgehangen in de ontvangstruimte van de terreinen, en reserveringen voor beschikbare uren kunnen worden gemaakt na contact met de Sportdienst van het gemeentebestuur of **via de applicatie/website BigCaptain.**

#### **Artikel 5.**

De terreinen zijn toegankelijk volgens de gebruiksovereenkomsten die zijn afgesloten met "Royale Union de Football Association d'Auderghem" en **"Brussels Citizens Rugby"**, evenals volgens de verleende vergunningen en het door het College van Burgemeester en Schepenen vastgestelde gebruiksschema.

Wijzigingen in dit schema vallen onder de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen, dat zich het recht voorbehoudt om dit naar eigen inzicht aan te passen indien nodig voor het beheer of de werking.

#### **Artikel 6.**

De vergunninghouder mag de terreinen niet voor een ander doel gebruiken dan waarvoor de vergunning is verleend. Hij is verplicht uitsluitend het toegewezen sportterrein te gebruiken.

Hij mag ook niet op eigen initiatief de duur van de toegekende bezetting wijzigen.

#### **Artikel 7.**

De vergunninghouder mag zijn vergunning niet zonder toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen overdragen aan andere personen of groepen.

#### **Artikel 8.**

Elke wijziging van het activiteitenrooster, zowel permanent als incidenteel (reservering, annulering, wijziging van dag of tijdstip), moet ten minste vijftien dagen van tevoren worden aangevraagd bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Indien mogelijk worden wijzigingen geïntegreerd in het vastgestelde schema, rekening houdend met de planning en overeenkomsten met "Royale Union de Football Association d'Auderghem" en **"Brussels Citizens Rugby"**.

Betrokken groepen moeten hun activiteiten zo organiseren dat ze zich aanpassen aan deze wijzigingen, die buiten de wil van het College van Burgemeester en Schepenen liggen en waarvoor zij niet verantwoordelijk kunnen worden gesteld.

#### **Artikel 9.**

Vergunninghouders moeten hun burgerlijke aansprakelijkheid laten verzekeren voor schade aan derden (andere gebruikers of externe personen) en aan de ter beschikking gestelde goederen, uitrusting en installaties.

#### **Artikel 10.**

De vergunninghouder blijft te allen tijde persoonlijk aansprakelijk tegenover derden en tegenover elke autoriteit of administratie.

Hij is verplicht om, indien van toepassing, belastingen, auteursrechten en andere heffingen te betalen die voortvloeien uit zijn activiteiten, inclusief sportbeoefening.

#### **Artikel 11.**

Vergunninghouders zijn gedurende de gebruikperiode verantwoordelijk voor alle schade, zowel aan de lokalen zelf, de aanhorigheden als de uitrusting, veroorzaakt door leden, tegenstanders of andere betrokkenen.

Elke veroorzaakte schade moet volledig worden vergoed door de vergunninghouder, onverminderd eventuele administratieve sancties.

#### **Artikel 12.**

Groepen zonder rechtspersoonlijkheid die de terreinen gebruiken, moeten een verantwoordelijke persoon aanwijzen die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk is voor de naleving van dit reglement en de gegeven instructies.

#### **Artikel 13.**

Sportterreinen mogen alleen worden betreden met geschikt sportschoeisel: schoenen met noppen, studs en spikes zijn toegestaan op natuurgrasvelden maar verboden op kunstgrasvelden.

Het is verboden om schoenen schoon te maken in douches, kleedkamers en

toegangsruimtes.

**Artikel 14.**

Toegang tot de terreinen is alleen toegestaan aan personen die noodzakelijk zijn voor het goede verloop van trainingen en wedstrijden.

Begeleiders, zowel leden van sportclubs als gewone toeschouwers, moeten zich bevinden in de tribunes, de cafetaria of een speciaal toegewezen zone, die in overleg met het College van Burgemeester en Schepenen wordt bepaald.

Indien begeleiders uitzonderlijk toegang krijgen tot de terreinen, gebeurt dit onder de volledige verantwoordelijkheid van de vergunninghouder en moeten ze door hem worden begeleid.

**Artikel 15.**

Gebruikers van de terreinen mogen zich alleen omkleden in de daartoe bestemde lokalen. Een lijst van de toegewezen kleedkamers wordt uitgehangen en moet strikt worden gerespecteerd.

Bij gelijktijdig gebruik van een kleedkamer door meerdere vergunninghouders moeten zij ervoor zorgen dat kleding van hun leden wordt gegroepeerd om ruimte te maken voor andere sporters.

**Artikel 16.**

Elke vergunninghouder is verantwoordelijk voor het correcte gebruik van kleedkamers, douches en voor de naleving van dit reglement door bezoekende clubs.

**Artikel 17.**

De vergunning om sportlokalen te gebruiken omvat ook het recht om, volgens het bezettingsschema, gebruik te maken van de noodzakelijke delen van kleedkamers en douches, en dit gedurende maximaal een half uur vóór en een half uur na de activiteit.

**Artikel 18.**

Vergunninghouders en de personen onder hun verantwoordelijkheid moeten ervoor zorgen dat ze de activiteiten van andere gebruikers niet verstoren. Ze mogen uitsluitend het toegewezen terrein gebruiken en moeten hun activiteiten starten en beëindigen op de geplande tijdstippen, inclusief het opzetten en opruimen van materiaal.

Ze moeten er ook voor zorgen dat kleedkamers en douches binnen de voorgeschreven tijd worden vrijgemaakt, zoals bepaald in artikel 17.

**Artikel 19.**

Personen, spelers of toeschouwers, die door hun gedrag de goede werking van het stadion verstoren of de voorschriften niet naleven, kunnen worden verwijderd en de toegang tot het stadion kan hun tijdelijk of permanent worden onttrokken.

**Artikel 20.**

Vergunninghouders moeten, volgens de gegeven instructies, zorg dragen voor het opstellen, demonteren en opbergen van het gebruikte materiaal op de daarvoor voorziene plaatsen. Deze werkzaamheden moeten plaatsvinden binnen de toegekende tijd en zonder overschrijding van de eindtijd.

De vergunninghouder is verantwoordelijk voor het toezicht op deze handelingen en moet ervoor zorgen dat materiaal niet wordt gesleept om schade aan de terreinen te voorkomen.

**Artikel 21.**

Om ongevallen en versnelde slijtage van het materiaal te voorkomen, wordt elke vergunninghouder verzocht om defecten aan de uitrusting zo snel mogelijk te melden aan het College van Burgemeester en Schepenen.

**Artikel 22.**

Materiaal dat door vergunninghouders wordt meegebracht, gebeurt op eigen risico en enkel met voorafgaande toestemming. Indien dit materiaal permanent in de lokalen wordt achtergelaten en normaal toegankelijk is, staat het ter beschikking van andere gebruikers met een vergunning.

**Artikel 23.**

Indien er na de activiteiten geen directe bezetting volgt, moeten vergunninghouders bij het verlaten van het stadion verlichting uitschakelen, kranen en douches sluiten, radiatoren in vorstbeveiliging zetten en de toegang tot het stadion correct afsluiten. Bij nalatigheid blijft de vergunninghouder aansprakelijk voor ongeoorloofd gebruik of ongevallen.

**Artikel 24.**

Manifestaties met een uitzonderlijk karakter zullen afzonderlijk worden beoordeeld door het College van Burgemeester en Schepenen. Voor dergelijke manifestaties zal een specifiek reglement de voorwaarden vaststellen waaronder ze moeten plaatsvinden.

**Artikel 25.**

Individuele sporters zonder aansluiting bij een georganiseerde vereniging kunnen door het College van Burgemeester en Schepenen toestemming krijgen om de terreinen en lokalen te gebruiken.

**Artikel 26.**

Het College van Burgemeester en Schepenen wijst elke verantwoordelijkheid af in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke voorwerpen of materiaal dat toebehoort aan groepen of personen die gebruik maken van de faciliteiten.

**Artikel 27.**

Zonder uitdrukkelijke toestemming is het verboden om affiches aan te brengen op muren, deuren en ramen. Er zijn echter verschillende officiële prikborden beschikbaar voor clubs en gebruikers.

Voor deze prikborden is geen voorafgaande toestemming vereist, maar het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om mededelingen te verwijderen die zij ongepast acht.

**Artikel 28.**

Buitensportactiviteiten in sportfaciliteiten die openstaan voor het publiek, zelfs indien de toegang beperkt is tot bepaalde categorieën personen en in aanwezigheid van toeschouwers, mogen het specifieke geluidsniveau van 30 dB(A) niet overschrijden gedurende een periode van minimaal 12 opeenvolgende uren tijdens de nachten van zaterdag tot vrijdag en minimaal 8 opeenvolgende uren tijdens de nachten van vrijdag op zaterdag, de nachten voorafgaand aan wettelijke feestdagen en, bij uitzondering, op voorwaarde dat het programma ten minste 8 dagen van tevoren wordt aangekondigd.

Dit programma moet worden weergegeven op een voor het publiek, inclusief omwonenden, zichtbare en toegankelijke plaats.

**Artikel 29.**

In overeenstemming met de wetswijziging van 5 april 2024, die het toepassingsgebied van de wet van 22 december 2009 uitbreidt, is roken verboden op de sportterreinen en in alle omliggende supporterszones.

Iedere aanwezige in het stadion moet zich houden aan de specifieke markeringen op de grond en de bijbehorende signalisatie.

Deze bepaling treedt in werking op 31 december 2024.

**Artikel 30.**

Eventuele klachten dienen te worden gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem.

**Artikel 31.**

Overtredingen van dit reglement kunnen worden bestraft met een administratieve geldboete van maximaal €250.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

## **Urbanisme**

### **Ratification de la convention sur la mise à disposition de matériel informatique dans le cadre de "MyPermit urbanisme" établie entre Urban et la commune d'Auderghem.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, et compte tenu des éléments suivants :

Depuis le 20/11/2023 la commune d'Auderghem a rejoint la plateforme régionale « MyPermit urbanisme » permettant ainsi aux citoyens et entreprises d'introduire leurs demandes de permis d'urbanisme par voie électronique ;

Dans ce cadre, au démarrage de ce projet, Urban a mis à disposition des communes des matériels permettant d'organiser de manière adéquate les mesures particulières de publicité ;

Le matériel mis à disposition de la commune d'Auderghem comprend les éléments suivants supportant la visualisation des pièces composant les demandes de permis d'urbanisme :

- Un tableau blanc interactif (Samsung Flip2 55")
- Un PC HP ProDesk 405 G6
- Un écran HP 27"

Une convention de mise à disposition de ce matériel nous a été envoyée par Urban au début du projet. Cette convention de prêt vise à régler le prêt du matériel aux communes, en ce compris, le dépôt et réception dudit matériel, les modalités d'utilisation, de livraison, de stockage, d'installation, de démontage, de contrôle, de maintenance et de réparation de ce matériel ainsi que les sanctions, assurances et responsabilités en la matière.

DECIDE :

- de ratifier la signature de la convention portant sur la mise à disposition du matériel prêté par la Région à la commune d'Auderghem dans le cadre du lancement de la plateforme "MyPermit urbanisme";
- de charger le Secrétaire communal et la Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

La présente délibération et la convention signée seront transmises à Urban (team MyPermit) par le Service Urbanisme.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **Stedenbouw**

### **Bekräftiging van de overeenkomst tussen Urban en de gemeente Oudergem betreffende de terbeschikkingstelling van informaticamateriaal voor "MyPermit urbanisme".**

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, met name artikel 117, en rekening houdend met de volgende elementen:

Sinds 20/11/2023 is de gemeente Oudergem aangesloten bij het gewestelijke platform "MyPermit urbanisme", waardoor burgers en bedrijven hun aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen elektronisch kunnen indienen;

Bij de start van dit project heeft Urban de lokale overheden materiaal ter beschikking gesteld waarmee ze op een gepaste manier speciale regelen van openbaarmaking kunnen organiseren;

De uitrusting die ter beschikking werd gesteld van de gemeente Oudergem omvat de volgende elementen voor de weergave van de documenten van de stedenbouwkundige vergunningsaanvragen :

- een interactief whiteboard (Samsung Flip2 55")
- HP ProDesk 405 G6 PC
- HP 27" scherm

Urban heeft ons bij de start van het project een leenovereenkomst voor deze apparatuur toegestuurd. Het doel van deze bruikleenovereenkomst is het regelen van de bruikleen van de apparatuur aan de gemeenten, met inbegrip van het depot en de ontvangst van de genoemde apparatuur, de voorwaarden voor gebruik, levering, opslag, installatie, demontage, inspectie, onderhoud en reparatie van de genoemde apparatuur, evenals de boetes, verzekering en aansprakelijkheden in dit verband.

BESLUIT :

- de ondertekening te bekrachtigen van de overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van het materiaal dat door het Gewest in bruikleen wordt gegeven aan de gemeente Oudergem in het kader van de lancering van het platform "MyPermit urbanisme";
- de gemeentesecretaris en de burgemeester op te dragen dit besluit uit te voeren.

Dit besluit en de ondertekende overeenkomst worden door de dienst Stedenbouw naar Urban (MyPermit-team) gestuurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0020

## **Enseignement - Formation**

### **Activités Parascolaires - Revalorisation des barèmes des animateurs et coordinateurs de centre de vacances et fixation des nouveaux tarifs d'inscription à partir du 1er février 2025**

LE CONSEIL,

Vu les articles 147 et 149 de la loi communale;

Vu la délibération du Conseil communal du 1er juillet 1983, portant organisation du Centre de Plein-Air, durant les mois de juillet et août, prise pour information par Monsieur le Gouverneur de la Province de Brabant, en date du 14 novembre 1983, références service 24, n° 24/533/103-0-5F;

Vu la délibération du Conseil communal du 5 mars 1981 fixant le taux des rémunérations du personnel chargé de l'encadrement, approuvée par Monsieur le Gouverneur de la province du Brabant, en date du 6 octobre 1981, références service 24, n° 24/21.993/103-0-5F;

Vu sa délibération, en date du 21 octobre 1988, portant extension du centre précité en « Centre de Loisirs » durant les vacances d'été ;

Vu la nécessité de désigner le personnel chargé de l'encadrement, compte tenu du nombre d'élèves inscrits;

Considérant ce qui suit:

- Que les communes avoisinantes appliquent des barème de rémunération plus avantageux pour les animateurs, il est difficile pour le service des Activités parascolaires d'être concurrentiel (Voire annexe: "comparatif barème Communes");
- Que depuis le 1er mai 2024, le revenu minimum mensuel moyen garanti pour un étudiant travaillant 1 mois a été indexé (voire annexe: "Rému\_Etudiant\_Infor\_Jeunes")

Attendu qu'il y a lieu de revaloriser les barèmes du personnel chargé de l'encadrement durant les congés scolaires à partir du 1er février 2025 étant donné que l'index de ceux-ci est bloqué depuis 1997 et la dernière revalorisation a eu lieu en 2018 (voire délibération: #002/27.02.2018/B/0064#);

Vu le tableau "Revalorisation des barèmes journaliers des animateurs et coordinateurs de centres de vacances" suivant:

Revalorisation des barèmes journaliers des animateurs et coordinateurs de centres de vacances					
Barèmes actuels			Nouveaux Barèmes		
Animateur Non-breveté	Animateur Breveté	Coordination	Animateur Non-breveté	Animateur Breveté	Coordination
57,00 €	65,80 €	80,00 €	85,00 €	100,00 €	120,00 €

Vu la délibération du Conseil communal du 1er juillet 1983 portant fixation des interventions journalières des colonies de vacances;

Vu les délibération antérieures portant révision des interventions journalières;

Vu l'article 117 de la Loi communal;

Attendu que parallèlement à cette revalorisation barémique, il y a lieu d'indexer l'intervention financière des parents étant donné que la dernière indexation a eu lieu en 2015 (voire délibération: #002/26.03.2015/A/0011#);

Considérant ce qui suit:

- Le tarif journalier à la charge des parents comprend : une amplitude d'accueil de 7h15 à 18h, des collations variées le matin et en fin d'après-midi, un repas chaud (composé de potage, plat principal et dessert), les transports en car aller-retour vers les lieux d'animation, ainsi que toutes les animations proposées;
- Les plaines de vacances bénéficient de l'agrément de l'ONE, ce qui permet aux parents de bénéficier chaque année d'une déduction fiscale;
- Les revalorisations mentionnées concernent uniquement les animateurs et coordinateurs des centres de vacances et des stages;
- Ces deux types d'activités sont accessibles à tous les enfants, sans distinction de l'école fréquentée, par conséquent, il n'y a pas d'effet multiplicateur lié à l'obligation de l'administration de rémunérer l'équivalent pour les autres écoles par le biais des avantages sociaux;

Vu le tableau "Indexation des montants de l'intervention financière des parents" suivant:

Indexation des montants des interventions financières des parents							
Montants actuels				Nouveaux montants			
Habitant Auderghem		Habitant hors commune		Habitant Auderghem		Habitant hors commune	
par jour	par semaine	par jour	par semaine	par jour	par semaine	par jour	par semaine
10,00 €	50,00 €	15,00 €	75,00 €	12,00 €	60,00 €	18,00 €	90,00 €

Considérant que cette revalorisation couplée à une augmentation du prix payé par les parents, l'intervention communale reviendrait à +/- 18.000,00€

Vu le tableau "Prévision intervention communale" suivant:

Prévision différence recette/Dépense			
	2024	2025	Différence
<b>Dépense 761/11101</b>	71.580,50 €	108.800,00 €	37.219,50 €
<b>Recette 7611/16110</b>	96.320,00 €	115.584,00 €	19.264,00 €
			17.955,50 €

Considérant que ces augmentations ont été prévues aux articles 761/11101 et 7611/16110 du budget 2025, approuvé par le Conseil communal lors de la séance du 19 décembre 2024;

DECIDE

d'arrêter, conformément aux tableaux en annexe:

- les nouvelles échelles barémiques applicables au personnel encadrant les enfants durant les congés scolaires;
- les nouvelles indexations de l'intervention financière des parents à partir du 1er février 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

### **Onderwijs - vorming**

#### **Buitenschoolse activiteiten - Herwaardering van de tarieven voor leiders en coördinatoren van vakantiecentra en vaststelling van nieuwe registratietarieven vanaf 1 februari 2025**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 147 en 149 van de Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 1 juli 1983, houdende de organisatie van het Openluchtcentrum tijdens de maanden juli en augustus, ter kennisname aangenomen door de Gouverneur van de Provincie Brabant, d.d. 14 november 1983, ref. dienst 24, nr. 24/533/103-0-5F;

Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 5 maart 1981 tot vaststelling van de bezoldiging van het toezichthoudend personeel, goedgekeurd door de Gouverneur van de Provincie Brabant op 6 oktober 1981, dienst kenmerk 24, nr. 24/21.993/103-0-5F;

Gelet op zijn besluit van 21 oktober 1988 om voornoemd centrum tijdens de zomervakantie uit te breiden tot een "Vrijtijdscentrum";

Gezien de noodzaak om, gezien het aantal ingeschreven leerlingen, personeel aan te stellen om toezicht te houden op de kinderen;

Overwegende het volgende:

- Dat naburige gemeenten gunstigere loonschalen hanteren voor animatoren, waardoor de dienst Buitenschoolse Activiteiten moeilijk competitief kan zijn (Zie bijlage: "vergelijkende schaal Gemeenten");
- Sinds 1 mei 2024 wordt het gemiddelde gegarandeerde minimum maandinkomen voor een student die 1 maand werkt geïndexeerd (zie bijlage: "Rému\_Etudiant\_Infor\_Jeunes").

Overwegende dat de tarieven voor het personeel belast met het toezicht tijdens de schoolvakanties moeten worden opgewaardeerd vanaf 1 februari 2025, aangezien de index hiervoor sinds 1997 bevroren is en de laatste opwaardering plaatsvond in 2018 (zie beraadslaging: #002/27.02.2018/B/0064#);

Gelet op de volgende tabel "Herwaardering van de dagtarieven voor leiders en coördinatoren van vakantiecentra":

Revalorisation des barèmes journaliers des animateurs et coordinateurs de centres de vacances					
Barèmes actuels			Nouveaux Barèmes		
Animateur Non-breveté	Animateur Breveté	Coordination	Animateur Non-breveté	Animateur Breveté	Coordination
57,00 €	65,80 €	80,00 €	85,00 €	100,00 €	120,00 €

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 1 juli 1983 tot vaststelling van de dagtarieven voor vakantiecampen

Gelet op eerdere besluiten tot herziening van de dagtarieven

Gelet op artikel 117 van de gemeentewet;

Overwegende dat gelijktijdig met deze herwaardering van het barema, het noodzakelijk is om de financiële bijdrage van de ouders te indexeren gezien de laatste indexering plaatsvond in 2015 (zie beraadslaging: #002/26.03.2015/A/0011#);

Gelet op het volgende:

- Het door de ouders te betalen dagtarief omvat: een onthaal van 7u15 tot 18u, verschillende snacks 's morgens en in de late namiddag, een warme maaltijd (bestaande uit soep, hoofdgerecht en dessert), het vervoer per autocar van en naar de activiteitszones, alsook alle aangeboden activiteiten;
- De vakantiespeeltuinen zijn goedgekeurd door de ONE, wat betekent dat ouders elk jaar een belastingaftrek kunnen aanvragen;
- Bovenstaande verhogingen gelden alleen voor leiders en coördinatoren van vakantiecentra en cursussen;
- Deze twee soorten activiteiten zijn toegankelijk voor alle kinderen, ongeacht naar welke school ze gaan, dus er is geen multiplicatoreffect gekoppeld aan onze verplichting om het equivalent voor andere scholen te betalen via sociale voordelen;

Gelet op de volgende tabel “Indexering van de bedragen van de financiële bijdrage van de ouders”:

Indexation des montants des interventions financières des parents							
Montants actuels				Nouveaux montants			
Habitant Auderghem		Habitant hors commune		Habitant Auderghem		Habitant hors commune	
par jour	par semaine	par jour	par semaine	par jour	par semaine	par jour	par semaine
10,00 €	50,00 €	15,00 €	75,00 €	12,00 €	60,00 €	18,00 €	90,00 €

Overwegende dat deze herwaardering, in combinatie met een verhoging van de door de ouders betaalde prijs, zou leiden tot een gemeentelijke bijdrage van +/- €18.000,00€

Gelet op onderstaande tabel “Geraamde gemeentelijke bijdrage”:

Prévision différence recette/Dépense			
	2024	2025	Différence
<b>Dépense 761/11101</b>	71.580,50 €	108.800,00 €	37.219,50 €
<b>Recette 7611/16110</b>	96.320,00 €	115.584,00 €	19.264,00 €
			17.955,50 €

Overwegende dat deze verhogingen zijn opgenomen in de artikelen 761/11101 en 7611/16110 van de begroting 2025, goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 19 december 2024;

BESLUIT

vast te stellen, overeenkomstig de bijgevoegde tabellen

- de nieuwe salarisschalen die van toepassing zijn op het personeel dat de kinderen begeleidt tijdens de schoolvakanties;
- de nieuwe indexering van de financiële bijdragen van de ouders vanaf 1



De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0021

### **Enseignement - Formation**

#### **Convention de partenariat entre la commune d'Auderghem, l'asbl PAC et une écrivaine publique - Ratification**

Le CONSEIL,

Considérant que Caroline BURRE, une maman du CS du Blankedelle, s'est proposée de tenir une permanence d'écrivain public au CS du Blankedelle, tous les jeudis de 8h00 à 10h00 ;

Considérant que Caroline BURRE est écrivaine publique certifiée ;

Considérant l'objet de ces permanences :

- Au-delà de l'accompagnement à la rédaction de documents, les écrivain-e-s public-que-s proposent aux citoyens et citoyennes un soutien à la compréhension des documents, tant sur la forme que sur le fond. Dans une vision plus large, il s'agit de contribuer à réduire la fracture sociale et culturelle.
- Les permanences permettent d'accompagner le-la citoyen-ne dans la prise de conscience de ses capacités, de ses responsabilités, dans une approche des droits et des devoirs et dans un cheminement vers une autonomie élargie.
- A la différence d'un guichet de prestations sociales, une permanence d'écrivain public est un lieu d'expression de soi, de production d'écrits et d'orientations. Ces permanences sont gratuites. Ouvertes à tous et à toutes, les permanences sont mises en place dans des institutions, administrations et associations partenaires.

Considérant qu'il est proposé que ces permanences ne soient ouvertes qu'aux parents des enfants scolarisés au sein de l'établissement ;

Considérant que le CS du Blankedelle compte une part significative de parents allophones ou ne maîtrisant pas bien le français ;

Considérant les engagements pris par la commune en cas d'approbation de la convention :

- Mettre à disposition un local pour la tenue de la permanence de l'écrivain-e public-que. Ce local répondra aux normes de confidentialité établies dans la charte des écrivain.es public.ques
- Dans ce local, le partenaire mettra à disposition de l'écrivain-e public-que le matériel nécessaire à l'exercice de sa fonction : ordinateur, imprimante, téléphone, accès internet. Le tout en bon état de fonctionnement.
- Relayer l'information relative à cette permanence auprès de son public ainsi qu'auprès des acteurs sociaux et culturels de son réseau. Dans la mesure du possible le partenaire organisera une rencontre entre l'écrivain public et ses bénéficiaires et/ou les membres de son personnel.

- Garder les supports de communication proposés par la coordination avec les logos « PAC », « Espace Écrivain public » et celui du partenaire. Il les utilisera pour promouvoir la permanence auprès de son public et de son réseau.
- Participer à l'évaluation annuelle avec la coordination et l'écrivain·e public·que. Si la permanence a lieu le jour de la formation continuée, permettre à l'écrivain·e public·que de suivre au moins trois formations continuées sur l'année

Considérant que la première s'est tenue le 23 janvier, afin d'aider les parents de 6e primaire dans le cadre des démarches à entreprendre pour inscrire leur enfant en secondaire ;

DECIDE

De ratifier la convention, entre l'asbl PAC Régionale de Bruxelles, coordinatrice du réseau d'écrivains publics, Caroline BURRE, écrivaine publique, et la commune d'Auderghem, relative à un partenariat dans le cadre d'une permanence d'écrivain public au CS du Blankedelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

### **Onderwijs - vorming**

#### **Partnerschapsovereenkomst tussen de gemeente Oudergem, de vzw PAC en een publieke schrijver - Ratificatie**

DE GEMEENTERAAD,

Overwegende dat Caroline BURRE, een moeder van het CS van Blankedelle, zich heeft aangeboden om een permanente schrijversservice te verzorgen in het CS van Blankedelle, elke donderdag van 8.00 uur tot 10.00 uur;

Overwegende dat Caroline BURRE gecertificeerd publieke schrijver is;

Overwegende het doel van deze permanentes :

- Naast de ondersteuning bij het opstellen van documenten bieden publieke schrijvers aan burgers hulp bij het begrijpen van documenten, zowel qua vorm als inhoud. In een bredere visie gaat het erom de sociale en culturele kloof te verkleinen.
- De permanentes helpen de burger bij het bewust worden van zijn capaciteiten, verantwoordelijkheden, bij een benadering van rechten en plichten en bij een weg naar bredere autonomie.
- In tegenstelling tot een loket voor sociale uitkeringen is een permanente schrijversservice een plek van zelfexpressie, productie van teksten en begeleiding. Deze permanentes zijn gratis. Open voor iedereen, worden deze permanentes opgezet in instellingen, overheidsdiensten en partnerorganisaties.

Overwegende dat het wordt voorgesteld dat deze permanentes enkel openstaan voor ouders van kinderen die zijn ingeschreven in de instelling;

Overwegende dat het CS van Blankedelle een significant aantal ouders heeft die allochtoon zijn of de Franse taal niet goed beheersen;

Overwegende de verplichtingen die de gemeente op zich neemt in het geval van goedkeuring van de overeenkomst:

- Het ter beschikking stellen van een lokaal voor de uitvoering van de permanente schrijversservice. Dit lokaal zal voldoen aan de vertrouwelijkheidsnormen die zijn vastgesteld in de charter van publieke schrijvers.
- In dit lokaal zal de partner de benodigde materialen voor de schrijver ter

beschikking stellen: computer, printer, telefoon, internettoegang. Alles in goede staat van werking.

- De informatie over deze permanente schrijversservice doorgeven aan het publiek, evenals aan sociale en culturele actoren in het netwerk. Waar mogelijk zal de partner een ontmoeting organiseren tussen de publieke schrijver en de deelnemers en/of medewerkers.
- De communicatiematerialen die door de coördinatie worden aangeboden met de logo's van "PAC", "Espace Écrivain public" en het logo van de partner bewaren. Deze zullen gebruikt worden om de permanences te promoten bij het publiek en netwerk.
- Deelname aan de jaarlijkse evaluatie samen met de coördinatie en de publieke schrijver. Indien de permanence op de dag van de permanente vorming plaatsvindt, zal de publieke schrijver ten minste drie vormingen gedurende het jaar volgen.

Overwegende dat de eerste bijeenkomst plaatsvond op 23 januari, met als doel de ouders van 6e leerjaar te helpen bij de stappen die ze moeten ondernemen om hun kind in te schrijven voor het secundair onderwijs

BESLUIT

De ratificatie van de overeenkomst tussen de vzw PAC Regio Brussel, coördinator van het netwerk van publieke schrijvers, Caroline BURRE, publieke schrijver, en de gemeente Oudergem, met betrekking tot een partnerschap voor de permanente schrijversservice in het CS van Blankedelle.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

30.01.2025/A/0022

**Secrétariat**

**Question orale de Monsieur Marc Vandame et Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) : chantier d'aménagement de la partie centrale du boulevard du Souverain entre Herrmann-Debroux et la chaussée de Wavre**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Dans le courant du mois de novembre des travaux ont été entamés par la région sur le centre du boulevard du Souverain entre le croisement Detroch et la chaussée de Wavre.

Ces travaux consistent à supprimer :

- les poteaux de type bollard pourtant relativement récents,
- les bordures autour des arbres

Ceci pour installer plus de plantations sur les abords. Ce qui en soi, n'est pas une mauvaise chose.

Le revêtement des places de parking seront recouvertes de caillebottis en béton.

Malheureusement, des endroits de traversée piétons qui permettaient de se rendre sur le parking central et accessoirement traverser le boulevard sont supprimés. Cela augmente le sentiment d'isolement entre les 2 côtés du boulevard qui divise la commune en 2. Ces suppressions de passages, avaient été notées, à d'autres endroits,

comme un souci d'interconnexion entre quartiers.

Si cela reste en l'état, il restera aux riverains à enjamber les nouvelles clôtures supplémentaires et marcher dans les plantations pour simplement se rendre aux parkings riverains ou se rendre aux commerces du boulevard.

Nos questions sont les suivantes :

- La commune a-t-elle été mise au courant de ces travaux et des dates de début et de fin ?
- Connaissez-vous la raison et l'objectif de ces travaux ?
- Une enquête de voisinage et un permis ont-ils été introduits pour ces travaux ?
- Disposez-vous de plans indiquant les travaux effectués et les informations de chantier sur ce parking ?
- La réduction des vibrations causées par le tram fait-elle partie des objectifs de ces travaux ?
- La région compte-t-elle en profiter pour améliorer la cohabitation entre piétons et la piste cyclable à cet endroit ?
- La région va-elle profiter de ces travaux pour poursuivre vers le carrefour Herrmann-Debroux et enfin sécuriser la piste cyclable à ces endroits où le signalement de la traversée des rails de tram n'est pas claire de jour comme de nuit ?
- Des passages en dur seront-ils maintenus pour faciliter le passage des piétons ?
- Le nouvel aménagement permettra-t-il de réduire l'imperméabilisation du sol à cet endroit ?

En vous remerciant

Marc Vandame et Mathieu Poma.

• **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin**

Messieurs les conseillers,

Tout d'abord, le Boulevard du Souverain est une voirie régionale qui dépend de Bruxelles Mobilité. Comme cela arrive encore trop régulièrement, la commune n'est pas informée de la nature des projets se déroulant sur une voirie régionale. Nous recevons en effet une notification très simpliste sur la nature des travaux, mais sans aucune autre donnée. Dans votre cas, la notification indiquait « travaux de plantation ».

Pour pouvoir répondre à vos questions, j'ai donc dû interroger Bruxelles Mobilité en espérant recevoir une réponse. Car là aussi, et comme je le déplore depuis de nombreuses années, la communication et les réponses aux interpellations des communes ne sont pas le fort de cette administration régionale. Il a fallu plusieurs rappels pour enfin obtenir les informations nécessaires pour vous répondre.

Le chantier consiste à remplacer la dolomie par de la pleine terre et planter des arbustes et de la végétation basse entre les arbres ainsi qu'à remplacer le revêtement imperméable par un revêtement perméable (dalles béton-gazon) pour les places de stationnement. Des bandes de confort seront aménagées, pour le débarquement des passagers du côté des 2 bermes. Le cheminement central, ainsi qu'une bande de sortie des véhicules du côté de chaque berme, seront aménagés en dur. Le chantier a démarré au mois de novembre et se terminera dans les prochains jours. Je tiens le plan du chantier à votre disposition si vous le souhaitez.

L'objectif de ce chantier est bien de dépermeabiliser le sol. Ainsi plus de 2.000 m<sup>2</sup> seront déminéralisés et donc perméabilisés. En outre, l'eau de pluie s'abattant sur une surface supplémentaire à peu près équivalente (cheminement central + 2 bandes de débarquement des passagers) sera également redirigée vers les zones perméabilisées, afin d'y être infiltrées. Ces travaux ne visent cependant pas une réduction des vibrations que vous mentionnez.

Ces travaux sont dispensés de permis d'urbanisme, lequel n'a donc pas été demandé. Par contre, une autorisation de chantier a été demandée et obtenue auprès de la Commission de coordination des chantiers.

Concernant vos questions sur la piste cyclable, je n'ai pas reçu d'information sur un possible futur chantier. La commune a déjà fait de multiples demandes à la Région pour réaménager cet endroit afin de faciliter la cohabitation entre piétons et cyclistes et sécuriser la traversée du carrefour Herrmann-Debroux pour les cyclistes, mais nous devons constater que cela ne semble pas être une priorité pour la Région.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Mathieu Pillois

Le Conseil prend acte.

---

### Secretariaat

#### **Mondelinge vraag van de Heer Marc Vandame en Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre): bouwplaats om het centrale deel van de Vorstlaan tussen Herrmann-Debroux en de Waversesteenweg te ontwikkelen.**

Meneer de voorzitter,

Mevrouw de burgemeester,

Dames en heren van de Raad.

Beste collega's, beste publiek,

In november begon de het Gewest met de werkzaamheden aan het midden van de Vorstlaan tussen het kruispunt Detroch en de Waversesteenweg.

De werkzaamheden bestaan uit het verwijderen van :

- paaltjes, ook al zijn ze relatief recent,
- randen rond bomen

Het doel is om meer beplanting rond het terrein te creëren. Wat op zich geen slechte zaak is.

De parkeerplaatsen worden bedekt met betonnen roosters.

Helaas zijn de voetgangersoversteekplaatsen die vroeger naar de centrale parkeerplaats leidden en, incidenteel, over de boulevard, verwijderd, waardoor het gevoel van isolement tussen de twee kanten van de boulevard, die de gemeente in tweeën deelt, wordt versterkt. Dit versterkt het gevoel van isolement tussen de twee kanten van de boulevard, die de gemeente in tweeën deelt. Op andere plaatsen was deze verwijdering van oversteekplaatsen opgemerkt als een zorg voor de onderlinge verbinding tussen wijken.

Als dit onveranderd blijft, zullen omwonenden over de nieuwe extra hekken moeten klimmen en door de plantages moeten lopen om bij de lokale parkeerplaatsen of winkels aan de boulevard te komen.

Onze vragen zijn als volgt:

- Is de gemeente op de hoogte gesteld van deze werkzaamheden en de begin- en einddatum?
- Ken je de reden en het doel van dit werk?
- Is er een buurtonderzoek en vergunning ingediend voor dit werk?
- Hebt u plannen met de uitgevoerde werkzaamheden en informatie over de locatie van deze parkeerplaats?
- Is het verminderen van de trillingen die de tram veroorzaakt een van de doelstellingen van dit werk?
- Is het Gewest van plan van deze gelegenheid gebruik te maken om het samenleven van voetgangers en het fietspad in dit gebied te verbeteren?
- Zal de regio deze werkzaamheden aangrijpen om door te gaan naar de kruising

Herrmann-Debroux en het fietspad eindelijk veiliger te maken op deze punten, waar het niet duidelijk is of de tramsporen dag of nacht worden gekruist?

- Zullen er harde oversteekplaatsen worden onderhouden om het oversteken voor voetgangers te vergemakkelijken?
- Zal de nieuwe ontwikkeling de hoeveelheid bodemafdekking in dit gebied verminderen?

Hartelijk dank

Marc Vandame en Mathieu Poma.

• **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Raadsleden,

Ten eerste is de Vorstlaan een gewestweg onder de verantwoordelijkheid van Brussel Mobiliteit. Zoals nog al te vaak gebeurt, wordt de gemeente niet op de hoogte gebracht van de aard van projecten die plaatsvinden op een gewestweg. We ontvangen een zeer simplistische kennisgeving over de aard van de werken, maar geen andere informatie. In uw geval vermeldde de kennisgeving "beplantingswerkzaamheden".

Om uw vragen te kunnen beantwoorden, moest ik dus contact opnemen met Brussel Mobiliteit in de hoop een antwoord te krijgen. Want ook hier, en dat betreurt ik al jaren, zijn communicatie en antwoorden op vragen van lokale overheden niet de sterkste kant van deze gewestelijke administratie. Er waren verschillende herinneringen nodig voordat we eindelijk de informatie kregen die we nodig hadden om u te antwoorden.

De werkzaamheden bestaan uit het vervangen van het dolomiet door open grond en het planten van struiken en lage vegetatie tussen de bomen, evenals het vervangen van het ondoordringbare oppervlak door een doordringbaar oppervlak (betonplaten en graszoden) voor de parkeerplaatsen. Aan de kant van de 2 bermen worden comfortstroken aangelegd voor het uitstappen van passagiers. Het centrale voetpad en een uitvoegstrook voor voertuigen aan de zijkant van elke berm worden bestraat. De werkzaamheden zijn in november begonnen en zullen de komende dagen worden afgerond. Ik kan je de plattegrond bezorgen als je dat wilt.

Het doel van dit project is om de bodem te ontwateren. Meer dan 2.000 m<sup>2</sup> zal worden gedemineraliseerd en dus permeabiliseerd. Daarnaast zal regenwater dat op een ongeveer even groot extra oppervlak valt (centrale loopbrug + 2 passagierslosstroken) ook worden omgeleid naar de permeabele gebieden, zodat het kan worden geïnfiltreerd. Deze werken zijn echter niet bedoeld om de trillingen die u noemt te verminderen.

Voor deze werken is geen stedenbouwkundige vergunning nodig, die dan ook niet werd aangevraagd. Er werd wel een werkvergunning aangevraagd en verkregen bij de Coördinatiecommissie van de Bouwplaatsen

Wat uw vragen over het fietspad betreft, heb ik geen informatie ontvangen over een mogelijk toekomstig project. De gemeente heeft al verschillende verzoeken ingediend bij de regio om dit gebied opnieuw in te richten zodat voetgangers en fietsers de weg gemakkelijker kunnen delen en het voor fietsers veiliger wordt om de kruispunt Herrmann-Debroux over te steken, maar we moeten vaststellen dat dit geen prioriteit lijkt te zijn voor het Gewest.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

**Question orale de Madame Valérie Locatelli (Liste de la Bourgmestre) : squat avenue de Beaulieu**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Échevins,  
Chers Collègues,

Depuis quelques semaines un nouveau squat s'est installé dans un bâtiment qui était anciennement occupé par la communauté européenne avenue de Beaulieu, malgré l'évacuation d'un autre squat dans les environs.

Les riverains partagent leurs inquiétudes sur les réseaux sociaux en ce qui concerne leur sentiment d'insécurité et de salubrité du lieu. Les habitants se posent beaucoup de questions depuis le récent départ du Samusocial, et l'enchaînement des squats dans le quartier.

Nos questions sont les suivantes :

1. Pourriez-vous nous faire un bilan de la situation à date ?
2. La commune a-t-elle déjà été en contact avec les propriétaires concernant ce squat ? Si oui, quelles actions a-t-il ou va-t-il mettre en place ?
3. Indépendamment du propriétaire, quelles actions la commune a-t-elle mis en place ?
4. A plus long terme, quel est le devenir de ce bâtiment et comment pourrions-nous éviter que la situation ne se répète à d'autres bâtiments du quartier ?
5. De façon générale, quelles sont les procédures lorsqu'un propriétaire est squatté ?

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :**

Madame la Conseillère,

Je vous remercie pour votre question.

Je vous confirme que fin novembre j'ai eu connaissance de ce squat. La Commune a très rapidement pris contact avec le propriétaire qui a agi, il faut le reconnaître, avec beaucoup de diligence. En effet, dès le 10 décembre 2024, il obtenait du président du Tribunal de première instance de Bruxelles une ordonnance d'expulsion de l'immeuble.

En parfaite collaboration avec lui, la zone de police et les services communaux, l'évacuation de l'immeuble a été fixée au mercredi 8 janvier 2025. Ce délai de près d'un mois entre le prononcé du jugement et l'expulsion s'explique à la fois par la nécessité d'avoir les effectifs, singulièrement de police, suffisants et est mis également à profit pour prévenir les squatters de l'expulsion et maximiser leurs chances d'être relogés dans un centre d'urgence.

Le 8 janvier, l'évacuation de l'immeuble a donc eu lieu, sans heurts ni violence, après plusieurs propositions de relogements, toutes refusées.

Au cours de ce squat, comme dans les situations similaires, la Commune a maintenu une pression constante sur le propriétaire de l'immeuble afin qu'il agisse rapidement pour obtenir les autorisations juridiques permettant de mettre fin à l'occupation illégale. Les services communaux ont également insisté dans les échanges avec lui pour qu'il prenne toutes les mesures utiles afin d'empêcher toute nouvelle intrusion de l'immeuble (emmurement, service de gardiennage, ...).

J'ai par ailleurs personnellement demandé aux services de police d'effectuer des rondes quotidiennes dans le quartier afin d'éviter tout déplacement dudit squat dans les autres immeubles du quartier. À cet égard, les propriétaires de ces (autres) immeubles vides ont également été avertis de l'existence du squat de l'avenue Beaulieu 33 et ont été invités, préalablement à l'expulsion, à prendre eux aussi toutes

les mesures utiles afin de sécuriser au maximum leurs différents immeubles. Il est aussi régulièrement rappelé à ces propriétaires d'immeubles de bureaux inoccupés que la meilleure manière d'éviter une occupation illégale consiste à envisager justement une occupation, fut-ce temporaire, des bâtiments par des organisations ou des associations. Une telle occupation (organisée) permet au propriétaire d'avoir le temps pour réfléchir à la nouvelle occupation qu'il entend donner à son bien et obtenir le cas échéant les autorisations requises. Les services communaux renvoient alors (notamment) à perspective.brussels (guichet régional des occupations temporaires). La procédure varie au cas par cas par ailleurs, en fonction de l'identité du propriétaire, de sa bonne volonté à agir rapidement, de l'état du bâtiment squatté et donc des dangers éventuels encourus par les squatteurs. Dans tous les cas nous multiplions les démarches pour reloger les personnes mais il faut reconnaître que nous essayons le plus souvent des refus.

Le Conseil prend acte.

---

### Secretariaat

#### **Mondelinge vraag van mevrouw Valérie Locatelli (Liste de la Bourgmestre): kraken bij de Beaulieuiaan**

Meneer de voorzitter,  
Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van de Raad,  
Beste collega's,

In de afgelopen weken heeft een nieuw kraakpand zijn intrek genomen in een gebouw dat voorheen werd gebruikt door de Europese Gemeenschap aan de Beaulieuiaan, ondanks de ontruiming van een ander kraakpand in de buurt.

Buurtbewoners delen hun zorgen op sociale netwerken over hun gevoel van onveiligheid en de gezondheid van de buurt. Bewoners stellen veel vragen sinds het recente vertrek van Samusocial en de opeenvolging van kraakpanden in de buurt.

Onze vragen zijn als volgt:

1. Kunt u ons een update geven van de situatie tot nu toe?
2. Heeft de gemeente al contact gehad met de eigenaars over dit kraakpand? Zo ja, welke actie heeft zij ondernomen of zal zij ondernemen?
3. Welke acties heeft de gemeente ondernomen, onafhankelijk van de eigenaar?
4. Wat is op de langere termijn de toekomst van dit gebouw en hoe kunnen we een herhaling van de situatie in andere gebouwen in de wijk voorkomen?
5. Wat zijn in het algemeen de procedures wanneer een huiseigenaar wordt gekraakt?

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:**

Raadslid,  
Bedankt voor je vraag.

Ik kan bevestigen dat ik eind november op de hoogte was van dit kraakpand. De gemeente heeft zeer snel contact opgenomen met de eigenaar, die weliswaar zeer voortvarend te werk is gegaan. Op 10 december 2024 kreeg hij een bevel tot uitzetting van de voorzitter van de Brusselse rechtbank van eerste aanleg.

In nauwe samenwerking met hem, de politie en de gemeentelijke diensten is de ontruiming van het gebouw gepland voor woensdag 8 januari 2025. Deze vertraging van bijna een maand tussen de uitspraak en de ontruiming wordt niet alleen verklaard door de noodzaak om voldoende mankracht te hebben, met name politiemensen, maar wordt ook gebruikt om de krakers te waarschuwen voor de ontruiming en hun kansen



op herhuisvesting in een noodcentrum te maximaliseren.

Op 8 januari werd het gebouw ontruimd, zonder conflicten of geweld, nadat verschillende aanbiedingen voor herhuisvesting waren geweigerd.

Tijdens deze kraak heeft de gemeente, net als in gelijkaardige situaties, voortdurend druk uitgeoefend op de eigenaar van het gebouw om snel de nodige wettelijke vergunningen te verkrijgen om een einde te maken aan de illegale bezetting. In gesprekken met de eigenaar drongen de gemeentelijke diensten er ook op aan dat hij alle nodige maatregelen zou nemen om te voorkomen dat het gebouw verder zou worden betreden (afsluiten, bewakingsdienst, enz.).

Ik heb de politie ook persoonlijk gevraagd om dagelijks in het gebied te patrouilleren om te voorkomen dat het kraakpand zich naar andere gebouwen in de omgeving verplaatst. In dit verband zijn ook de eigenaars van deze (andere) leegstaande gebouwen op de hoogte gebracht van het bestaan van het kraakpand aan de Beaulieu laan 33 en is hen verzocht om voorafgaand aan de ontruiming alle nodige maatregelen te nemen om hun gebouwen zoveel mogelijk te beveiligen. Eigenaars van leegstaande kantoorgebouwen worden er ook regelmatig aan herinnerd dat de beste manier om illegale bezetting te voorkomen is om te overwegen de gebouwen, zij het tijdelijk, te laten bewonen door organisaties of verenigingen. Een dergelijke (georganiseerde) bezetting geeft de eigenaar de tijd om na te denken over het nieuwe gebruik dat hij aan zijn eigendom wil geven en om de nodige vergunningen te verkrijgen. De gemeentelijke diensten verwijzen de eigenaar dan door naar perspective.brussels (het regionale kantoor voor tijdelijke bewoning).

De procedure varieert van geval tot geval, afhankelijk van de identiteit van de eigenaar, de bereidheid van de eigenaar om snel te handelen, de staat van het gekraakte gebouw en de mogelijke gevaren voor de krakers. In alle gevallen doen we ons uiterste best om mensen te herhuisvesten, maar het moet gezegd worden dat we meestal worden afgewezen.

De Raad neemt akte.

---

30.01.2025/A/0024

**Secrétariat**

**Question orale de Monsieur Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) :  
l'accessibilité cycliste et piétonnes des infrastructures sportives de l'ADEPS et du  
stade communal**

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Le 12 décembre, les médias faisaient un sujet sur l'accessibilité cycliste du centre ADEPS de la Forêt de Soignes, mettant en avant la dangerosité bien connue de l'endroit. Si les médias ont illustré cette dangerosité dans le sens de la montée, nous pourrions rajouter celle du sens de la descente, obligeant les cyclistes à un long détour, avec du relief, ou à passer par le trottoir, ce qui les met en infractions et en conflit avec les autres usagers du trottoir. Au-delà de l'ADEPS, nous pourrions citer la Maison des Jeunes ou tout simplement les résidents de ce quartier comme autres victimes de la situation.

De l'autre côté de l'autoroute, se trouve le stade communal. Les habitants d'Auderghem réclament depuis de nombreuses années une amélioration de l'accessibilité piétonne de ce dernier, ou du haut du site du Rouge Cloître, ainsi que des aménagements pour réduire les conflits entre cyclistes et piétons. Force est de

constater que rien n'a été fait depuis lors, et que la situation n'en est devenue que plus dangereuse avec l'augmentation du trafic cycliste (que nous approuvons). L'aménagement bienvenu d'infrastructures cyclables à Jesus-Eik va encore exacerber le problème.

Nous comprenons que la voirie est régionale, et que les moyens d'action de la commune sont limités, mais nos questions sont les suivantes, pour chacun des deux sujets mentionnés : :

- Quelles sont les démarches qui ont été entamées par la Commune auprès des cabinets compétents et de Bruxelles-Mobilité pour le stade communal, et plus récemment pour l'ADEPS ?
- Quelles ont été les réponses de ces derniers ?
- La commune a-t-elle fait une proposition de piste cyclable pour apaiser ces tensions entre les usagers ? Un passage bien aménagé et indiqué par la rue Chaudron serait-il une alternative possible ?
- Une action complémentaire est-elle envisagée ?

En vous remerciant

Mathieu Poma

**Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Monsieur le Conseiller,

Merci pour votre question qui me permet de revenir sur un dossier qui date déjà d'il y a quelques années. Nous avons en effet déjà interpellé les autorités régionales à de nombreuses reprises à propos de la dangerosité des lieux.

Je me permettrai de rappeler en préambule que, quelle que soit la configuration des lieux en l'absence de piste cyclable ou de marquage au sol, les cyclistes doivent rouler sur la chaussée et non sur le trottoir. Cette situation est absolument anormale alors qu'il existe des raisons évidentes pour offrir une meilleure sécurité aux cyclistes.

L'historique du dossier est le suivant. La dangerosité de la circulation des cyclistes dans le sens de la montée allant d'Herrmann-Debroux vers l'Adeps a été signalée dès 2022, lors d'une réunion entre la Ministre bruxelloise de la Mobilité, la Bourgmestre et l'Echevin de la Mobilité.

Le dossier n'a pas bougé jusqu'au début de l'année dernière, lorsque le directeur du Centre sportif de la Forêt de Soignes a pris contact avec l'Echevin et avec le cabinet. Fin mars 2024, le Cabinet a reconnu que, pour de multiples raisons (manque d'effectif, interaction avec le PAD...) Bruxelles Mobilité n'avait pas pu porter attention au dossier.

Le 28 mai 2024, une réunion a eu lieu via Teams entre le Cabinet et la commune. A l'issue de cette réunion, deux pistes avaient été dégagées :

- soit placer des chevrons (des marquages au sol) sur la chaussée afin d'informer les automobilistes de la présence de cyclistes
- soit installer une véritable piste cyclable, solution qui avait la préférence du cabinet. Celle-ci nécessiterait cependant un permis, une enquête et des aménagements conséquents, donc des délais plus importants.

Un accord était finalement intervenu pour placer dans un premier temps rapidement des chevrons, une solution qui avait également les faveurs de l'Adeps. Depuis, nous n'avons cependant reçu aucune nouvelle du cabinet et la situation est restée en l'état malgré plusieurs rappels et échanges de mails.

Pour information, il y a une dizaine d'années, un projet de piste cyclable avait déjà été préparé par Bruxelles Mobilité, mais il était resté dans les cartons. Ce projet visait à établir une piste cyclable le long du trottoir entre le carrefour Herrmann-Debroux et l'Adeps tout en maintenant les deux bandes de circulation actuelles. Cet aménagement

aurait également le mérite de sécuriser les piétons qui doivent actuellement marcher sur un étroit trottoir entre l'avenue des Frères Goemaere et l'avenue François-Elie Van Elderen. Pour permettre cet aménagement sans réduire l'espace dévolu aux piétons, il fallait « mordre » légèrement sur la largeur du parking sous le viaduc et sur la berme plantée au-delà du carrefour avec la chaussée de Wavre.

C'est probablement parce que rien ne bougeait que le directeur du Centre sportif a repris contact avec la presse, qui s'est fait l'écho de sa préoccupation.

La commune pourrait-elle se charger elle-même d'installer sur cette voirie régionale un marquage au sol sous forme de chevrons ? Nous ne le considérons pas comme pas une option, en raison du risque de contestation par la Région et du coût d'une telle installation (il faudrait placer du thermocollé sur longue distance parce que la peinture ne tiendrait pas longtemps sur une voirie aussi fréquentée).

En ce qui concerne maintenant la piste bidirectionnelle et le trottoir du côté du stade communal, nous avons aussi interpellé plusieurs fois la Région sur ce point en insistant sur le fait que cet aménagement était intenable à terme et qu'il fallait le repenser. Mais là aussi, nos demandes sont restées lettre morte. A noter que, même si cela implique la cohabitation dangereuse avec les piétons et une remontée du côté de l'Adeps, l'usage de cette piste est cependant une alternative à la montée par l'autre côté.

Vous évoquez l'utilisation de l'avenue Chaudron. C'est évidemment possible pour les cyclistes qui le souhaitent, mais le trajet est allongé puisqu'il faut de toute façon entrer au Centre sportif par l'avant du bâtiment. Il présente en outre une déclivité plus importante et implique de rouler à contresens dans l'avenue Hugo Van der Goes.

Enfin, ce qui concerne les actions à prendre, nous n'avons d'autre choix que de relancer une nouvelle fois de manière officielle le cabinet régional de la Mobilité pour demander a minima le placement en urgence de chevrons au sol dans le sens de la montée Herrmann-Debroux vers l'Adeps et la réalisation du projet de piste cyclable existant dans les cartons de Bruxelles-Mobilité. Et c'est ce que nous allons faire.

Monsieur le Conseiller, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

---

### **Secretariaat**

#### **Mondelinge vraag van de Heer Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre): fiets- en voetgangerstoegang tot de sportfaciliteiten van ADEPS en het gemeentelijk stadion**

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de burgemeester,

Dames en heren, leden van de Raad.

Beste collega's, beste publiek,

Op 12 december publiceerden de media een verhaal over de fietstoegang tot het ADEPS-centrum in het Zoniënwoud, waarin de aandacht werd gevestigd op het notoir gevaarlijke karakter van het gebied. Als de media dit gevaar in bergopwaartse richting illustreerden, zouden we het gevaar in bergafwaartse richting kunnen toevoegen, waardoor fietsers gedwongen worden lange omwegen te maken, met reliëf, of over het trottoir te gaan, waardoor ze in overtreding zijn en in conflict komen met andere gebruikers van het trottoir. Naast ADEPS zouden we het Jeugdhuis of gewoon de bewoners van dit gebied kunnen noemen als andere slachtoffers van de situatie.

Aan de andere kant van de snelweg ligt het gemeentelijk stadion. Al jaren vragen de inwoners van Oudergem om de toegang voor voetgangers tot het stadion en tot het dak van de Rood-Klooster te verbeteren en om maatregelen om de conflicten tussen fietsers en voetgangers te verminderen. Het moet gezegd worden dat er sindsdien niets is gedaan en dat de situatie alleen maar gevaarlijker is geworden door de toename van

het fietsverkeer (waar we het mee eens zijn). De welkome ontwikkeling van fietsinfrastructuur bij Jesus-Eik zal het probleem nog verergeren.

We begrijpen dat wegen een regionale aangelegenheid zijn en dat de actiemiddelen van de gemeente beperkt zijn, maar onze vragen zijn als volgt, voor elk van de twee genoemde onderwerpen: :

- Welke stappen heeft de gemeente ondernomen met de relevante agentschappen en Brussel Mobiliteit voor het gemeentelijk stadion, en meer recentelijk voor ADEPS?
- Wat waren hun reacties?
- Heeft de gemeente een voorstel gedaan voor een fietspad om de spanning tussen de gebruikers te verminderen? Zou een goed ontwikkelde en bewegwijzerde oversteek via de Chaudronlaan een mogelijk alternatief zijn?
- Is er verdere actie gepland?

Hartelijk dank  
Mathieu Poma

• **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen :**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag, die mij de gelegenheid geeft om terug te komen op een kwestie die al enkele jaren speelt. We hebben de regionale autoriteiten al een aantal keer ingeschakeld in verband met de gevaarlijke aard van de locatie.

Om te beginnen wil ik erop wijzen dat, ongeacht de configuratie van het terrein, als er geen fietspad of wegmarkering is, fietsers op de rijbaan moeten rijden en niet op het trottoir. Deze situatie is volstrekt abnormaal, ook al zijn er duidelijke redenen om de veiligheid voor fietsers te verbeteren.

De achtergrond van het project is als volgt. Het gevaar van fietsers die bergopwaarts gaan vanaf Herrmann-Debroux richting Adeps werd al in 2022 aangekaart tijdens een vergadering tussen de Brusselse minister van Mobiliteit, de burgemeester en de schepen van Mobiliteit.

Het dossier bleef ongewijzigd tot begin vorig jaar, toen de directeur van het Sportcentrum van Zoniënwood contact opnam met de schepen en het kabinet. Eind maart 2024 erkende het kabinet dat Brussel Mobiliteit om verschillende redenen (gebrek aan mankracht, interactie met de RPA, ...) geen aandacht had kunnen besteden aan het dossier.

Op 28 mei 2024 vond er via Teams een gesprek plaats tussen het kabinet en de gemeente. Aan het eind van deze bijeenkomst zijn twee wegen geïdentificeerd:

- het plaatsen van chevrons (wegmarkeringen) op de weg om automobilisten te informeren over de aanwezigheid van fietsers; of
- of een echt fietspad aanleggen, waar het bedrijf de voorkeur aan gaf. Dit laatste zou echter een vergunning, een onderzoek en grote verbeteringen vereisen, en zou daarom meer tijd in beslag nemen.

Er werd uiteindelijk een overeenkomst bereikt om in eerste instantie snel chevrons te plaatsen, een oplossing die ook de voorkeur had van Adeps. Sindsdien hebben we echter geen nieuws meer ontvangen van de firma en de situatie is onveranderd gebleven ondanks verschillende herinneringen en uitwisselingen van e-mails.

Ter informatie: ongeveer tien jaar geleden werd er al een fietspadproject voorbereid door Brussel Mobiliteit, maar dat werd opgeschort. Het doel van het project was om een fietspad aan te leggen langs het trottoir tussen het kruispunt Herrmann-Debroux en Adeps, met behoud van de twee bestaande rijbanen. Deze ontwikkeling zou het ook veiliger maken voor voetgangers, die momenteel over een smal voetpad tussen de Gebroeders Goemaerelaan en de François-Elie Van Elderenlaan moeten lopen. Om dit

mogelijk te maken zonder de beschikbare ruimte voor voetgangers te verminderen, zou de breedte van de parking onder het viaduct en de beplante berm voorbij het kruispunt met de Waversesteenweg iets moeten worden "ingekort".

Het was waarschijnlijk omdat er niets gebeurde dat de directeur van het sportcentrum weer contact opnam met de pers, die zijn bezorgdheid herhaalde.

Zou de lokale overheid zelf chevronmarkeringen kunnen aanbrengen op deze regionale wegen? We zien dit niet als een optie, vanwege het risico dat de regio dit aanvecht en de kosten van een dergelijke installatie (de hitteverzegelde verf zou over een lange afstand moeten worden aangebracht, omdat de verf niet lang houdbaar zou zijn op zo'n drukke weg).

Wat de tweerichtingsbaan en het trottoir aan de kant van het gemeentelijk stadion betreft, hebben we het Gewest ook meermaals op dit punt aangesproken en erop aangedrongen dat deze regeling op lange termijn onhoudbaar was en dat er opnieuw over nagedacht moest worden. Maar ook hier is geen gehoor gegeven aan onze verzoeken. Het is vermeldenswaard dat het gebruik van dit pad, ook al betekent het gevaarlijk samenleven met voetgangers en een klim bergop aan de kant van de Adeps, toch een alternatief is voor de andere kant.

U noemde het gebruik van de Chaudronlaan. Dit is natuurlijk mogelijk voor fietsers die dat willen, maar de route is langer omdat je het Sportcentrum toch aan de voorkant van het gebouw in moet. Het heeft ook een steilere helling en je moet tegen de verkeersstroom in fietsen op de Hugo Van der Goeslaan.

Tot slot, wat de te ondernemen actie betreft, kunnen we niet anders dan opnieuw een officieel verzoek indienen bij het gewestelijke bureau Mobiliteit, om op zijn minst dringend chevrons op de grond te plaatsen in de richting van de Montée Herrmann-Debroux richting Adeps, en om het fietspadenproject uit te voeren dat al in de dossiers van Brussel-Mobiliteit staat. En dat gaan we doen.

Raadslid, ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

---

30.01.2025/A/0025

**Secrétariat**

**Question orale de Mesdames Élise Willame et Noémie Dekoninck (ECOLOGROEN) : piste cyclable ADEPS**

Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,  
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,  
Cher public,

En décembre dernier, un reportage mettant en avant la dangerosité de l'itinéraire reliant le rond-point Hermann Debroux et l'Adeps a été diffusé par une chaîne locale.

On peut le dire, la situation est accidentogène : proximité immédiate de l'autoroute sans séparation, pas de marquage au sol, mauvais éclairage... La plupart des cyclistes estiment qu'ils font tout pour ne pas utiliser cet itinéraire.

Cette dangerosité avait d'ailleurs été une nouvelle fois mise en avant lors de la balade exploratoire organisée par le GRACQ durant la campagne électorale.

Selon nos informations, aucune demande de la commune n'a été introduite auprès du cabinet de la Ministre de la mobilité. Il aura fallu attendre une intervention de la presse pour que la situation soit prise au sérieux.

Selon nous, il est urgent de trouver une solution qui permette un acheminement des cyclistes en sécurité dans leur trajet vers l'ADEPS.

Nos questions sont les suivantes :

- Quelles sont les propositions mises sur le table de la part de la commune pour sécuriser cet itinéraire et dans quel délai ?
- Pouvez-vous vous engager à introduire une demande officielle à la Région et au cabinet de la Ministre de la mobilité pour la mise en place d'une piste cyclable sécurisée ?

Pour le groupe Ecolo-Groen  
Élise Willame et Noémie Dekoninck

**Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Mesdames les conseillères,

Merci pour votre question qui me permet de revenir sur un dossier qui date déjà d'il y a quelques années. Nous avons en effet déjà interpellé les autorités régionales à de nombreuses reprises à propos de la dangerosité des lieux.

Je me permettrai de rappeler en préambule que, quelle que soit la configuration des lieux en l'absence de piste cyclable ou de marquage au sol, les cyclistes doivent rouler sur la chaussée et non sur le trottoir. Cette situation est absolument anormale alors qu'il existe des raisons évidentes pour offrir une meilleure sécurité aux cyclistes.

L'historique du dossier est le suivant. La dangerosité de la circulation des cyclistes dans le sens de la montée allant d'Herrmann-Debroux vers l'Adeps a été signalée dès 2022, lors d'une réunion entre la Ministre bruxelloise de la Mobilité, la Bourgmestre et l'Echevin de la Mobilité.

Le dossier n'a pas bougé jusqu'au début de l'année dernière, lorsque le directeur du Centre sportif de la Forêt de Soignes a pris contact avec l'Echevin et avec le cabinet. Fin mars 2024, le Cabinet a reconnu que, pour de multiples raisons (manque d'effectif, interaction avec le PAD...) Bruxelles Mobilité n'avait pas pu porter attention au dossier.

Le 28 mai 2024, une réunion a eu lieu via Teams entre le Cabinet et la commune. A l'issue de cette réunion, deux pistes avaient été dégagées :

- soit placer des chevrons (des marquages au sol) sur la chaussée afin d'informer les automobilistes de la présence de cyclistes
- soit installer une véritable piste cyclable, solution qui avait la préférence du cabinet. Celle-ci nécessiterait cependant un permis, une enquête et des aménagements conséquents, donc des délais plus importants.

Un accord était finalement intervenu pour placer dans un premier temps rapidement des chevrons, une solution qui avait également les faveurs de l'Adeps. Depuis, nous n'avons cependant reçu aucune nouvelle du cabinet et la situation est restée en l'état malgré plusieurs rappels et échanges de mails.

Pour information, il y a une dizaine d'années, un projet de piste cyclable avait déjà été préparé par Bruxelles Mobilité, mais il était resté dans les cartons. Ce projet visait à établir une piste cyclable le long du trottoir entre le carrefour Herrmann-Debroux et l'Adeps tout en maintenant les deux bandes de circulation actuelles. Cet aménagement aurait également le mérite de sécuriser les piétons qui doivent actuellement marcher sur un étroit trottoir entre l'avenue des Frères Goemaere et l'avenue François-Elie Van Elderen. Pour permettre cet aménagement sans réduire l'espace dévolu aux piétons, il fallait « mordre » légèrement sur la largeur du parking sous le viaduc et sur la berme plantée au-delà du carrefour avec la chaussée de Wavre.

C'est probablement parce que rien ne bougeait que le directeur du Centre sportif a repris contact avec la presse, qui s'est fait l'écho de sa préoccupation.

La commune pourrait-elle se charger elle-même d'installer sur cette voirie régionale un marquage au sol sous forme de chevrons ? Nous ne le considérons pas comme pas une option, en raison du risque de contestation par la Région et du coût d'une telle installation (il faudrait placer du thermocollé sur longue distance parce que la peinture

ne tiendrait pas longtemps sur une voirie aussi fréquentée).

En ce qui concerne maintenant la piste bidirectionnelle et le trottoir du côté du stade communal, nous avons aussi interpellé plusieurs fois la Région sur ce point en insistant sur le fait que cet aménagement était intenable à terme et qu'il fallait le repenser. Mais là aussi, nos demandes sont restées lettre morte. A noter que, même si cela implique la cohabitation dangereuse avec les piétons et une remontée du côté de l'Adeps, l'usage de cette piste est cependant une alternative à la montée par l'autre côté.

Vous évoquez l'utilisation de l'avenue Chaudron. C'est évidemment possible pour les cyclistes qui le souhaitent, mais le trajet est allongé puisqu'il faut de toute façon entrer au Centre sportif par l'avant du bâtiment. Il présente en outre une déclivité plus importante et implique de rouler à contresens dans l'avenue Hugo Van der Goes.

Enfin, ce qui concerne les actions à prendre, nous n'avons d'autre choix que de relancer une nouvelle fois de manière officielle le cabinet régional de la Mobilité pour demander à minima le placement en urgence de chevrons au sol dans le sens de la montée Herrmann-Debroux vers l'Adeps et la réalisation du projet de piste cyclable existant dans les cartons de Bruxelles-Mobilité. Et c'est ce que nous allons faire.

Mesdames les conseillères, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

---

#### **Secretariaat**

#### **Mondelinge vraag van Élise Willame et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN): ADEPS-fietspad**

Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van het College,  
Dames en heren van de raad van bestuur,  
Geacht publiek,

Afgelopen december heeft een lokale zender een reportage uitgezonden over de gevaren van de route tussen de kruispunt Hermann Debroux en Adeps.

We kunnen wel zeggen dat de situatie erg ongevalgevoelig is: onmiddellijke nabijheid van de snelweg zonder scheiding, geen wegmarkeringen, slechte verlichting, etc. De meeste fietsers hebben het gevoel dat ze er alles aan doen om deze route niet te gebruiken.

Dit gevaar kwam opnieuw naar voren tijdens de verkenningwandeling die GRACQ tijdens de verkiezingscampagne organiseerde.

Volgens onze informatie werd er geen verzoek van de gemeente ingediend bij het kabinet van de minister van Mobiliteit. Pas toen de pers tussenbeide kwam, werd de situatie ernstig genomen.

Wij vinden dat er dringend een oplossing moet komen om fietsers veilig naar ADEPS te brengen.

Onze vragen zijn als volgt:

- Welke voorstellen heeft de lokale overheid om deze route veiliger te maken, en hoe snel?
- Kunt u zich ertoe verbinden een officiële aanvraag in te dienen bij het Gewest en het kabinet van de minister van Mobiliteit voor de aanleg van een veilig fietspad?

Voor de Groep Ecolo-Groen  
Élise Willame en Noémie Dekoninck

- **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen :**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag, die mij de gelegenheid geeft om terug te komen op een kwestie die al enkele jaren speelt. We hebben de regionale autoriteiten al een aantal keer ingeschakeld in verband met de gevaarlijke aard van de locatie.

Om te beginnen wil ik erop wijzen dat, ongeacht de configuratie van het terrein, als er geen fietspad of wegmarkering is, fietsers op de rijbaan moeten rijden en niet op het trottoir. Deze situatie is volstrekt abnormaal, ook al zijn er duidelijke redenen om de veiligheid voor fietsers te verbeteren.

De achtergrond van het project is als volgt. Het gevaar van fietsers die bergopwaarts gaan vanaf Herrmann-Debroux richting Adeps werd al in 2022 aangekaart tijdens een vergadering tussen de Brusselse minister van Mobiliteit, de burgemeester en de schepen van Mobiliteit.

Het dossier bleef ongewijzigd tot begin vorig jaar, toen de directeur van het Sportcentrum van Zoniënwood contact opnam met de schepen en het kabinet. Eind maart 2024 erkende het kabinet dat Brussel Mobiliteit om verschillende redenen (gebrek aan mankracht, interactie met de RPA, ...) geen aandacht had kunnen besteden aan het dossier.

Op 28 mei 2024 vond er via Teams een gesprek plaats tussen het kabinet en de gemeente. Aan het eind van deze bijeenkomst zijn twee wegen geïdentificeerd:

- het plaatsen van chevrons (wegmarkeringen) op de weg om automobilisten te informeren over de aanwezigheid van fietsers; of
- of een echt fietspad aanleggen, waar het bedrijf de voorkeur aan gaf. Dit laatste zou echter een vergunning, een onderzoek en grote verbeteringen vereisen, en zou daarom meer tijd in beslag nemen.

Er werd uiteindelijk een overeenkomst bereikt om in eerste instantie snel chevrons te plaatsen, een oplossing die ook de voorkeur had van Adeps. Sindsdien hebben we echter geen nieuws meer ontvangen van de firma en de situatie is onveranderd gebleven ondanks verschillende herinneringen en uitwisselingen van e-mails.

Ter informatie: ongeveer tien jaar geleden werd er al een fietspadproject voorbereid door Brussel Mobiliteit, maar dat werd opgeschort. Het doel van het project was om een fietspad aan te leggen langs het trottoir tussen het kruispunt Herrmann-Debroux en Adeps, met behoud van de twee bestaande rijbanen. Deze ontwikkeling zou het ook veiliger maken voor voetgangers, die momenteel over een smal voetpad tussen de Gebroeders Goemaerlaan en de François-Elie Van Elderenlaan moeten lopen. Om dit mogelijk te maken zonder de beschikbare ruimte voor voetgangers te verminderen, zou de breedte van de parking onder het viaduct en de beplante berm voorbij het kruispunt met de Waverssesteenweg iets moeten worden "ingekort".

Het was waarschijnlijk omdat er niets gebeurde dat de directeur van het sportcentrum weer contact opnam met de pers, die zijn bezorgdheid herhaalde.

Zou de lokale overheid zelf chevronmarkeringen kunnen aanbrengen op deze regionale wegen? We zien dit niet als een optie, vanwege het risico dat de regio dit aanvecht en de kosten van een dergelijke installatie (de hitteverzegelde verf zou over een lange afstand moeten worden aangebracht, omdat de verf niet lang houdbaar zou zijn op zo'n drukke weg).

Wat de tweerichtingsbaan en het trottoir aan de kant van het gemeentelijk stadion betreft, hebben we het Gewest ook meermaals op dit punt aangesproken en erop aangedrongen dat deze regeling op lange termijn onhoudbaar was en dat er opnieuw over nagedacht moest worden. Maar ook hier is geen gehoor gegeven aan onze verzoeken. Het is vermeldenswaard dat het gebruik van dit pad, ook al betekent het gevaarlijk samenleven met voetgangers en een klim bergop aan de kant van de Adeps, toch een alternatief is voor de andere kant.

U noemde het gebruik van de Chaudronlaan. Dit is natuurlijk mogelijk voor fietsers die dat willen, maar de route is langer omdat je het Sportcentrum toch aan de voorkant



van het gebouw in moet. Het heeft ook een steilere helling en je moet tegen de verkeersstroom in fietsen op de Hugo Van der Goeslaan.

Tot slot, wat de te ondernemen actie betreft, kunnen we niet anders dan opnieuw een officieel verzoek indienen bij het gewestelijke bureau Mobiliteit, om op zijn minst dringend chevrons op de grond te plaatsen in de richting van de Montée Herrmann-Debroux richting Adeps, en om het fietspadenproject uit te voeren dat al in de dossiers van Brussel-Mobiliteit staat. En dat gaan we doen.

Raadslid, ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

---

30.01.2025/A/0026

**Secrétariat**

**Question orale de Madame Cécile Henrard (MR-Les Engagés-VLD-CDV) :  
chantier routier à Jezus-Eik**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Chers Collègues,

Comme nous l'avons déjà évoqué à plusieurs reprises ici, notre commune n'a pas été épargnée ces derniers mois par les impacts des travaux de réaménagement routier aux abords de Bruxelles. Or, nous apprenions, il y a quelques semaines, l'arrivée d'un nouveau chantier destiné à construire, notamment, deux nouveaux ponts à Jezus-Eik afin de remplacer la structure existante.

Il va sans dire que ces nouveaux travaux auront également des conséquences importantes sur le trafic routier à Auderghem. Ce d'autant plus que le calendrier annoncé indique un chevauchement de plusieurs semaines avec les travaux déjà en cours sur le Ring.

Nos questions sont donc les suivantes :

- Quelle est la position des autorités communales auderghemoises sur ce nouveau chantier ?
- Quels contacts ont été pris avec les autorités flamandes ?
- Des solutions sont-elles envisageables et/ou déjà prévues afin de minimiser l'impact sur Auderghem ?
- Quel est le timing exact prévu actuellement pour la mise en œuvre de ces travaux ?

Je vous remercie.

Cécile Henrard, conseillère communale

- **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :**

Madame la Conseillère,

Nous vous remercions pour votre question.

La commune est bien évidemment attentive à ce chantier annoncé depuis de nombreux mois. Pour rappel, ce chantier a fait l'objet d'un permis d'urbanisme délivré par la Région bruxelloise et par la Région flamande. Dans le cadre du permis d'urbanisme bruxellois, la commune avait rendu un avis défavorable pour 2 raisons principales : un impact important pour les riverains de la drève de Willerieken et le garage Mannes et parce que le dossier présenté à l'enquête publique ne portait que sur la portion bruxelloise alors que le projet global était beaucoup plus impactant et

nécessitait d'être mis à la l'enquête du côté bruxellois. Nous n'avons pas été suivi par la Région qui a remis un avis favorable. La commune a donc été en recours contre ce permis. Le 24 décembre dernier, nous avons été informés que les délais légaux du recours étaient épuisés et que ni le Gouvernement bruxellois ni le Collège d'Urbanisme ne s'étaient prononcés et que de facto la décision du fonctionnaire délégué de la Région était confirmée.

Face à cette situation et dans un esprit constructif, nous avons pris contact avec les représentants de De Werkvennootschap afin que des réponses concrètes puissent être apportées aux riverains et au garage Mannes qui subiront ces travaux pendant plusieurs mois et pour le réaménagement des voiries sur le territoire auderghemois. Une réunion est prochainement prévue et en fonction du résultat de celle-ci, nous nous réservons le droit d'aller au Conseil d'État afin de faire respecter nos droits. Je cède maintenant la parole à Madame Maelschalck pour ce qui concerne les impacts en matière de mobilité.

• **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Madame la Conseillère,

Nous sommes évidemment particulièrement attentifs au timing des différents projets en cours ou en préparation sur le Ring, au Carrefour Léonard et à Jezus Eik, ainsi qu'à l'impact inévitable qu'ils auront sur le trafic vers et en sortie d'Auderghem.

Nous sommes en contact régulier avec l'administration flamande à propos de ces projets.

Pour rappel, la commune d'Auderghem a toujours affirmé qu'il n'était pas possible de démarrer d'autres travaux tant que le tourne-à-droite et le tourne-à-gauche de et vers Waterloo sur le Ring n'était pas rétabli.

Une réunion s'est encore tenue le 12 décembre dernier entre Madame la Bourgmestre, l'Échevin de l'Urbanisme et De Werkvennootschap.

Les dernières informations dont nous disposons témoignent d'une volonté de De Werkvennootschap d'améliorer la communication entre les intervenants ainsi que la coordination des différents chantiers.

Le 24 décembre dernier, il nous a ainsi été indiqué que la fermeture pendant 4 semaines du pont qui enjambe la E411 sera coordonnée avec les travaux d'AWV (Agentschap Wegen en Verkeer) au niveau du tunnel Léonard. De Werkvennootschap déclare son intention de limiter au maximum la phase la plus gênante des travaux pour le projet Jezus Eik et de déterminer le calendrier exact de cette phase en coordination avec le chantier Léonard.

C'est ce qu'indique le communiqué de presse de Werken aan de Ring publié ce même 24 décembre. Sur le site internet du projet, il n'est plus fait mention d'une fermeture de la bretelle de sortie N°2 fin janvier (comme cela avait été annoncé initialement) mais bien après la phase impactante des travaux à Léonard. Le calendrier exact de ces travaux n'est pas encore connu.

Madame la Conseillère, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

---

**Secretariaat**

**Mondelinge vraag van mevrouw Cécile Henrard (MR-Les Engagés-VLD-CDV):  
wegwerkzaamheden bij Jezus-Eik**

Meneer de voorzitter,

Mevrouw de burgemeester,

Dames en heren van de Raad,

Beste collega's,

Zoals we hier al meermaals hebben vermeld, is onze gemeente de laatste maanden niet

gespaard gebleven van de impact van wegenwerken aan de rand van Brussel. Enkele weken geleden vernamen we de komst van een nieuwe werf voor de bouw van twee nieuwe bruggen in Jezus-Eik ter vervanging van de bestaande structuur.

Het spreekt voor zich dat deze nieuwe werken ook een grote impact zullen hebben op het wegverkeer in Oudergem. Temeer daar de aangekondigde planning een overlapping van meerdere weken aangeeft met de werken die al aan de gang zijn op de Ring.

Onze vragen zijn als volgt:

- Wat is het standpunt van de gemeente Oudergem over dit nieuwe project?
- Welke contacten zijn er gelegd met de Vlaamse autoriteiten?
- Zijn er oplossingen mogelijk en/of reeds gepland om de impact op Oudergem tot een minimum te beperken?
- Wat is het exacte tijdschema voor de uitvoering van deze werkzaamheden?

Hartelijk dank.

Cécile Henrard, gemeenteraadslid

• **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :**

Raadslid,

Bedankt voor je vraag.

De gemeente houdt dit project, dat al maanden geleden werd aangekondigd, uiteraard nauwlettend in de gaten. Ter herinnering, de stedenbouwkundige vergunning voor dit project werd zowel door het Brusselse als het Vlaamse Gewest toegekend. In het geval van de Brusselse stedenbouwkundige vergunning bracht de gemeente een ongunstig advies uit om 2 belangrijke redenen: de grote impact op de omwonenden van de Willericksedreef en de Mannes garage, en het feit dat het dossier dat ingediend werd bij het openbaar onderzoek enkel betrekking had op het Brusselse gedeelte, terwijl het totale project een veel grotere impact had en aan de Brusselse kant ingediend moest worden bij het onderzoek. We werden niet gevolgd door het Gewest, dat een gunstig advies uitbracht. De gemeente ging daarom in beroep tegen de vergunning. Op 24 december vorig jaar kregen we te horen dat de wettelijke termijnen voor het indienen van een beroep waren verstreken en dat noch de Brusselse regering noch het Stedenbouwkundig College hun advies hadden gegeven, wat betekende dat de beslissing van de gedelegeerde ambtenaar van het Gewest was bevestigd.

Geconfronteerd met deze situatie en in een constructieve geest, hebben we contact opgenomen met de vertegenwoordigers van De Werkvennootschap zodat er concrete antwoorden kunnen worden gegeven aan de buurtbewoners en de garage Mannes die gedurende meerdere maanden hinder zullen ondervinden van deze werken en voor de heraanleg van de wegen in de buurt van Oudergem. Er is een vergadering gepland voor de nabije toekomst en, afhankelijk van de uitkomst, behouden we ons het recht voor om naar de Raad van State te stappen om ervoor te zorgen dat onze rechten worden gerespecteerd.

Ik geef nu het woord aan mevrouw Maelschalck om te spreken over de gevolgen voor de mobiliteit.

• **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, lid van de gemeenteraad :**

Raadslid,

We besteden uiteraard bijzondere aandacht aan de timing van de verschillende projecten die aan de gang of in voorbereiding zijn op de Ring, bij Léonardkruispunt en bij Jezus Eik, en aan de onvermijdelijke impact die ze zullen hebben op het verkeer van en naar Oudergem.

We hebben regelmatig contact met de Vlaamse overheid over deze projecten.

Ter herinnering, de gemeente Oudergem heeft altijd volgehouden dat het niet

mogelijk was om verdere werken aan te vatten zolang de rechts- en linksafslag van en naar Waterloo op de Ring niet hersteld was.

Op 12 december vond er nog een bijeenkomst plaats tussen de burgemeester, de locoburgemeester van Ruimtelijke Ordening en De Werkvennootschap.

Uit de laatste informatie waarover we beschikken, blijkt dat De Werkvennootschap vastbesloten is de communicatie tussen de verschillende betrokken partijen en de coördinatie van de verschillende werven te verbeteren.

Op 24 december kregen we te horen dat de 4 weken durende sluiting van de brug over de E411 gecoördineerd zal worden met de werken die AWV (Agentschap Wegen en Verkeer) uitvoert aan de Leonard tunnel. De Werkvennootschap heeft de intentie uitgesproken om de meest storende fase van de werken voor het Jezus Eik project tot een minimum te beperken en de exacte timing voor deze fase te bepalen in coördinatie met de Léonard werken

Dit staat in het persbericht van Werken aan de Ring van 24 december. Op de website van het project wordt niet meer gesproken over de afsluiting van de afrit nr. 2 eind januari (zoals aanvankelijk aangekondigd), maar pas na de impactfase van de werken aan Léonard. Het exacte tijdschema voor deze werkzaamheden is nog niet bekend  
Raadslid, ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

---

30.01.2025/A/0027

**Secrétariat**

**Question orale de Madame Jany Crucifix (Liste de la Bourgmestre) : Plan « hiver » pour le soutien aux personnes sans-abri sur notre territoire**

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, Cher public,

Depuis le 7 janvier 2025, la Région Bruxelloise a décidé d'activer son plan « Froid extrême » et ce pour une période d'un mois avec possibilité de prolongation en cas de nécessité.

La commune d'Auderghem prévoit en activant son plan « Grand froid » après 3 jours sous -3 degrés, des salles où se réchauffer et d'autres actions. Des actions plus pérennes sont également entreprises par le CPAS et par les services de l'action sociale communale pour aider ceux d'entre nous qui en ont le plus besoin tout au long de l'année.

Je me permets cependant de vous interpeller concernant le plan hiver mis en place pour notre parfaite information et ce que nous pourrions faire pour accroître notre impact.

Mes questions sont les suivantes :

- Quel est le dispositif mis en place, concerté et coordonné avec les autres niveaux de pouvoir, les ASBL présentes sur notre territoire ou les communes voisines et nos services communaux, pour aider et accompagner les personnes sans-abri lors de ces périodes de grand froid ?
- Les années précédentes, à Auderghem, le plan « hiver » était activé après 3 jours sous -3 degrés, Une gradation dans les actions est-elle possible à des niveaux de températures plus élevés ou dans certaines conditions moins restrictives ?

Je vous remercie pour vos réponses et réflexions.

Jany CRUCIFIX, Conseillère communale Défi

### **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :**

Le collège a adopté en date du 19 novembre 2024 le plan Grand froid pour les personnes sans domicile durant cette période, lequel implique les mesures ci-après :

- Multiplier les interventions sur le terrain suffisamment à l'avance quand l'IRM prévoit une période de minimum 3 jours au-dessous de zéro entre le 1 décembre 2024 et le 1 mars 2025 par les "maraudes" des acteurs sociaux dans tous les quartiers d'Auderghem ainsi que par les patrouilles de police.

Il s'agit donc concrètement d'équipes de travailleurs sociaux qui circulent pour distribuer des boissons chaudes, des couvertures, des vêtements propres via la vestiboutique de la Croix-Rouge et qui informent des services d'aides disponibles (dispositifs de jour, services de santé, aides alimentaires, accueil d'urgence et de nuit) pour accompagner les personnes dans leurs démarches et pour leur trouver un centre d'hébergement d'urgence.

Ces maraudes se font en étroite collaboration avec des partenaires locaux tels que le CPAS, la Police, la Croix-Rouge d'Auderghem et l'ASBL Babel'zin.

Ils travaillent également avec des partenaires régionaux pour trouver des solutions d'hébergement d'urgence, notamment Bruss'help, le Samusocial, les maraudes de Bruxelles et Includo (service de la STIB).

Il s'agit, à court terme, de recherche de solutions d'hébergement d'urgence pour la nuit, accès à des soins et à des douches si nécessaires et à long terme d'une mise en place de solutions durables pour accompagner les personnes vers une sortie de la rue.

Les informations sur les personnes sans abri rencontrés sont transmises au Coordinateur de la Planification d'urgence qui est notre « SPOC » grand froid.

C'est le Planu qui se charge de se concerter avec les Centres d'accueil d'urgence et qui en communique la liste aux travailleurs de rue et à la police plusieurs fois par semaine.

La communication est donc transversale entre police-Planu-prévention et un groupe WA a été créé pour qu'elle soit le plus fluide possible.

Une antenne « chauffoir » est organisés par ailleurs lors de ces périodes de grand froid par l'équipe de la CEMPA au Lambin du lundi au samedi. L'information de l'existence de cette antenne est également transmise par les acteurs de terrain.

En complément, l'ASBL Babel'zin propose également un accueil en journée (sauf le samedi).

Concernant la gradation des actions selon les conditions climatiques, le plan « hiver » à Auderghem est théoriquement déclenché après trois jours consécutifs sous -3°C comme je le disais. Cependant, nos équipes interviennent dès qu'une situation de rue est signalée, indépendamment des températures.

A ce jour :

- Hormis un sdf localisé à DEMEY, qui a été finalement intégré au centre d'accueil Lemonnier, tant les rondes de police que les éducateurs de rue n'ont pas constaté de personnes en situation de péril dans les rue, la nuit, en période de grand froid
- Par ailleurs, la STIB laisse ses portes ouvertes la nuit pour que les sdf puissent se réfugier au chaud, intervenants sociaux et croix rouge prenant contact avec eux dans ce cadre sur tout le réseau.

Le Conseil prend acte.

---

**Secretariaat**

**Mondelinge vraag van mevrouw Jany Crucifix (Liste de la Bourgmestre):  
Winterplan voor steun aan daklozen in ons gebied**

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van de Raad.

Geachte collega's, Geacht publiek,

Op 7 januari 2025 besliste het Brussels Gewest om zijn "Extreme Koude"-plan te activeren voor een periode van één maand, met de mogelijkheid van een verlenging indien nodig.

De gemeente Oudergem heeft haar "Extreme Koude"-plan geactiveerd na 3 dagen onder -3 graden, door kamers ter beschikking te stellen om zich warm te houden en andere acties. Er worden ook meer permanente maatregelen genomen door het OCMW en de lokale sociale diensten om mensen die het het meest nodig hebben het hele jaar door te helpen.

Ik wil je echter vragen naar het winterplan dat is opgesteld om ons volledig op de hoogte te houden en wat we kunnen doen om onze impact te vergroten.

Ik heb de volgende vragen:

- Welke regelingen zijn er getroffen, in overleg en coördinatie met de andere bestuursniveaus, de VZW's die in ons gebied of naburige gemeenten actief zijn en onze gemeentelijke diensten, om daklozen tijdens deze perioden van extreme kou te helpen en te ondersteunen?
- De voorbije jaren werd in Oudergem het "winterplan" geactiveerd na 3 dagen onder -3 graden. Is het mogelijk om de acties op te drijven bij hogere temperaturen of in minder beperkende omstandigheden?

Bedankt voor jullie antwoorden en gedachten.

Jany CRUCIFIX, gemeenteraadslid Défi

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:**

Op 19 november 2024 heeft het college het koudweerplan voor dak- en thuislozen in deze periode vastgesteld, dat de volgende maatregelen omvat:

- De interventies op het terrein voldoende op voorhand vermenigvuldigen wanneer het KMI een periode van minstens 3 dagen onder nul voorspelt tussen 1 december 2024 en 1 maart 2025 door "plunderende" maatschappelijk werkers in alle wijken van Oudergem en door politiepatrouilles.

In de praktijk betekent dit teams van maatschappelijk werkers die warme dranken, dekens en schone kleren uitdelen via de vestiboutique van het Rode Kruis en die informatie geven over de beschikbare hulpdiensten (dagopvang, gezondheidszorg, voedselhulp, nood- en nachtopvang) om mensen te helpen met hun vragen en om noodopvang te vinden.

Deze patrouilles worden uitgevoerd in nauwe samenwerking met lokale partners zoals het OCMW, de politie, het Rode Kruis van Oudergem en de VZW Babel'zin.

Ze werken ook samen met regionale partners om noodopvang te vinden, zoals Bruss'help, Samusocial, de Brusselse straathoekwerkers en Includo (een MIVB-dienst).

Op de korte termijn is het doel om noodopvang voor de nacht te vinden, met toegang tot zorg en douches indien nodig, en op de lange termijn om duurzame oplossingen op te zetten om mensen van de straat te helpen.

Informatie over de daklozen die we tegenkomen wordt doorgegeven aan de coördinator voor noodplanning, die ons "SPOC" is voor de extreme kou.

Planu is verantwoordelijk voor de contacten met de noodopvangcentra en deelt de lijst meerdere keren per week mee aan straathoekwerkers en de politie.

De communicatie tussen politie en planu-preventie is daarom transversaal en er is een WA-groep opgericht om ervoor te zorgen dat dit zo soepel mogelijk verloopt.

Het CEMPA-team organiseert ook een "verwarmingscentrum" in Le Lambin van

maandag tot zaterdag tijdens perioden van extreme kou. Informatie over het bestaan van dit centrum wordt ook doorgegeven door de mensen die op het terrein werken. Daarnaast biedt Babel'zin VZW ook een receptiedienst overdag (behalve op zaterdag). Wat de gradatie van de acties in functie van de weersomstandigheden betreft, wordt het "winterplan" in Oudergem theoretisch geactiveerd na drie opeenvolgende dagen van minder dan -3°C, zoals ik al zei. Onze teams grijpen echter in zodra er een straatsituatie wordt gemeld, ongeacht de temperatuur.

Tot op heden :

- Met uitzondering van een dakloze die zich in DEMEY bevond en die uiteindelijk in het opvangcentrum Lemonnier werd geïntegreerd, hebben zowel de politierondes als de straathoekwerkers 's nachts geen personen in een gevaarlijke situatie op straat waargenomen tijdens perioden van extreme koude.
- Bovendien laat de MIVB haar deuren 's nachts open zodat daklozen hun toevlucht kunnen zoeken in de warmte van de lucht, waarbij maatschappelijk werkers en het Rode Kruis contact met hen opnemen via het hele netwerk.

De Raad neemt akte.

---

30.01.2025/A/0028

**Secrétariat**

**Question orale de Madame Alodie De Poorter Capillon (Liste de la Bourgmestre)  
: projet de Tour à Delta**

Monsieur le Président,  
Madame la bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les échevins,  
Chers collègues,

Lors du conseil du mois de novembre 2024, notre groupe DÉFI, vous avait interrogé sur le projet de la nouvelle construction immobilière « Triomphe 172 », surnommée Tour Triomphe car nous nous inquiétons fortement pour le bien-être de nos riverains et pour le futur de la commune face à ce projet. En dehors de l'esthétique de la Tour, la hauteur du projet, 80 mètres, le surdimensionnement par rapport au quartier, le peu de considération pour les espaces verts et les questions de mobilité nous interpellaient.

L'enquête publique a été clôturée et la commission de concertation s'est tenue le 19 décembre dernier devant plus d'une cinquantaine de riverains qui ont souhaité faire entendre leur opposition au projet. Lors de l'enquête, plus de 250 réclamations ont été envoyées et 99% des avis émis étaient défavorables. Ces chiffres ont été partagés lors de la commission de concertation. Cette forte mobilisation aura, je l'espère, été entendue.

Au-delà du fait qu'un tel bâtiment défigurait l'entrée de la commune, les habitants du quartier sont inquiets de la suite qui sera réservée à ce projet. C'est pourquoi je me permets de venir vers vous une nouvelle fois, au nom de mon groupe, avec des questions concernant l'état du projet et les actions que la commune compte entreprendre.

Mes questions sont les suivantes:

- Pourriez-vous nous faire part de l'avis de la commission de concertation sur ce projet ?
- La Région et la commune ont-elles émis un avis commun ou les positions étaient-elles divergentes ?
- Quels sont les arguments invoqués par les deux parties ?

- Les riverains seront-ils informés sur la suite apportées au dossier ? Une autre action de leur part est-elle envisageable et nécessaire ?
- La mobilisation conjointe de la commune et des riverains a-t-elle convaincu le promoteur ou la région de faire preuve d'ouverture ? Si oui, quels sont les points ouverts à discussion ?
- Quelles sont les prochaines étapes ?

Je vous remercie pour votre attention

**Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin**

Madame la conseillère,

Merci pour votre question qui me permettra de revenir sur un dossier urbanistique majeur sur notre commune.

Je commencerai ma réponse par un rappel : si Perspective, le service de planification urbanistique régional avait pris en compte les remarques émises par notre commune dans le cadre de l'élaboration du plan d'aménagement directeur PAD Delta-Herrmann-Debroux, nous ne serions pas aujourd'hui confronté à cette demande de permis d'urbanisme d'un promoteur qui affirme qu'il répond à une volonté régionale.

Comme vous l'indiquez le projet est passé devant la commission de concertation du 19 décembre dernier. Dans cette commission, siègent des représentants de Bruxelles Environnement, de la direction Urbanisme et Patrimoine d'Urban.brussels et la commune. Lors de cette commission, la commune d'Ixelles était également présente. Plus de 50 riverains étaient présents et se sont exprimés contre le projet. Les membres de la commission ont également fait part leurs remarques et questions sur le projet. Les remarques principales portaient sur la hauteur de la tour, la densité, le manque d'espaces verts, l'ombrage porté au quartier et l'impact négatif sur la mobilité locale.

Les réponses apportées par le promoteur à ces différentes interpellations ne nous ont pas convaincus. Nous avons donc décidé de remettre un avis défavorable sur ce projet. Ce n'était pas une surprise non plus. Depuis 2019, notre conseil s'est toujours prononcé pour un repère paysager n'excédant pas 60m de hauteur. Une tour massive de 80 m de hauteur ne répond nullement à notre demande. Un repère paysager n'est pas nécessairement une tour. Le PAD n'impose nullement non plus la hauteur du repère paysager prévu, il mentionne seulement un maximum. Perspective.brussels et le BMA ont remis des avis négatifs sur ce projet. Perspective indiquant même que certaines prescriptions règlementaires du PAD n'étaient pas respectées.

Malgré le rejet massif des riverains, les avis de Perspective et du BMA ainsi que celui de la commune, les représentants régionaux d'Urban et de Bruxelles Environnement ont choisi de remettre un avis favorable au projet, assorti d'un grand nombre de conditions, mais sans remettre en question les fondamentaux problématiques : choix d'une tour, hauteur excessive de la tour, la densité inappropriée, le manque criant d'espaces verts, l'ombrage porté au quartier et l'impact négatif sur la mobilité locale.

La Région a même choisi de revenir sur certaines prescriptions du PAD. Ainsi, le PAD prévoit l'obligation de prévoir une porosité qui soit uniquement réservée à la circulation cyclo-piétonne sur le site. L'avis de la Région indique que cette porosité ne doit plus être exclusivement réservée aux piétons et cyclistes. Un autre exemple : la prescription 00.05 prévoit que la hauteur des constructions neuves contribue à créer une composition urbaine spatialement équilibrée, dans le respect du bâti existant dans le périmètre du plan et à ses abords. L'avis s'écarte totalement de ces deux prescriptions règlementaires. C'est du rarement vu en matière d'urbanisme.

Vu que les membres régionaux de la commission de concertation sont majoritaires, l'avis de la commission a donc été scindé en deux : un avis majoritaire favorable conditionnel et un avis minoritaire défavorable.

De plus, nous ne voulons pas que la demande de mobilité qui résulterait de ce projet contribue à l'abandon des avancées obtenues pour l'aménagement de tout l'espace public du PAD et notamment à l'aménagement qualitatif du carrefour Delta. Or, en



matière d'équipements publics, d'aménagement des voiries et des espaces verts prévus, la Région avance à reculons ! Depuis le début du PAD Herrmann-Debroux, nous plaidons pour que les infrastructures de mobilité et le réaménagement de l'espace public soient réalisés en priorité. Ce projet immobilier va à l'encontre de cette logique et des principes mêmes du PAD Herrmann-Debroux. La Région doit respecter ses engagements et cesser de se substituer à ses obligations légales.

Pour la suite, il est très vraisemblable que les promoteurs porteurs du projet présentent des plans modifiés pour répondre à l'avis de la commission de concertation. Ils ont 6 mois pour ce faire. Nous serons très attentifs sur le fait que ces plans modifiés soient soumis à une nouvelle enquête publique et donc à une nouvelle commission de concertation. Nous analyserons ces plans sur base de toutes nos prises de positions et nous n'en dévierons pas. La commune d'Auderghem continuera à refuser tout projet démesuré qui nuirait à l'équilibre des quartiers voisins. Toutes les voies juridiques seront par ailleurs utilisées pour protéger les habitants si un permis d'urbanisme était délivré par la Région et qu'il ne répondait pas à nos conditions.

J'appelle donc la Région bruxelloise à prendre ses responsabilités : les priorités doivent être le réaménagement de l'espace public et les infrastructures de mobilité, et non le développement immobilier à outrance.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

---

#### **Secretariaat**

#### **Mondelinge vraag van mevrouw Alodie De Poorter Capillon (Liste de la Bourgmestre): Delta toren project**

Meneer de voorzitter,  
Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren,  
Beste collega's,

Tijdens de raadsvergadering van november 2024 stelde onze DÉFI-fractie u vragen over het nieuwe bouwproject "Triomf 172", bijgenaamd de Triomf Toren, omdat we ons grote zorgen maakten over het welzijn van onze buurtbewoners en de toekomst van de gemeente in verband met dit project. Afgezien van de esthetische aantrekkingskracht van de toren, waren we bezorgd over de hoogte van het project van 80 meter, het feit dat het te groot was voor de buurt en het gebrek aan aandacht voor groene ruimtes en mobiliteitsproblemen.

De openbare enquête is afgesloten en het overlegcommissie kwam op 19 december bijeen voor meer dan vijftig buurtbewoners die hun verzet tegen het project wilden uiten. Tijdens het onderzoek werden meer dan 250 klachten ingediend en 99% van de meningen was negatief. Deze cijfers werden gedeeld door het overlegcommissie. Ik hoop dat deze sterke mobilisatie is gehoord.

Afgezien van het feit dat een dergelijk gebouw de ingang van de stad zou ontsieren, maken de buurtbewoners zich zorgen over wat er met het project gaat gebeuren. Daarom ben ik zo vrij om namens mijn fractie nogmaals naar u toe te komen met vragen over de status van het project en de actie die de gemeente van plan is te ondernemen.

Ik heb de volgende vragen:

- Kunt u ons de mening van het overlegcommissie over dit project geven?
- Hebben het Gewest en de gemeente een gezamenlijk advies uitgebracht of liepen hun standpunten uiteen?
- Wat zijn de argumenten van de twee partijen?

- Worden omwonenden geïnformeerd over de uitkomst? Is verdere actie van hun kant haalbaar en noodzakelijk?
- Heeft de gezamenlijke mobilisatie van de gemeente en omwonenden de ontwikkelaar of de regio overtuigd om openheid van zaken te geven? Zo ja, welke punten zijn bespreekbaar?
- Wat zijn de volgende stappen?

Bedankt voor uw aandacht

• **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag, waardoor ik kan terugkomen op een belangrijk stedenbouwkundig probleem in onze gemeente.

Ik wil mijn antwoord beginnen met een herinnering: als Perspective, de gewestelijke dienst voor stedenbouw, rekening had gehouden met de opmerkingen van onze gemeente tijdens de voorbereiding van het masterontwikkelingsplan RPA Delta-Herrmann-Debroux, dan zouden we vandaag niet geconfronteerd worden met deze aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning van een ontwikkelaar die beweert dat hij tegemoetkomt aan een gewestelijke wens.

Zoals u al aangaf, werd het project op 19 december doorverwezen naar de overlegcommissie. In dit comité zetelen vertegenwoordigers van Leefmilieu Brussel, de dienst Stedenbouw en Erfgoed van Urban.brussels en de gemeente. Ook de gemeente Elsene was aanwezig. Meer dan 50 buurtbewoners waren aanwezig en spraken zich uit tegen het project. De leden van het comité formuleerden ook hun opmerkingen en vragen over het project. De belangrijkste opmerkingen hadden betrekking op de hoogte van de toren, de dichtheid, het gebrek aan groene ruimtes, de beschaduwing van de buurt en de negatieve impact op de lokale mobiliteit

We waren niet overtuigd door de antwoorden van de ontwikkelaar op deze verschillende vragen. Daarom hebben we besloten om een negatief advies over dit project uit te brengen. Dit was ook geen verrassing. Sinds 2019 is onze Raad altijd voorstander geweest van een landschapsbaken dat niet hoger is dan 60 meter. Een enorme toren van 80 m hoog voldoet op geen enkele manier aan onze eisen. Een landmark is niet noodzakelijk een toren. Het RPA legt ook op geen enkele manier de hoogte van het geplande landschapsbaken op; het vermeldt enkel een maximum. Perspective.brussels en het BMA hebben negatieve adviezen uitgebracht over dit project. Perspective gaf zelfs aan dat bepaalde reglementaire vereisten van het RPA niet werden gerespecteerd.

Ondanks de overweldigende afwijzing van het project door de buurtbewoners, de adviezen van Perspective en het BMA en die van de gemeente, kozen de gewestelijke vertegenwoordigers van Urban en Leefmilieu Brussel ervoor om een positief advies uit te brengen voor het project, onder een groot aantal voorwaarden, maar zonder de fundamentele problemen in vraag te stellen: de keuze voor een toren, de buitensporige hoogte van de toren, de ongepaste dichtheid, het flagrante gebrek aan groene ruimten, de beschaduwing van de buurt en de negatieve impact op de lokale mobiliteit.

Het Gewest heeft zelfs besloten om terug te komen op sommige eisen van het RPA. Het RPA voorziet bijvoorbeeld in de verplichting om op de site een doorgang te voorzien die uitsluitend bestemd is voor voetgangers en fietsers. In het advies van het Gewest staat dat deze doorgang niet langer exclusief voor voetgangers en fietsers moet worden voorbehouden. Een ander voorbeeld: bepaling 00.05 stelt dat de hoogte van nieuwe gebouwen moet bijdragen tot het creëren van een ruimtelijk evenwichtige stedelijke compositie, met respect voor de bestaande gebouwen binnen de omtrek van het plan en de omgeving. Het advies wijkt volledig af van deze twee voorschriften. Dit is iets wat zelden voorkomt in de stedenbouw.

Aangezien de regionale leden van het overlegcommissie in de meerderheid zijn, is het

advies van het comité in tweeën gesplitst: een meerderheidsadvies dat voordeligm gunstig is en een minderheidsadvies dat ongunstig is.

Bovendien willen we niet dat de mobiliteitsvraag die uit dit project zou voortvloeien, ertoe bijdraagt dat de vooruitgang die is geboekt in de ontwikkeling van de hele openbare ruimte van het RPA, en in het bijzonder de kwalitatieve ontwikkeling van het Deltakruispunt, wordt opgegeven. Op het gebied van openbare voorzieningen, wegeaanleg en geplande groene ruimten gaat de regio achteruit! Sinds de start van het RPA Herrmann-Debroux vragen we om prioriteit te geven aan mobiliteitsinfrastructuur en de herinrichting van de openbare ruimte. Dit woningbouwproject druist in tegen deze logica en de principes van het RPA Herrmann-Debroux. Het Gewest moet zijn verbintenissen nakomen en ophouden zichzelf in de plaats te stellen van zijn wettelijke verplichtingen.

In de toekomst zullen de projectpromotoren hoogstwaarschijnlijk gewijzigde plannen indienen als reactie op het advies van de overlegcommissie. Ze hebben hiervoor 6 maanden de tijd. We zullen er nauwlettend op toezien dat deze gewijzigde plannen worden voorgelegd aan een nieuw openbaar onderzoek en dus aan een nieuwe overlegcommissie. We zullen deze plannen analyseren op basis van al onze standpunten en we zullen er niet van afwijken. De gemeente Oudergem zal elk buitenproportioneel project dat het evenwicht van de aangrenzende wijken zou verstoren, blijven verwerpen. Alle juridische middelen zullen ook worden aangewend om de bewoners te beschermen als het Gewest een stedenbouwkundige vergunning afgeeft die niet aan onze voorwaarden voldoet.

Ik roep het Brussels Gewest dan ook op om zijn verantwoordelijkheid te nemen: de prioriteiten moeten liggen bij het herinrichten van de openbare ruimte en de mobiliteitsinfrastructuur, niet bij overmatige vastgoedontwikkeling.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

---

30.01.2025/A/0029

**Secrétariat**

**Question orale de Madame Vincianne Lerate (Liste de la Bourgmestre) :  
déneigement des voiries**

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins.

Chers Collègues, cher public,

Le 8 janvier dernier, une offensive hivernale a touché notre pays. Auderghem n'a pas été épargnée et s'est vue recouvrir d'un tapis blanc.

De nos jours, les avancées technologiques contribuent à établir des prévisions météorologiques de plus en plus précises et donc permettent, en théorie, à tous les acteurs concernés de se préparer au gel, à la neige et au verglas.

Même si les périodes d'enneigement sont de moins en moins fréquentes et de moins en moins denses, force est de constater que la mobilité reste affectée dans de telles conditions. Ce mois de janvier est loin d'être comparable à celui de l'année 2010 où un niveau de 20cm de neige a été relevé : ce fût d'ailleurs l'un des épisodes hivernaux le plus marquant de notre décennie.

Le citoyen est pourtant en droit de s'attendre à ce que la viabilité du réseau routier (en ce compris les trottoirs et aménagements cyclables) soit assurée en cas d'enneigement.

Mes questions sont les suivantes :

- Comment la commune s'organise pour assurer le salage/sablage des voiries et

de leurs dépendances ?

- De quels moyens les services communaux disposent-ils pour cela ? (matériel, produits et moyens humains).
- Est-ce qu'un point d'attention particulier est porté sur le cheminement des piétons. En effet, il est du devoir des riverains de dégager le trottoir devant leur domicile mais quid des zones non habitées, des copropriétés souvent laissées pour compte. Par quels canaux est-il rappelé aux habitants leurs obligations en la matière? Le non-respect de ces obligations entraîne-t-il des sanctions ?
- Comme pour la propreté, la commune se substitue-t-elle à la Région là où celle-ci tarde à intervenir ? (par ex : zones cyclables du carrefour Souverain - Debroux et du carrefour Invalides/Demey/Watermael). A quel coût ?

### **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin**

Madame la conseillère,

Merci pour votre question qui me permettra de clarifier et d'expliquer un service aux citoyens qui fait débat à chaque apparition d'un flocon de neige.

Chaque année, la Voirie fait parvenir une liste de garde sel au service de police. La période de garde démarre en général le 15 décembre et se termine le 15 février. La garde est composée d'un chauffeur, d'un convoyeur et d'un responsable. Suivant les conditions météo, le responsable de la Voirie peut également demander l'intervention du tracteur. Hors des périodes de garde, le responsable de la Voirie est toujours disponible H24 et peut requérir une équipe pour une intervention rapide.

C'est la police, présente sur le terrain, qui appelle le service de garde ou le responsable de la voirie pour lancer les interventions des véhicules. Le responsable de la Voirie peut également prendre l'initiative de cette décision.

La commune se charge de dégager en priorité les rues où passent les transports en commun, les axes structurants de la commune où la circulation est importante (Lebon, Invalides, etc...) et les zones d'accès aux différentes écoles de la commune. Pour que le sel soit efficace, il faudrait retirer toute la neige puis saler la rue, mais impossible tant qu'il neige. Il faut également qu'après avoir mis du sel, il y ait du passage de véhicules en suffisance pour plus d'efficacité. Si personne ne roule, le sel ne sera pas très efficace.

Nous ne pouvons plus parler de sablage, car nous avons reçu des directives provenant de la centrale d'épuration des eaux nous demandant d'éviter l'utilisation du sable, car il encrasse les filtres des stations d'épuration.

Au niveau des équipements et moyens humains intervenant dans les épisodes de gel/neige, la commune dispose d'un camion portant un container trémie d'une capacité de 4 tonnes de sel, d'un tracteur portant une trémie d'une capacité d'une tonne de sel, de 6 véhicules, d'une équipe de balayeur à pied pour le déneigement des portions de trottoir et sorties de métro et arrêts de bus qui nous incombent et de 2 lames à neige. Cependant, il est très difficile de les employer vu le nombre de coussins berlinois, les oreilles de trottoir ainsi que les voitures mal stationnées. Le service Plan Vert procède également au déneigement de certaines zones se situant dans les quartiers du Transvaal et du Parc des Princes. Les équipes peintres routes et peintres bâtiments s'occupent des trottoirs des bâtiments de la Régie foncière.

Comme vous le rappelez, le déneigement des trottoirs est de la responsabilité des propriétaires/locataires des habitations. Le cheminement des piétons sur les voiries qui nous incombent est déneigé par nos équipes mobiles, balayeurs et concierges de bâtiment.

Le non-respect de cette obligation de déneigement peut entraîner des sanctions administratives (SAC). La commune a déjà dressé des PV avec la police quand la situation était jugée dangereuse et que des personnes étaient tombées. Cependant, nous préférons toujours la sensibilisation à la verbalisation.

Concernant les voiries régionales, les services régionaux de Bruxelles Mobilité sont

assez bien proactifs même si nous devons quand même parfois repasser derrière à la suite d'appels de la zone de police.

Enfin, je terminerai ma réponse par remercier l'ensemble du personnel communal qui est systématiquement sur le pont pour être au service des citoyens et leur permettre de circuler dans des conditions un peu plus sécurisantes. Et il restera mobilisé malgré les critiques faciles de personnes cachées derrière leur écran.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

---

### Secretariaat

#### **Mondelinge vraag van mevrouw Vincianne Lerate (Liste de la Bourgmestre): sneeuwruimen wegen**

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de burgemeester,

Dames en heren van de Raad.

Beste collega's, beste publiek,

Op 8 januari werd ons land getroffen door een winteroffensief. Oudergem bleef niet gespaard en werd bedekt met een witte deken.

Dankzij de technologische vooruitgang worden weersvoorspellingen tegenwoordig steeds nauwkeuriger, wat in theorie betekent dat iedereen zich kan voorbereiden op vorst, sneeuw en ijs.

Hoewel de sneeuwperiodes minder frequent en minder dicht worden, moet gezegd worden dat de mobiliteit nog steeds beïnvloed wordt door dergelijke omstandigheden.

Deze januari is bij lange na niet te vergelijken met 2010, toen er 20 cm sneeuw viel: in feite was het een van de belangrijkste wintergebeurtenissen van ons decennium.

Het publiek heeft echter het recht om te verwachten dat het wegennet (inclusief trottoirs en fietspaden) bruikbaar blijft in geval van sneeuw.

Ik heb de volgende vragen:

- Hoe organiseert de lokale overheid het strooien van zout en zand op wegen en aanverwante gebieden?
- Welke middelen (apparatuur, producten en personeel) hebben de gemeentelijke afdelingen tot hun beschikking om dit te bereiken?
- Wordt er speciale aandacht besteed aan voetpaden? Buurtbewoners hebben de plicht om de stoep voor hun huis schoon te maken, maar hoe zit het met onbewoonde gebieden en flatgebouwen, die vaak aan hun lot worden overgelaten? Via welke kanalen worden bewoners aan hun verplichtingen op dit gebied herinnerd? Zijn er sancties voor niet-naleving?
- Zal de lokale overheid, net als bij het afvalbeheer, de taak overnemen van het Gewest wanneer dit traag in actie komt (bijv. fietszones op het kruispunt Souverain - Debroux en het kruispunt Invalides/Demey/Watermael)? Tegen welke kosten?
- **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Raadslid,

Bedankt voor je vraag, die me in staat zal stellen om een dienst aan het publiek te verduidelijken en uit te leggen waarover elke keer dat er een sneeuwvlokje opduikt wordt gediscussieerd.

Elk jaar stuurt het Wegenis een lijst met zout op afroep naar het politiedepartement. De wachtperiode loopt over het algemeen van 15 december tot 15 februari. De wacht bestaat uit een chauffeur, een koerier en een manager. Afhankelijk van de weersomstandigheden kan het hoofd van de Wegenis ook het gebruik van de tractor

aanvragen. Buiten de oproeperiodes is de wegbeheerder altijd 24 uur per dag beschikbaar en kan hij een team oproepen voor een snelle reactie.

Het is de politie, aanwezig op het terrein, die de oproepdienst of de wegbeheerder belt om voertuiginterventies te initiëren. De wegbeheerder kan ook het initiatief nemen.

De gemeente zal voorrang geven aan het sneeuwvrij maken van de straten die door het openbaar vervoer worden gebruikt, de belangrijkste verkeersaders van de gemeente (Lebon, Invalides, enz.) en de toegangszones tot de verschillende scholen in de gemeente. Wil het zout effectief zijn, dan moet alle sneeuw worden verwijderd en moet de straat worden gepekeld, maar dat is onmogelijk zolang het sneeuwt. Als het zout eenmaal is aangebracht, moet er ook genoeg verkeer zijn om het effectiever te maken. Als er geen verkeer is, zal het zout niet erg effectief zijn.

We kunnen het niet meer hebben over zandstralen, omdat we instructies hebben gekregen van de waterzuiveringsinstallatie om het gebruik van zand te vermijden, omdat het de filters in de zuiveringsinstallaties verstopt.

Wat betreft het materieel en het personeel dat wordt ingezet bij vorst en sneeuw, beschikt de gemeente over een vrachtwagen met een bak voor 4 ton zout, een tractor met een bak voor 1 ton zout, 6 voertuigen, een team van veegploegen te voet om de stukken trottoir, metro-ingangen en bushaltes waarvoor wij verantwoordelijk zijn sneeuwvrij te maken, en 2 sneeuwploegen. Het is echter erg moeilijk om ze te gebruiken vanwege het aantal kussens, trottoiroren en slecht geparkeerde auto's. De afdeling Groenplan ruimt ook sneeuw op bepaalde plekken in de wijken Transvaal en het Parc des Princes. De teams van wegen- en wegenwerkers verzorgen de trottoirs van de gebouwen van de Régie foncière.

Zoals u zich zult herinneren, is sneeuwruimen op trottoirs de verantwoordelijkheid van de eigenaren/huurders van de woningen. Voetgangers op de wegen waarvoor wij verantwoordelijk zijn, worden sneeuwvrij gemaakt door onze mobiele teams, veegmachines en gebouwbeheerders.

Niet-naleving van deze sneeuwruimplicht kan leiden tot administratieve sancties (SAC). De gemeente heeft al eerder samen met de politie boetes uitgeschreven toen de situatie gevaarlijk werd geacht en mensen waren gevallen. We geven echter altijd de voorkeur aan bewustmaking boven het uitschrijven van boetes.

Wat de gewestwegen betreft, zijn de gewestelijke diensten van Brussel Mobiliteit vrij proactief, ook al moeten we er soms achteraan na oproepen van de politiezone.

Tot slot wil ik mijn antwoord afsluiten met een woord van dank aan al het gemeentepersoneel dat systematisch paraat staat om het publiek van dienst te zijn en het in staat te stellen om in iets veiligere omstandigheden te reizen. En ze zullen gemobiliseerd blijven ondanks de gemakkelijke kritiek van degenen die zich achter hun beeldschermen verschuilen.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

---

30.01.2025/A/0030

**Secrétariat**

**Motion communale exprimant la solidarité avec les travailleurs et travailleuses de Lunch Garden et appelant à une mobilisation pour la sauvegarde de l'emploi**

Vu la motion déposée par Madame Emmanuelle Poznanski portant « Motion communale exprimant la solidarité avec les travailleurs et travailleuses de Lunch Garden et appelant à une mobilisation pour la sauvegarde de l'emploi » ;

Vu l'amendement unique déposé par Monsieur Mathieu Poma visant à remplacer

l'intégralité du contenu de la motion ;

Le Président déclare que le Conseil va d'abord voter sur l'amendement. Si celui-ci est approuvé, il n'y aura plus lieu de voter sur la motion, si l'amendement est rejeté, il y aura un vote sur la motion.

Le vote sur l'amendement a lieu à main levée et donne le résultat suivant :

- POUR : 26 voix
- CONTRE : 0 voix
- ABSTENTION : 4 voix

En conséquence de quoi, le Conseil communal d'Auderghem, réuni en séance publique le 30.01.2025 adopte le texte suivant :

Vu l'annonce, le lundi 20 janvier, lors d'un conseil d'entreprise extraordinaire, de la reprise partielle de la chaîne de restaurants Lunch Garden par l'investisseur CIM Capital, qui se traduira par le maintien de seulement 42 établissements sur les 62 que comptent actuellement la chaîne, entraînant la fermeture de 19 restaurants ;

Vu les conséquences directes de cette reprise sur l'emploi, avec près de 600 travailleurs et travailleuses qui risquent de perdre leur emploi sur un total de 900 collaborateurs ;

Considérant les inquiétudes exprimées par de nombreux travailleurs et travailleuses concernant le paiement des salaires de janvier et de la prime de fin d'année, ainsi que les conditions générales de cette reprise ;

Considérant les mouvements sociaux observés dans plusieurs établissements ;

Considérant que les travailleurs et travailleuses ont droit à être associés à toute procédure de qui risque d'aboutir à des licenciements ;

Considérant qu'un établissement Lunch Garden visé par les mesures de fermeture annoncée se trouve sur le territoire d'Auderghem ;

Le Conseil Communal d'Auderghem

- affirme son soutien et sa solidarité envers les travailleurs et travailleuses de Lunch Garden, ainsi que leurs familles, qui se trouvent aujourd'hui dans une situation de grande incertitude et de précarité.
- prend acte et se réjouit des démarches entreprises par le Collège des Bourgmestres et Échevins auprès de la direction auderghemoise du Lunch Garden. Le conseil communal d'Auderghem note ainsi que 90% des travailleurs seront réintégrés dans un autre restaurant Lunch Garden. Les 10% restants ont trouvé un emploi ailleurs.
- prend acte de la volonté du Collège de prendre contact avec le propriétaire des locaux concernant la réaffectation des lieux et la possibilité de taxer les locaux en cas d'inoccupation de plus d'un an.
- souligne que le service « Emploi » de la commune se met à la disposition des travailleurs auderghemois.
- demande au Gouvernement fédéral de faciliter la concertation sociale tout au long de la procédure de reprise.
- invite les communes voisines à adopter des motions similaires afin d'envoyer un message fort de solidarité et de mobilisation collective.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 26 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : François Lebovy, Zora Molenberg Clerbaux, Noémie Dekoninck, Alan Lenglet.*

---

**Secretariaat**

**Gemeentelijke motie waarin solidariteit wordt betuigd met de werknemers van Lunch Garden en waarin wordt opgeroepen tot actie om banen te redden**

Gezien de motie ingediend door mevrouw Emmanuelle Poznanski over "Gemeentelijke motie waarin solidariteit wordt betuigd met de werknemers van Lunch Garden en waarin wordt opgeroepen tot actie om banen te redden";

Gezien het enkele amendement van de heer Mathieu Poma ter vervanging van de gehele inhoud van de motie;

De Voorzitter zegt dat de Raad eerst over het amendement zal stemmen. Als het amendement wordt goedgekeurd, wordt er niet verder gestemd over de motie. Als het amendement wordt verworpen, wordt er gestemd over de motie.

De stemming over het amendement vond plaats bij handopsteken met de volgende uitslag:

- VOOR: 26 stemmen
- TEGEN: 0 stem
- ONTHOUDING: 4 stemmen

Bijgevolg neemt de Gemeenteraad van Oudergem, in openbare zitting bijeen op 30.01.2025, de volgende tekst aan:

Gelet op de aankondiging op maandag 20 januari, tijdens een buitengewone vergadering van de ondernemingsraad, van de gedeeltelijke overname van de restaurantketen Lunch Garden door investeerder CIM Capital, die zal leiden tot het behoud van slechts 42 van de huidige 62 vestigingen van de keten, wat zal leiden tot de sluiting van 19 restaurants;

Gelet op de directe gevolgen van deze overname voor de werkgelegenheid, waarbij bijna 600 van de in totaal 900 werknemers hun baan dreigen te verliezen;

Overwegende de bezorgdheid van veel werknemers over de betaling van hun lonen van januari en de eindejaarsuitkering, en over de algemene voorwaarden van deze overname;

Overwegende de werknemersacties in verschillende vestigingen;

Overwegende dat de werknemers het recht hebben betrokken te worden bij elke procedure die kan leiden tot ontslagen;

Overwegende dat één van de Lunch Garden vestigingen die getroffen wordt door de aangekondigde sluitingsmaatregelen gevestigd is in Oudergem;

De gemeenteraad van Oudergem

- bevestigt zijn steun aan en solidariteit met de werknemers van Lunch Garden en hun gezinnen, die zich nu in een situatie van grote onzekerheid en precariteit bevinden.
- neemt akte van en verwelkomt de stappen die het College van Burgemeester en Schepenen onderneemt met de Oudergemse directie van Lunch Garden. De gemeenteraad van Oudergem stelt vast dat 90% van de werknemers in een ander restaurant van Lunch Garden zal worden tewerkgesteld. De overige 10% hebben elders werk gevonden.
- neemt nota van de wil van het college om contact op te nemen met de eigenaar van het pand over de herbestemming van het pand en de mogelijkheid om het pand te belasten als het langer dan een jaar leegstaat.
- wijst erop dat de gemeentelijke Dienst Werkgelegenheid ter beschikking staat van de Oudergemse werknemers.
- vraagt de Federale Regering om het sociaal overleg tijdens de hele overnameprocedure te vergemakkelijken.
- nodigt de buurgemeenten uit om gelijkaardige moties aan te nemen om een sterk signaal van solidariteit en collectieve mobilisatie te geven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.



30 stemmers : 26 positive stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : François Lebovy, Zora Molenberg Clerbaux, Noémie Dekoninck, Alan Lenglet.*

---

30.01.2025/A/0031

**Secrétariat**

**Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) :  
faillite de Lunch Garden**

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Comme nous venons d'en débattre, la faillite du Lunch Garden, et la fermeture de l'établissement situé à Auderghem est un nouveau coup dur pour le secteur Horeca.

En effet, depuis la crise Covid, le secteur Horeca subit de plein fouet les changements d'habitudes liées au télétravail et la hausse des coûts de main d'œuvre, alors que les clients se plaignent de l'inflation au menu. La fédération Horeca Bruxelles parlait en novembre de 80% de restaurateurs en difficulté, et un nombre de faillite en forte augmentation.

Face à ce nouveau drame social et économique, nous souhaiterions vous poser les questions complémentaires suivantes :

- Quelle est la situation globale de l'HoReCa à Auderghem et avons-nous des contacts réguliers avec le secteur pour être à l'écoute de leurs besoins ?
- Quelles aides mettons-nous en place pour le soutenir ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses et pour l'attention portée à cet enjeu crucial pour le tissu économique et social de notre commune.

Jean-François

**Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Monsieur le Conseiller,

Je vous remercie pour votre question.

La faillite de Lunch Garden et la fermeture du restaurant d'Auderghem ont évidemment retenu toute notre attention. Il est toujours triste de voir une entreprise fermer ses portes, tant sur le plan social que sur le plan économique.

Le secteur horeca représente une grande partie des commerces à Auderghem, avec environ 90 établissements y compris les sandwicheries et les snacks.

Nous souhaitons être le plus possible à l'écoute des commerçants en allant à leur rencontre. C'est le meilleur moyen de savoir ce qui se passe dans le secteur car la plupart des commerces ne nous avertissent pas de leur arrivée ni de leur départ et ne viennent pas spontanément nous parler de leurs difficultés. C'est heureusement un peu plus facile avec les restaurateurs qui doivent passer à la commune pour avoir le listing des documents à fournir pour l'ouverture d'un restaurant.

En ce qui concerne le soutien au secteur horeca, nous incluons évidemment les restaurants lors de nos divers événements (fêtes d'Auderghem, marché de Noël, apéro des habitants, concours...) et nous allons tâcher de le faire encore davantage.

Les commerces bénéficient également de l'exonération de la taxe sur les enseignes et sur les terrasses. Une attention particulière est portée aux terrasses : dès le printemps, les établissements peuvent disposer gratuitement d'une terrasse temporaire et saisonnière via un Arrêté de la Bourgmestre. (A noter qu'en hiver, les établissements reçoivent des plaids pour les clients qui souhaitent malgré tout s'installer dehors.)

Le parking gratuit dans l'ensemble de la commune est également un atout pour les clients des commerces et particulièrement de l'horeca.

Enfin, je rappellerai qu'Auderghem pratique la taxe additionnelle au précompte

immobilier la plus faible de toutes les communes de la Région bruxelloise (1990 centimes additionnels).

Monsieur le Conseiller, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

---

### **Secretariaat**

#### **Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre): faillissement van Lunch Garden**

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de burgemeester,

Dames en heren, leden van de Raad.

Beste collega's, beste publiek,

Zoals we net hebben besproken, is het faillissement van Lunch Garden en de sluiting van de vestiging in Oudergem een nieuwe klap voor de horeca.

Sinds de Covid-crisis wordt de horecasector hard getroffen door veranderende gewoonten in verband met telewerk en stijgende loonkosten, terwijl klanten klagen over inflatie op het menu. In november meldde de Horeca Brussel federatie dat 80% van de restauranthouders in moeilijkheden zat en dat het aantal faillissementen sterk steeg.

In het licht van deze laatste sociale en economische tragedie willen we u graag de volgende aanvullende vragen stellen:

- Wat is de algemene situatie van HoReCa in Oudergem en hebben we regelmatig contact met de sector om naar hun behoeften te luisteren?
- Welke hulp zetten we in om dit te ondersteunen?

Ik wil u bij voorbaat bedanken voor uw antwoorden en voor uw aandacht voor deze cruciale kwestie voor het economische en sociale weefsel van onze gemeenschap.

Jean-François

- **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen :**

Raadslid,

Bedankt voor je vraag.

Het faillissement van Lunch Garden en de sluiting van het restaurant in Oudergem trok uiteraard onze aandacht. Het is altijd triest om een zaak de deuren te zien sluiten, zowel sociaal als economisch.

De horecasector vertegenwoordigt een groot deel van de bedrijven in Oudergem, met ongeveer 90 vestigingen, waaronder broodjeszaken en snackbars

We willen zoveel mogelijk naar de winkeliers luisteren door naar ze toe te gaan en ze te ontmoeten. Het is de beste manier om erachter te komen wat er in de buurt speelt, want de meeste zaken laten ons niet weten wanneer ze komen of gaan en komen ons niet spontaan vertellen over hun problemen. Gelukkig is het wat makkelijker met restauranteigenaren, die naar de gemeente moeten om een lijst te krijgen van de documenten die ze moeten overleggen om een restaurant te openen.

Wat de ondersteuning van de horecasector betreft, nemen we uiteraard restaurants op in onze verschillende evenementen (Oudergemse feesten, kerstmarkt, bewonersaperitief, wedstrijden...) en we gaan proberen om nog meer te doen.

Winkels zijn ook vrijgesteld van belasting op uithangborden en terrassen. Er wordt speciale aandacht besteed aan terrassen: vanaf de lente kunnen etablissementen op last van de burgemeester gratis een tijdelijk, seizoensgebonden terras hebben. (Let op: in de winter worden etablissementen voorzien van plaids voor klanten die toch buiten willen zitten).

Gratis parkeren in de hele gemeente is ook een voordeel voor klanten van de winkels en vooral de horeca.

Tot slot wil ik u eraan herinneren dat Oudergem de laagste bijkomende onroerende voorheffing heeft van alle gemeenten in het Brussels Gewest (1990 bijkomende centimes).

Raadslid, ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

---

30.01.2025/A/0032

## **Secrétariat**

### **Motion réaffirmant le soutien plein et entier au maintien des six zones de police en Région bruxelloise**

Vu la motion déposée par Madame Emmanuelle Poznanski portant « Motion réaffirmant le soutien plein et entier au maintien des six zones de police en Région bruxelloise » ;

Vu l'amendement unique déposé par Monsieur Mathieu Poma visant à remplacer l'intégralité du contenu de la motion ;

Le Président déclare que le Conseil va d'abord voter sur l'amendement. Si celui-ci est approuvé, il n'y aura plus lieu de voter sur la motion, si l'amendement est rejeté, il y aura un vote sur la motion.

Le vote sur l'amendement a lieu à main levée et donne le résultat suivant :

- POUR : 20 voix
- CONTRE : 0 voix
- ABSTENTION : 10 voix

En conséquence de quoi, le Conseil communal d'Auderghem, réuni en séance publique le 30.01.2025 adopte le texte suivant :

Le conseil communal de d'Auderghem réuni en séance publique,

Vu l'article 4 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux, lequel précise que la coordination de la gestion de la police locale nécessite un plan national de sécurité élaboré par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice ;

Vu son article 9, lequel prévoit que la division du territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-capitale en zones de police ne peut avoir lieu que sur avis des bourgmestres concernés, du procureur général et du gouverneur, et sur consultation des conseils communaux concernés ;

Vu son article 91/2, lequel précise qu'une fusion des zones de police ne peut être que volontaire, c'est-à-dire demandée par les conseils de police des zones de police pluri-communales concernées aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice ;

Vu la note déposée par BRULOCALIS (Association des ville et communes de Bruxelles) en conférence des bourgmestres du 15 janvier 2025 concernant le financement de la police locale et taille optimale des zones de police;

Vu les récentes prises de parole et positions exprimées par différents partis ou intervenants politiques à propos de la fusion des six zones de police bruxelloises ;

Vu l'avis unanime de la Conférence des Bourgmestres s'opposant à la fusion des six zones de police ;

Considérant que la fusion des zones de police bruxelloises vise à pallier l'insuffisance des effectifs de la police fédérale et singulièrement dans les missions qui lui incombent pourtant à Bruxelles (lutte contre la grande criminalité, protection des institutions internationales et européennes, soutien aux opérations de maintien de l'ordre, ...)

Considérant les multiples déclarations du ministre des pouvoirs locaux bruxellois,

Monsieur Bernard Clerfayt, et Rudy Vervoort, Ministre Président de la Région de Bruxelles Capitale, qui soulignent que la dotation fédérale par policier est plus faible à Bruxelles par rapport à la moyenne nationale, et que la fusion des zones de police pourrait affaiblir la proximité et l'efficacité du service de police locale, essentielle à la prévention et à la connaissance du terrain ;

Considérant que la question du sous-financement des zones de police bruxelloises, tant en valeur absolue que relativement au reste du pays, reste problématique, ce qui est la véritable cause du manque de moyens mis à disposition des polices bruxelloises ;

Considérant qu'il est réaliste d'évoquer, a minima, une somme totale de 500 millions d'euros de sous-financement du Fédéral sous la présente législature pour les zones de police bruxelloises. Ce sous-financement structurel s'est traduit dans les dotations communales aux zones, par une progression de 93 millions d'euros depuis 2019 pour 460 millions d'euros en 2024 ;

Considérant que ramené au nombre d'habitants, ce financement communal, de 370,8 euros par habitant est deux fois plus élevé qu'en Wallonie (184 euros/hab) et en Flandre (193 euros/hab) ;

Considérant les besoins spécifiques de Bruxelles en termes de sécurité, et que la dotation actuelle des zones bruxelloises est insuffisante ;

Considérant que le modèle de police de proximité, avec six zones distinctes, permet une gestion plus fine et adaptée aux réalités locales des 19 communes bruxelloises et qu'une fusion risque fortement d'éloigner les services de police des citoyens, affectant la qualité du service rendu de facto ;

Considérant à cet égard que le système de six zones de police participe à la logique de proximité en faisant remonter des informations locales aux niveaux de pouvoirs supérieurs et en répondant aux réalités propres à chaque zone ; mais aussi que la police de proximité présente une plus-value considérable dans la lutte contre la criminalité ;

Considérant que la fusion des zones de police risque de diminuer les capacités des communes à agir en matière de sécurité et d'ordre public sur leur territoire, ce qui affaiblirait le caractère local et participatif de la gestion de la sécurité à Bruxelles ;

Considérant que l'Accord institutionnel pour la Sixième Réforme de l'État du 11 octobre 2011 ne prévoit pas de fusion des zones de police bruxelloises mais l'encouragement d'une mutualisation de certains services administratifs des zones de police ;

Considérant que la coopération entre les six zones de police bruxelloises est effective sur plusieurs plans : gestion négociée de l'espace public, maintien de l'ordre, lutte contre la criminalité ; que des protocoles ont été conclus à cette fin et que les chefs de corps tiennent des réunions régulières pour renforcer la coopérations entre leurs services ;

Considérant que les propositions de fusion des zones de police bruxelloises ne se basent sur aucun diagnostic ou audit mettant en évidence qu'elles dysfonctionneraient en raison de leur structure particulière ou qu'elles fonctionneraient mieux sous une autre forme ; qu'au contraire des études récentes, dont celle de l'université de Gand, établissent qu'une fusion n'apporterait aucune plus-value à l'efficacité du travail des zones de police bruxelloises ;

Considérant que le Conseil régional de sécurité, propre à la Région bruxelloise, permet déjà une coordination et un échange d'informations entre les six zones de police bruxelloise ;

Considérant que la récente étude de l'Université de Gand évoque une fourchette de « 300 à 500 opérationnels » comme étant la taille idéale pour une zone de police ;

Considérant que la Ministre de l'Intérieur, Madame Verlinden, évoque des zones de 500 opérationnels, lorsqu'elle a émis la volonté de passer de 182 zones à une quarantaine ;

Considérant que toutes les zones de police bruxelloises auraient dès lors déjà la taille optimale et qu'elles se retrouvent d'ailleurs toutes dans le top 12 des plus grandes zones de polices belges ;

Considérant qu'une telle fusion appliquée au reste du Royaume limiterait à 4-6 zones de police la couverture tant en Flandre qu'en Wallonie ;

Considérant qu'une fusion des zones de police n'apporterait par ailleurs pas de réponse adaptée aux défis spécifiques de la Région bruxelloise, comme en témoigne l'expérience de la zone unique d'Anvers, où la criminalité n'a pas diminué de manière significative malgré la centralisation et une population deux fois inférieure ;

Considérant que les six zones de police bruxelloise doivent assurer la sécurité de plus d'1,2 millions d'habitants et plus de 400.000 navetteurs, contre 552.787 habitants dans la zone de police unique d'Anvers ; mais aussi que la densité de population dans les zones de police bruxelloises est de deux à quatre fois plus importante que dans la zone de police unique d'Anvers ;

Considérant de plus que pour une population moins importante (1 millions d'habitants), le Brabant flamand compte 27 zones de police, contre uniquement 6 zones de polices pour 19 communes à la Région bruxelloise (1,2 millions d'habitants) ;

Considérant à cet égard que les zones de police bruxelloises comptent une moyenne de 3,2 communes par zone de police, contre 2,6 communes en Flandre ;

Considérant que les communes bruxelloises ne pourront assurer leur mission de police de proximité, de prévention et de gestion des phénomènes locaux qu'en présence de moyens budgétaires et humains suffisants ;

Considérant qu'entre 28 et 30% % du budget des zones de police bruxelloises dépend de leur dotation fédérale, et qu'entre 85 et 90 % de ce budget est affecté aux dépenses de personnel les économies réalisées par une fusion seraient dès lors marginales, voire inexistantes ;

Considérant que les communes bruxelloises n'ont pas à combler les économies décidées par le gouvernement fédéral pour garantir le même niveau de sécurité à leurs habitants ;

Considérant enfin que la norme KUL de financement des zones de police bruxelloises, qui défavorisait déjà la Région de Bruxelles-Capitale à sa création, n'a plus été actualisée depuis 2001 alors que la population bruxelloise a depuis lors cru de près de 20% et qu'elle ne tient pas compte des éléments propres à la Région bruxelloise (trafic routier, criminalité urbaine, activité nocturne et de week-end plus importante, dimension internationale plus importante) ; qu'à cet égard, en 2023, une enquête de Bruxelles Pouvoirs Locaux (BPL) a confirmé que le système actuel désavantageait la Région-Capitale ;

Considérant que la part de la norme KUL dans le financement des zones de police bruxelloises devraient s'élever à 36% mais qu'elle ne s'élève aujourd'hui qu'à 26% ;

Le Conseil communal d'Auderghem :

- Réaffirme, comme l'ensemble des Bourgmestres bruxellois, son opposition ferme à la fusion des six zones de police bruxelloises et demande le maintien de l'autonomie des zones existantes, tout en poursuivant et renforçant la collaboration entre elles ;
- invite les prochains gouvernements fédéral et régional bruxellois
  - à poursuivre les discussions avec les bourgmestres des 19 communes et les chefs de corps des six zones bruxelloises pour une sécurité renforcée basée sur la police de proximité
  - à étendre les collaborations en associant les communes limitrophes concernées par des phénomènes de criminalité semblables, comme Vilvorde, et/ou liés à l'aéroport.
- demande au futur gouvernement fédéral de revoir la norme de financement des

zones de police bruxelloises (norme KUL) afin d'augmenter les dotations fédérales, proportionnellement à la population et aux enjeux de sécurité et d'ordre public spécifiques à Bruxelles.

- demande au futur Gouvernement fédéral sa pleine collaboration avec les zones de police bruxelloises pour améliorer la sécurité dans sa capitale en assumant ses compétences propres (lutte contre la criminalité organisée, trafic de drogues et d'armes, police des chemins de fer, etc.), mais aussi en garantissant un financement adéquat de la justice (singulièrement du Parquet de Bruxelles) et en développant une politique de l'accueil efficace et digne.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 20 votes positifs, 10 abstentions.

*Abstentions : François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Noémie Dekoninck, Laure Henvard, Audrey Huet, Gabriela Banu, Alan Lenglet.*

---

### **Secretariaat**

#### **Motie ter bevestiging van de volledige steun voor het behoud van de zes politiezones in het Brussels Gewest**

Gezien de motie ingediend door mevrouw Emmanuelle Poznanski over "Motie ter bevestiging van de volledige steun voor het behoud van de zes politiezones in het Brussels Gewest";

Gezien het enkele amendement van de heer Mathieu Poma ter vervanging van de gehele inhoud van de motie;

De Voorzitter zegt dat de Raad eerst over het amendement zal stemmen. Als het amendement wordt goedgekeurd, wordt er niet verder gestemd over de motie. Als het amendement wordt verworpen, wordt er gestemd over de motie.

De stemming over het amendement vond plaats bij handopsteken met de volgende uitslag:

- VOOR: 20 stemmen
- TEGEN: 0 stem
- ONTHOUDING: 10 stemmen

Bijgevolg neemt de Gemeenteraad van Oudergem, in openbare zitting bijeen op 30.01.2025, de volgende tekst aan:

Gelet op het artikel 4 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus bepalende dat de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie worden belast met het coördineren van het algemeen politiebeleid, evenals met de coördinatie van het beheer van de federale politie en van de lokale politie en dat zij te dien einde een nationaal veiligheidsplan stellen;

Gelet op het artikel 9 van dezelfde wet bepalende dat na advies van de betrokken burgemeesters, die de gemeenteraden dienaangaande raadplegen, van de procureur-generaal en van de gouverneur over een voorstel tot indeling door de minister van Binnenlandse Zaken, verdeelt de Federale Regering het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad in politiezones;

Gelet op het artikel 91/2 dat bepaalt dat een fusie van politiezones enkel op vrijwillige basis kan gebeuren, d.w.z. op verzoek van de politieraden van de betrokken meergemeentezones aan de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie;

Gelet op de nota die BRULOCALIS op 15 januari 2025 aan de Conferentie van Burgemeesters heeft voorgelegd over de financiering van de lokale politie en de optimale omvang van politiezones;

Gelet op de recente toespraken en standpunten van verschillende politieke partijen en

belanghebbenden over de fusie van de zes Brusselse politiezones;

Gelet op het eensgezind advies van de Conferentie van de Burgemeesters tegen de samenvoeging van de zes politiezones;

Overwegende dat de samenvoeging van de Brusselse politiezones tot doel heeft het tekort aan mankracht bij de federale politie op te vangen, in het bijzonder voor de taken waarvoor zij in Brussel bevoegd is (bestrijding van zware criminaliteit, bescherming van internationale en Europese instellingen, ondersteuning van rechtshandavingsoperaties, enz.)

Overwegende de talrijke uitspraken van Bernard Clerfayt, Brussels minister van Plaatselijke Besturen, en Rudy Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die benadrukken dat de federale dotatie per politieambtenaar in Brussel lager is dan het nationale gemiddelde en dat de samensmelting van politiezones de nabijheid en de doeltreffendheid van de lokale politiedienst zou kunnen verzwakken, wat essentieel is voor preventie en buurtkennis;

Overwegende dat de kwestie van de onderfinanciering van de Brusselse politiezones, zowel in absolute cijfers als in verhouding tot de rest van het land, problematisch blijft, wat de echte oorzaak is van het gebrek aan middelen die ter beschikking worden gesteld van de Brusselse politiediensten;

Overwegende dat het realistisch is om op zijn minst te spreken van een totale onderfinanciering van 500 miljoen euro door de federale regering tijdens de huidige legislatuur voor de Brusselse politiezones. Deze structurele onderfinanciering wordt weerspiegeld in de gemeentelijke dotaties aan de zones, met een stijging van 93 miljoen euro sinds 2019 tot 460 miljoen euro in 2024;

Rekening houdend met het feit dat deze gemeentelijke financiering van 370,8 euro per inwoner twee keer zo hoog is als in Wallonië (184 euro/inwoner) en Vlaanderen (193 euro/inwoner);

Rekening houdend met de specifieke veiligheidsbehoeften van Brussel en met het feit dat de huidige toewijzing aan de Brusselse gebieden onvoldoende is;

Overwegende dat het model van de buurtpolitie, met zes onderscheiden zones, een meer verfijnd beheer mogelijk maakt dat is aangepast aan de lokale realiteit van de 19 Brusselse gemeenten en dat een fusie een ernstig risico zou inhouden dat de politiediensten verder van de burgers af komen te staan, waardoor de kwaliteit van de dienstverlening de facto zou worden aangetast ;

In dit opzicht overwegende dat het systeem van zes politiezones bijdraagt tot de logica van nabijheid door lokale informatie door te geven aan hogere bestuursniveaus en door in te spelen op de specifieke realiteiten van elke zone; maar ook dat lokale politiezorg een aanzienlijke meerwaarde biedt in de strijd tegen criminaliteit;

Overwegende dat het systeem van zes politiezones bijdraagt tot de logica van nabijheid door lokale informatie door te geven aan hogere overheden en door in te spelen op de bijzondere werkelijkheid van elke zone; maar ook dat lokale politiezorg een aanzienlijke meerwaarde biedt bij de bestrijding van criminaliteit;

Overwegende dat de samenvoeging van de politiezones het vermogen van de gemeenten om op te treden op het gebied van veiligheid en openbare orde op hun grondgebied dreigt te beperken, wat het lokale en participatieve karakter van het veiligheidsbeheer in Brussel zou verzwakken;

Overwegend dat het Institutioneel Akkoord voor de Zesde Staatshervorming van 11 oktober 2011 niet voorziet in een fusie van de Brusselse politiezones, maar wel de bundeling van bepaalde administratieve diensten van de politiezones aanmoedigt;

Overwegend dat de samenwerking tussen de zes Brusselse politiezones doeltreffend is op verschillende niveaus: onderhandeld beheer van de openbare ruimte, handhaving van de openbare orde en criminaliteitsbestrijding; dat daartoe protocollen zijn gesloten en dat de korpschefs regelmatig vergaderen om de samenwerking tussen hun diensten te versterken;

Overwegende dat de voorstellen tot fusie van de Brusselse politiezones niet berusten

zijn op een diagnose of audit waaruit blijkt dat ze disfunctioneren door hun bijzondere structuur of dat ze beter zouden functioneren in een andere vorm; dat recente studies, onder meer van de Universiteit Gent, integendeel aantonen dat een fusie geen meerwaarde zou bieden voor de efficiëntie van het werk van de Brusselse politiezones; Overwegende dat de Gewestelijke Veiligheidsraad, eigen aan het Brusselse Gewest, reeds de coördinatie en uitwisseling van informatie tussen de zes Brusselse politiezones mogelijk maakt;

Overwegende dat uit een recente studie van de Universiteit Gent blijkt dat “300 tot 500 operationele personeelsleden” de ideale omvang is voor een politiezone;

Overwegende dat de Minister van Binnenlandse Zaken, Mw Verlinden, verwees naar zones van 500 operationele personeelsleden, toen zij de wens uitte om het aantal zones terug te brengen van 182 tot ongeveer veertig;

Overwegende dat alle Brusselse politiezones dan al de optimale omvang zouden hebben en dat ze allemaal in de top 12 van de grootste Belgische politiezones staan;

Overwegende dat een dergelijke samenvoeging toegepast op de rest van het Koninkrijk de dekking in zowel Vlaanderen als Wallonië zou beperken tot 4-6 politiezones;

Overwegende dat een fusie van politiezones geen passend antwoord zou bieden op de specifieke uitdagingen van het Brussels Gewest, zoals blijkt uit de ervaring met de enige zone van Antwerpen, waar de criminaliteit niet significant is gedaald ondanks de centralisatie en een bevolking die half zo groot is;

Overwegende dat de zes Brusselse politiezones moeten instaan voor de veiligheid van meer dan 1,2 miljoen inwoners en meer dan 400.000 pendelaars, tegenover 552.787 inwoners in de enige Antwerpse politiezone; maar ook dat de bevolkingsdichtheid in de Brusselse politiezones twee tot vier keer groter is dan in de enige Antwerpse politiezone;

Overwegende bovendien dat Vlaams-Brabant voor een kleinere bevolking (1 miljoen inwoners) 27 politiezones telt, tegenover slechts 6 politiezones voor 19 gemeenten in het Brusselse Gewest (1,2 miljoen inwoners);

Overwegende dat de Brusselse politiezones gemiddeld 3,2 gemeenten per politiezone tellen, tegenover 2,6 gemeenten in Vlaanderen;

Overwegende dat de Brusselse gemeenten hun rol van buurtpolitie, preventie en beheer van lokale fenomenen slechts kunnen vervullen indien ze over voldoende budgettaire en menselijke middelen beschikken;

Overwegende dat tussen 28 % en 30 % van de begroting van de Brusselse politiezones afhangt van hun federale dotatie en dat tussen 85 % en 90 % van dit budget bestemd is voor personeelskosten, zouden de besparingen door een fusie dus marginaal, zoniet onbestaande zijn;

Overwegende dat de Brusselse gemeenten de besparingen waartoe de federale overheid heeft beslist, niet moeten doorvoeren om hetzelfde veiligheidsniveau voor hun inwoners te garanderen;

overwegende dat de KUL-norm voor de financiering van de Brusselse politiezones, die het Brussels Gewest al bij de oprichting benadeelde, sinds 2001 niet meer is bijgewerkt, hoewel de Brusselse bevolking sindsdien met bijna 20% is gegroeid, en dat deze norm geen rekening houdt met de specifieke factoren van het Brussels Gewest (wegverkeer, stedelijke criminaliteit, grotere nacht- en weekendactiviteit, grotere internationale dimensie) ; dat in dat opzicht een enquête van Brussels Plaatselijke Besturen in 2023 bevestigde dat het huidige systeem het Hoofdstedelijk Gewest benadeelt;

Overwegende dat het aandeel van de KUL-norm in de financiering van de Brusselse politiezones 36% zou moeten bedragen, maar dat dit vandaag slechts 26% is;

De Gemeenteraad van Oudergem:

- Bevestigt, zoals alle Brusselse Burgemeesters, dat hij fel gekant is tegen de



fusie van de zes Brusselse politiezones en vraagt dat de bestaande zones hun autonomie behouden, terwijl de onderlinge samenwerking wordt voortgezet en versterkt;

- roept de volgende federale en Brusselse regeringen op om
  - de besprekingen met de burgemeesters van de 19 gemeenten en de korpschefs van de zes Brusselse zones voort te zetten met het oog op een verhoogde veiligheid op basis van community policing
  - de samenwerking uit te breiden met naburige gemeenten die te maken hebben met vergelijkbare criminaliteitsfenomenen, zoals Vilvoorde, en/of die verbonden zijn met de luchthaven.
- roept de toekomstige federale regering op om de financieringsnorm voor de Brusselse politiezones (KUL-norm) te herzien om de federale dotaties te verhogen in verhouding tot de bevolking en de bijzondere veiligheids- en openbare ordeproblemen in Brussel.
- roept de toekomstige federale regering op om ten volle samen te werken met de Brusselse politiezones om de veiligheid in de hoofdstad van het land te verbeteren door haar eigen bevoegdheden op te nemen (strijd tegen de georganiseerde misdaad, drugs- en wapenhandel, spoorwegpolitie, ...), maar ook door een gepaste financiering te garanderen voor justitie (in het bijzonder het Brusselse parket) en door een efficiënt en waardig onthaalbeleid te ontwikkelen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 20 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

*Onthoudingen : François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Noémie Dekoninck, Laure Henvard, Audrey Huet, Gabriela Banu, Alan Lenglet.*

Levée de la séance à 22:00

Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin